

Rapport financier de la gestion 2022



TABLES DES MATIERES

I.	<u>DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT</u>	4
II.	<u>LES FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE DE GESTION</u>	5
II.1.	La clôture du premier programme de l'ANRU	5
II.2.	La forte montée en puissance de l'exécution financière du NPNRU	6
II.3.	L'analyse des comptes rendus d'exécution annuels (CREA) en 2022 donne à voir des retards sur les natures d'opérations intégrant une part importante de matières premières	10
III.	<u>LES RECETTES DE L'EXERCICE 2022</u>	12
III.1.	Exécution des recettes 2022	12
III.2.	Exécution cumulée des financements des programmes de renouvellement urbain	13
IV.	<u>LES DEPENSES DE L'EXERCICE 2022</u>	14
IV.1.	Les dépenses d'intervention	15
IV.2.	Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ANRU	21
IV.3.	Les emplois et la masse salariale	25
V.	<u>SOLDE BUDGETAIRE, EQUILIBRE FINANCIER ET GESTION DE LA TRESORERIE</u>	27

Annexe : ANNEXE COMPTABLE 2022

pp 30 à 79

SYNTHESE DE L'EXECUTION 2022

DEPENSES en K€uros									RECETTES en K€uros				
	Budget Initial 2022		Budget Révisé Octobre 2022		Réalisé 2022		% réalisé/ BR		Budget Initial 2022	Budget Révisé 2022	Réalisé 2022	% Réalisé/ BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	13 966,67	13 966,67	14 551,30	14 551,30	14 085,64	14 111,48	97%	97%	738 582,76	741 477,06	740 673,29	100%	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	318,07	318,07	330,91	330,91	322,79	322,79	98%	98%					Subvention pour charges de service public
													Autres financements de l'État
Fonctionnement	12 825,30	14 092,29	12 700,99	13 551,13	9 540,75	9 862,76	75%	73%					Fiscalité affectée
									724 000,00	727 000,00	727 000,00	100%	Autres financements publics
									14 582,76	14 477,06	13 673,29	94%	Recettes propres
Intervention	1 694 500,00	626 700,00	1 694 500,00	626 700,00	1 396 363,28	660 970,02	82%	105%					
Investissement	3 865,32	3 165,32	3 405,00	3 195,00	5 299,95	3 843,15	156%	120%	20 400,00	14 400,00	14 400,00	100%	Recettes fléchées
									20 400,00	14 400,00	14 400,00	100%	Financements de l'État fléchés
													Autres financements public fléchés
													Recettes propres fléchées
Sous-Total Dépenses	1 725 157,29	657 924,28	1 725 157,29	657 997,43	1 425 289,61	688 787,40			758 982,76	755 877,06	755 073,29	100%	Sous- Total recettes
Retrait d'AE PNRU	- 28 000,00		- 28 000,00		- 57 520,30								
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	1 697 157,29	657 924,28	1 697 157,29	657 997,43	1 367 769,31	688 787,40	81%	105%	758 982,76	755 877,06	755 073,29	100%	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		101 058,48		97 879,64		66 285,89							SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

I. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'agence nationale pour la rénovation urbaine a été créée par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1er août 2003 modifiée, qui a institué le programme national de rénovation urbaine (PNRU). Le décret n°2004-123 du 9 février 2004 modifié, relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, prévoit son organisation administrative et son régime financier.

L'agence accompagne la mise en œuvre des programmes nationaux de renouvellement urbain (PNRU, PNRQAD et NPNRU), avec pour objectif la rénovation et transformation des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Par ailleurs, l'ANRU est chargée, au nom et pour le compte de l'Etat, de la mise en œuvre des programmes et actions d'investissement d'avenir (Internats d'excellence et de la réussite / développement de la culture scientifique, technique et industrielle ; Projets innovants en faveur de la jeunesse ; Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain ; Co-Investissement) et de programmes internationaux (URBACT, ASToN,...).

L'ANRU est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) soumis depuis le 1er janvier 2021 aux règles de la comptabilité industrielle et commerciale en application de l'article de loi n°2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) promulguée le 23 novembre 2018. Le décret n° 2020-540 du 6 mai 2020 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine a confirmé les modalités d'application de l'article 90 de la loi Elan en le rendant applicables au 1er janvier 2021.

Les comptes de l'ANRU sont valorisés dans les comptes de l'Etat au compte 26 « participations ». La mission de l'ANRU étant d'accompagner et de subventionner des projets de rénovation urbaine au vu d'une enveloppe de financements reçue des partenaires financeurs de la politique de rénovation urbaine, l'agence a des recettes propres marginales (à l'exception des produits de placements financiers jusqu'en 2016) et aucune recette de commercialisation ou de production industrielle.

L'organisation comptable et financière de l'ANRU est régie par les textes suivants :

- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - ELAN
- Décret n° 2004 – 123 du 9 février 2004 modifié,
- Décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020 relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur l'Agence nationale pour la rénovation urbaine,
- Règlements généraux de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements comptables et financiers de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements généraux, comptables et financiers pour les programmes d'investissements d'avenir,
- Protocole d'accord entre la Caisse des Dépôts et l'ANRU, Action « Territoires d'Innovation » du 13/12/2018,
- Convention-cadre relative aux missions confiées par le CGET à l'ANRU du 22/12/2015.

La validation des demandes d'engagement et de paiement, l'exécution des recettes et des dépenses, la gestion de la trésorerie, de la tenue de la comptabilité, et la réalisation du compte financier sont réalisées, sous l'autorité de la directrice générale de l'ANRU, par la direction financière (DAFSIC). Le régime juridique applicable à la directrice générale, au directeur financier et à toute personne placée sous l'autorité de la directrice générale et ayant délégation pour engager juridiquement l'agence, tant juridiquement que financièrement, est celui des mandataires sociaux.

Le contrôle économique et financier de l'ANRU est assuré, aux termes du décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020, par la direction générale des collectivités locales. La DGCL assure un contrôle qui a « *pour objet d'exercer une mission de veille et d'analyse des risques financiers directs et indirects et d'apprécier la performance de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine au regard de ses missions, de ses objectifs et de ses moyens. Il porte une attention particulière à la soutenabilité de la trajectoire financière pluriannuelle des programmes dont la gestion est confiée à l'agence. Il ne comporte pas d'examen a priori d'actes de l'agence* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article 90 de la loi ELAN, l'agence n'est plus soumise au champ d'application de l'article 64 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, qui prévoit que le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances.

II. LES FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE DE GESTION

L'année 2022 a été une année de stabilisation des procédures mises en œuvre en 2021 dans le cadre du passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale. Ce cadre a permis la clôture financière des dernières opérations du premier programme de l'ANRU, le PNRU (II-1), concomitamment à la traduction dans la chaîne financière d'une forte montée en puissance de l'exécution des opérations du NPNRU (II-2). Cette accélération a été très nette malgré les tensions sur certaines catégories d'opérations, perceptibles à travers l'analyse des comptes rendus d'exécution annuelle (CREA) dont l'année 2022 a été la première année entière de déploiement (II-3).

II.1. La clôture du premier programme de l'ANRU

II.1.1. Clôture du PNRU :

Au 31 décembre 2022, tous les décaissements relatifs aux opérations du PNRU et toutes les clôtures financières de ces opérations étaient réalisés (à l'exception de cinq opérations à Revin et une opération à Matoury faisant l'objet de protocoles transactionnels pour un montant de 3,5 millions d'euros et dont la clôture interviendra en 2023 et 2024).

Les paiements 2022, qui se sont établis à 126,74 millions d'euros (net des récupérations d'avances), les recouvrements 2022 sur indus PNRU à hauteur de 3,1 millions d'euros portent les dépenses du PNRU (incluant les coûts de fonctionnement de l'ANRU), à 11,524 milliards d'euros. La prise en compte à la fois des 6 protocoles transactionnels encore actifs et des restes à recouvrer sur ce programme portent **le bilan du PNRU à 11,522 milliards d'euros** (incluant les frais de fonctionnement de l'ANRU).

A ce stade, les restes à payer (nets des avances) sur les protocoles transactionnels s'établissent au maximum à 3,5 millions d'euros. Les éventuelles économies au terme de l'exécution des protocoles transactionnels seront intégralement portées en recette du NPNRU.

Au terme de ce programme, 399 conventions pluriannuelles ont permis de contribuer à 48,4 Mds€ d'investissements grâce à 11,3 Mds€ de subventions versées au profit de 546 quartiers (dont 373 ZUS). Le taux moyen de subventions ANRU pour les 29 493 opérations ayant bénéficié de ces financements s'établit à 23,2 %, allant de 12,2% en moyenne pour la reconstitution de logements locatifs sociaux à 73,7% en moyenne pour les opérations de démolition.

Les objets urbains financés par le PNRU sont majoritairement (66% du total des subventions représentant 70,1 % des investissements générés) directement liés à l'habitat (contre 15,4% pour les opérations d'aménagement, 12,1% pour les équipements publics et 2,4% pour l'ingénierie des projets) et dans la moitié des quartiers ayant bénéficié du PNRU, trois-quarts des investissements ont été consacrés à l'habitat :

- 164 400 démolitions (concernant des bâtiments construits essentiellement entre 1957 et 1976) ;
- 142 000 reconstructions de LLS
- 408 500 réhabilitations de LLS
- 385 400 résidentialisations
- 860 changements d'usage.

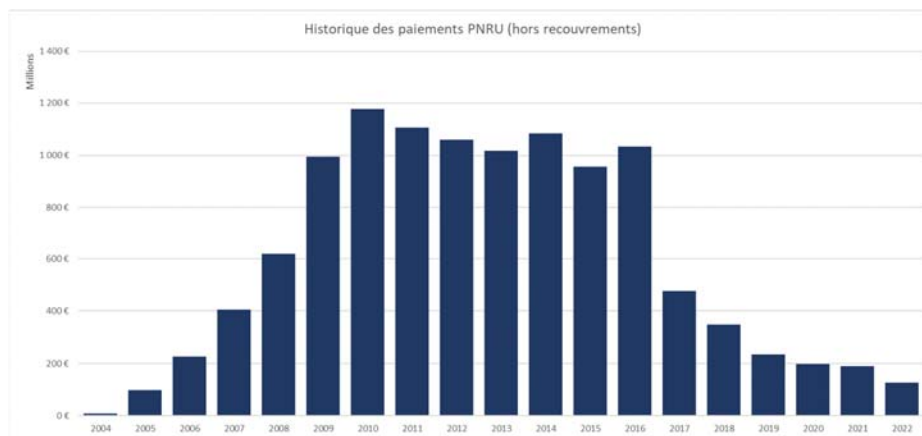
Pour accompagner le changement d'image des quartiers et l'atteinte de l'objectif de mixité sociale, 2 345 équipements publics ont été financés par le PNRU, dont 607 équipements scolaires (51% des subventions ANRU dédiées aux équipements publics), 735 équipements sociaux (18% de ces subventions), 443 équipements culturels (15% de ces subventions), 378 équipements sportifs (12% de ces subventions) et 182 équipements administratifs (4% de ces subventions).

II.1.2. Gestion de la fin de programme :

Au terme de l'exécution de ce programme, le profil pluriannuel d'exécution financière du PNRU montre clairement une dynamique d'exécution en trois phases qui ont chacune leurs caractéristiques :

- 1- Une phase de montée en puissance progressive de l'exécution financière de 2004 à 2009, corrélée à l'étalement de la contractualisation des projets ;

- 2- Une phase de forte activité en termes opérationnels et d'exécution financière, de 2010 à 2016, à la fois pour se conformer aux calendriers et exigences opérationnels mais aussi sous la pression de la date limite d'engagement des subventions du programme. Celle-ci avait été fixée à fin 2015, et le profil d'exécution du PNRU en montre à la fois la pertinence au regard de la temporalité d'exécution des opérations mais également l'intérêt pour imposer un cadre temporel d'exécution du programme ;
- 3- Une phase de terminaison opérationnelle et financière, de 2017 à 2022, qui concerne des volumes financiers bien moindre que les phases précédentes mais qui s'étale sur une durée toute aussi longue dans la mesure où s'y concentrent des opérations ayant connu des difficultés de mise en œuvre tant opérationnelles (y compris en raison de la crise sanitaire de 2020 et 2021) que financières (surcoûts notamment liés à l'évolution de la réglementation sur l'amiante).



Une analyse plus poussée de l'exécution financière du PNRU depuis 2004 sera réalisée dans le cadre de l'évaluation en cours de ce programme.

II.2. La forte montée en puissance de l'exécution financière du NPNRU

Fin 2022, sur les 14 milliards d'euros de dotations du NPNRU en subventions et en prêts, 9,8 Mds d'euros de concours financiers ont été contractualisés : 2,2 Mds d'euros de concours financiers supplémentaires ont été contractualisés en 2022, portant à 382 le nombre de QPV bénéficiant d'un projet contractualisé (+ 60 par rapport à 2021).

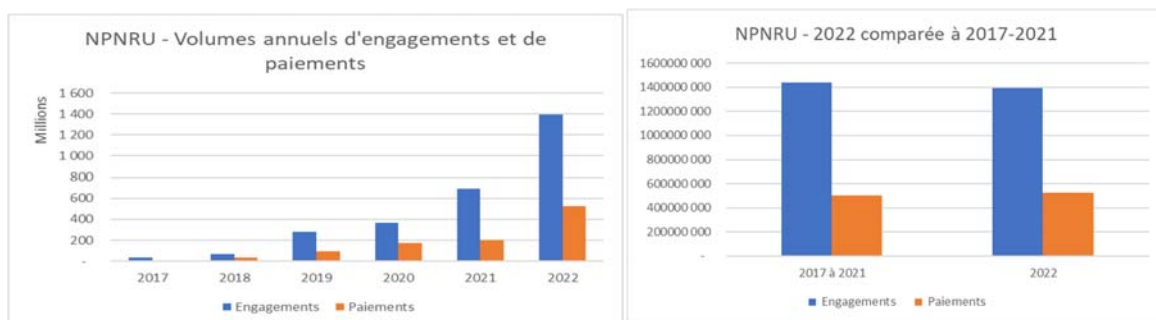
II.2.1. Une accélération financière qui témoigne de l'accélération opérationnelle :

Les engagements et les paiements du NPNRU ont témoigné de la forte accélération opérationnelle et financière du programme en enregistrant sur la seule année 2022 des volumes de validation équivalents au cumul des cinq dernières années d'exécution financière.

Fin 2022, la barre du milliard d'euro payé en cumul sur le NPNRU a été dépassée avec **1,027 milliards d'euros payés au 31 décembre 2022, dont 525,6 millions d'euros payés en 2022**, ce qui représente un doublement du volume des paiements par rapport aux paiements intervenus de 2017 à fin 2021.

Les engagements ont connu la même dynamique pour atteindre **3,77 milliards d'euros de concours financiers engagés au 31 décembre 2022**, dont 2,8 milliards d'euros de subventions (soit 38% des subventions contractualisées) et 937,8 millions d'euros de prêts bonifiés Action Logement Services (soit 38% des prêts contractualisés). **Au titre de la seule année 2022, 1,4 milliards d'euros a été engagé pour un volume de 1 859 DAS (contre 690 millions d'euros en 2021 pour 1003 DAS).**

Cette forte progression du rythme des engagements et des paiements du NPNRU en 2022 confirme **l'accélération de l'entrée en phase opérationnelle d'un nombre croissant d'opérations structurantes** (démolitions, reconstitutions ou requalifications de logements locatifs sociaux).



Pour la seconde année consécutive, le volume d'engagements annuel a cru plus que proportionnellement par rapport au nombre de DAS validées ; ce dernier a augmenté de 85% mais le montant d'engagements a doublé. Le montant moyen des dossiers d'engagements de subventions, qui était de 473 keuros en 2020, a ainsi progressé de 696 keuros en 2021 à 750 keuros en 2022.

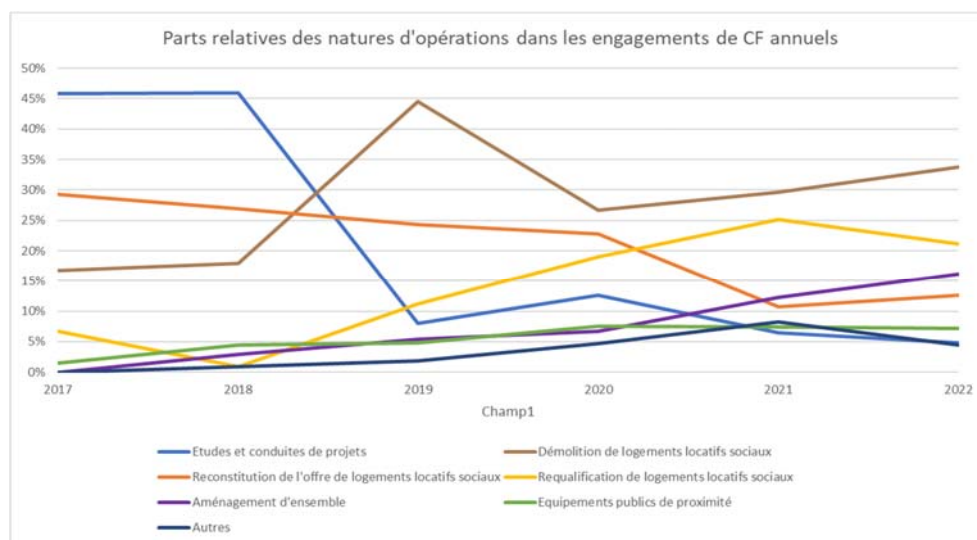
Cette accélération de l'exécution financière est directement liée à l'accélération de l'engagement des opérations structurantes : 35 % des concours financiers engagés depuis 2017 ont bénéficié à des opérations de reconstruction ou de requalification de LLS, 32% à des opérations de démolitions de LLS et des 13% à des aménagements d'ensemble.



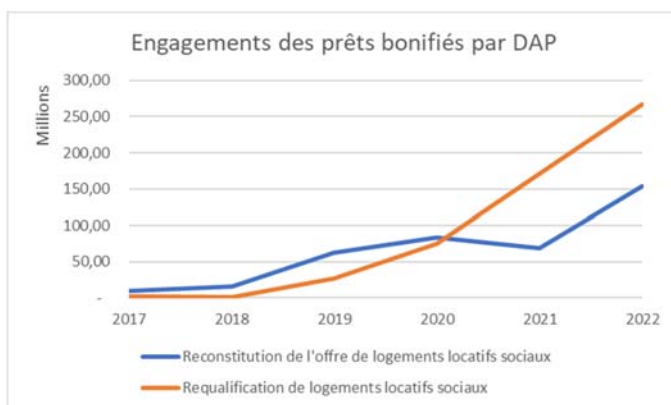
Depuis 2019, la part relative des engagements annuels de concours financiers relatifs aux opérations de démolitions de LLS est la plus importante ; cependant si en 2019 cette part était de 45%, elle tend à se réduire (30% en 2021 et 34% en 2022) malgré une forte progression des montants d'engagements au titre de cette nature d'opération (les montants de concours financiers engagés en démolitions en 2022 ont été presque 4 fois plus élevés qu'en 2019).

Les parts relatives des engagements de concours financiers relatifs aux opérations de requalifications de LLS et aux opérations d'aménagement d'ensemble sont en effet celles qui ont le plus progressé de 2018 à 2022 : de 1% en 2018 à 21% en 2022 du total des concours financiers annuels engagés pour les opérations de requalifications de LLS et de 3% en 2018 à 16% en 2022 pour les opérations d'aménagement d'ensemble.

En cohérence avec la temporalité du programme, la part des opérations d'études et d'ingénierie a diminué en passant de 46 % des montants de concours financiers annuels engagées en 2017 à 4% en 2022.

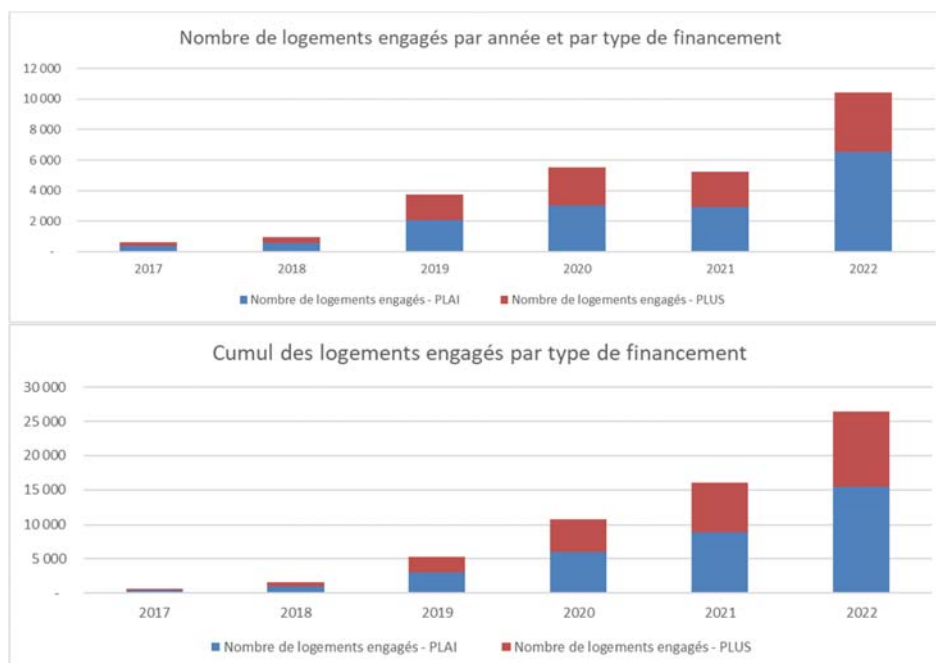


Suivant la même dynamique que celle des engagements de subventions, le volume de prêts bonifiés Action Logement autorisés par décisions attributives de prêts a également fortement progressé en 2022 pour atteindre 421 M€ de prêts bonifiés autorisés (241 M€ en 2021 pour 393 DAP validées et 713 DAP en 2022 pour 421 M€ de prêts).



Cette progression dans l'autorisation des prêts bonifiés est corrélée à la montée en puissance opérationnelle des reconstitutions de l'offre et des requalifications de LLS : 26 414 logements sont engagés à date (pour 69 121 contractualisés, soit 38%), dont 10 423 logements en 2022 (6 514 PLAI + 3 909 PLUS) représentant 73,8 M€ de subventions et 153,4 M€ de prêts.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Nombre de logements engagés - PLAI	378	542	2 072	3 001	2 894	6 514	15 401
Nombre de logements engagés - PLAI (déjà validé MO ou susp.)							-
Nombre de logements engagés - PLUS	234	376	1 647	2 500	2 347	3 909	11 013
Nombre de logements engagés - PLUS (déjà validé MO ou susp.)							-
Total logements engagés et en instance d'engagement	612	918	3 719	5 501	5 241	10 423	26 414



Pour une cible à 60% de PLAI parmi les volumes de logements locatifs sociaux reconstruits, les engagements de 2022, particulièrement dynamiques concernant cette catégorie de LLS (62% de PLAI et 38% de PLUS), ont permis d'atteindre un cumul à ce stade 58% de PLAI engagés pour 42% de PLUS.

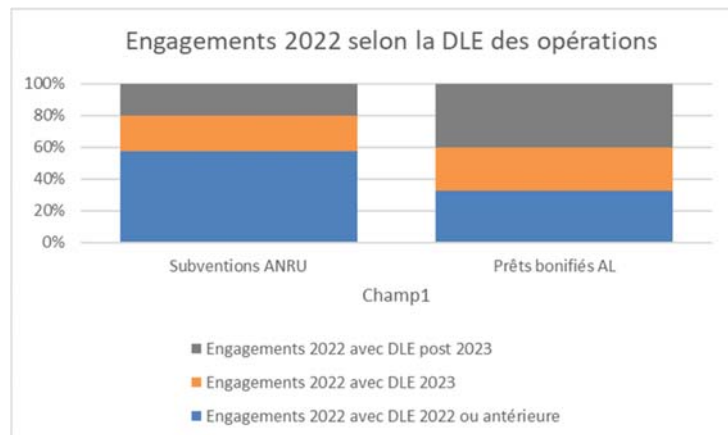
II.2.2. Une corrélation croissante entre l'exécution financière des concours financiers du NPNRU et l'exécution physique des opérations :

L'accélération opérationnelle du NPNRU dans les territoires se manifeste également par la dynamique d'engagement financier des opérations dès leur année de contractualisation, signifiant ainsi qu'elles atteignent leur jalon de lancement opérationnel : parmi les opérations contractualisées en 2022, 446 opérations (dont 310 opérations de reconstitution d'offres de LLS) ont été engagées cette même

année, pour 189,2 millions d'euros de subventions (soit 14% des engagements totaux intervenus en 2022) et 132,3 millions d'euros de prêts bonifiés AL (soit 31% des autorisations totales de prêts bonifiés AL intervenues en 2022).

Cette accélération de l'exécution financière du programme, renforcée par le pilotage accru mis en œuvre par l'ANRU depuis 2021, est aussi le résultat d'une **plus forte convergence entre l'exécution opérationnelle et physique des opérations et leurs engagements et paiements au titre des subventions de l'ANRU et des prêts bonifiés d'Action Logement**. Indicateur de ce rapprochement entre l'exécution physique et l'exécution financière des opérations NPNRU, **963 opérations, c'est-à-dire la moitié des 1859 opérations engagées en 2022, avaient une date limite d'engagement postérieure à 2022**.

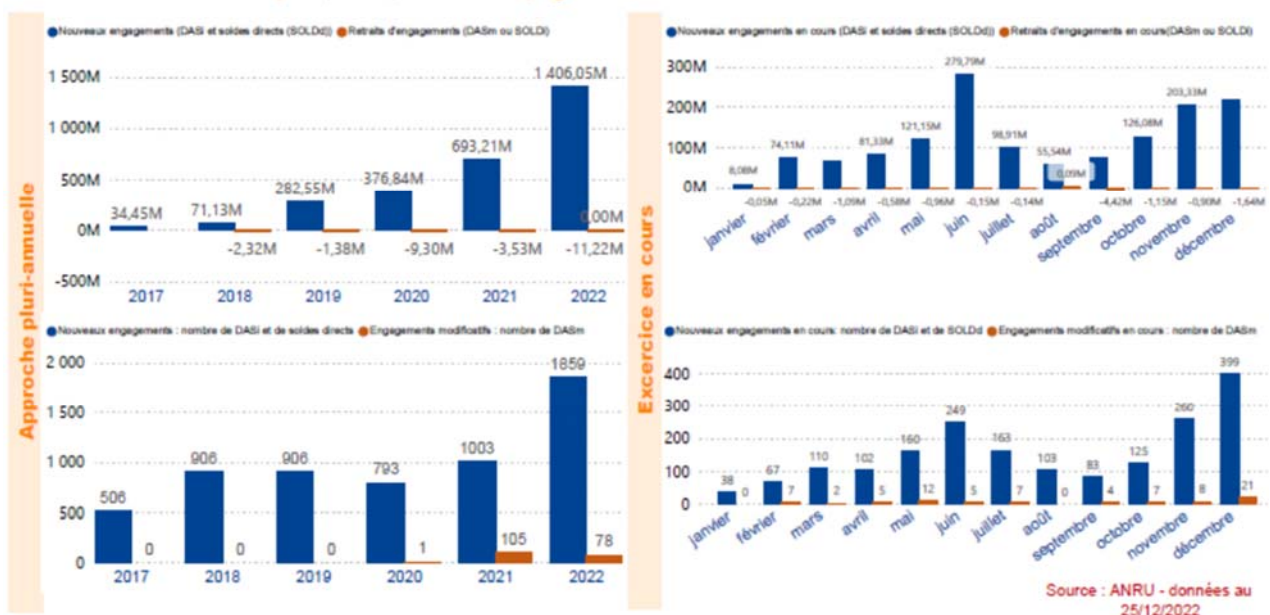
La progression de la corrélation de l'engagement financier au calendrier opérationnel est d'autant plus prégnante que 572 de ces opérations (soit 31% du total des opérations engagées en 2022) avaient une date limite d'engagement postérieure à 2023, c'est-à-dire un début prévisionnel de l'opération en 2022 (ou postérieur) dans le calendrier contractualisé. Ces 963 opérations ont permis d'engager 601,4 millions d'euros de subventions ANRU (soit 43% des engagements 2022) et 282,7 millions d'euros de prêts (soit 67% des prêts engagés en 2022). Elles étaient pour l'essentiel des opérations de reconstitutions (35% de ces 572 opérations) et de requalifications (22%) de LLS et des opérations de démolitions (14%).



II.2.3. Un cadencement infra-annuel de l'exécution financière qui doit encore être mieux lissé :

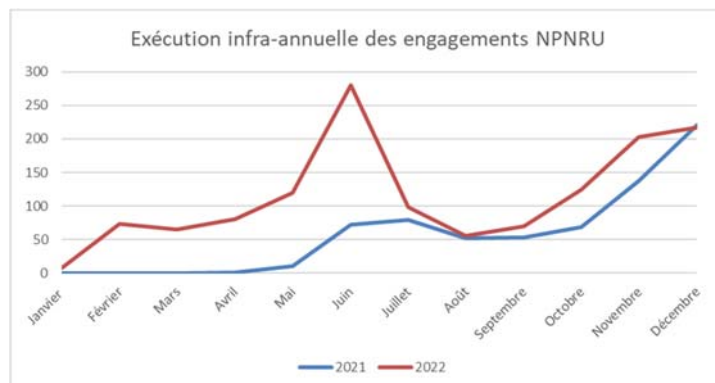
L'engagement des 1,4 milliards d'euros de subventions du NPNRU, qui a donné lieu à 421 millions d'euros d'autorisation de prêts bonifiés d'Action Logement, à travers 1937 décisions attributives de subventions (initiales, modificatives ou soldes directs) a cette année encore connu une forte saisonnalité, concentrée sur les mois de mai à juillet (en raison de l'occurrence d'une date limite d'engagement au 30 juin) et sur les mois d'octobre à décembre.

Evolution du nombre de DAS (DASi, DASm, soldes directs) signées et montants de subventions ANRU



Cependant cette saisonnalité des engagements est moins concentrée sur la fin de l'année qu'en 2021 pour les subventions :

L'exécution au premier semestre 2022 a en effet représenté 45 % de l'exécution annuelle en montants d'engagements de subventions (contre 12% en 2021), et le mois de décembre qui concentrait en 2021 de l'ordre d'un tiers des engagements de l'année, a représenté en 2022 16% des engagements de subventions de l'année.



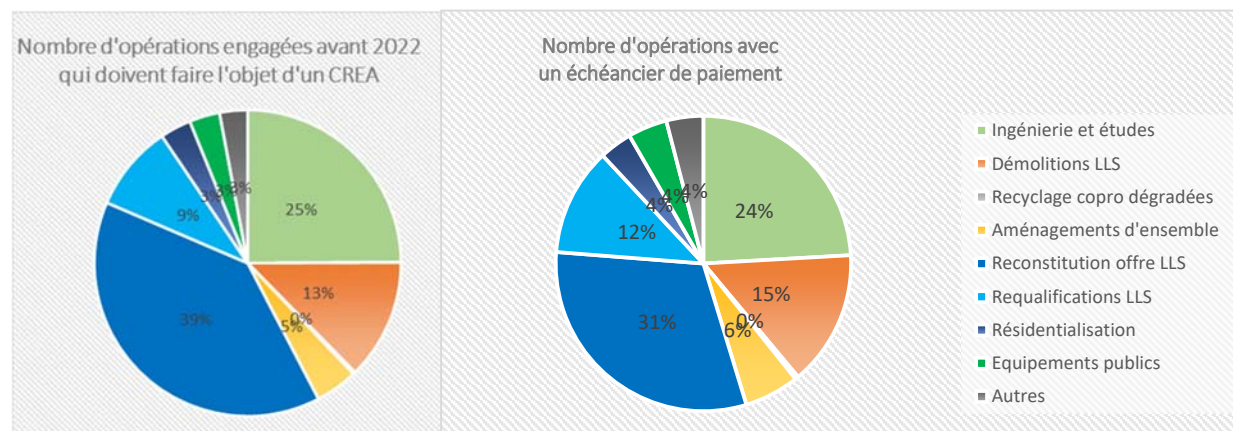
L'essentiel des engagements de subventions de l'année se concentre sur deux périodes : mai à juillet pour 36% du total 2022 (contre 23% du total annuel en 2021, malgré l'intervention en juin d'une DLE) et octobre à décembre pour 39% du total 2022.

L'engagement des prêts, s'il est en partie corrélé au rythme d'engagement des subventions, est cependant **beaucoup plus concentré en fin d'année** en raison de la part majoritaire des opérations de reconstitution ou de requalification de l'offre de LLS transmises par les maîtres d'ouvrage en novembre et décembre (pour bénéficier des agréments de LLS dans l'année) :

- 37% des décisions d'autorisation de prêts 2022 ont été validées en décembre 2022 (alors que la part des subventions validées en décembre représentent 15,4% des DAS de l'année), représentant 32% du montant des DAP 2022. **Le cumul des mois de novembre et décembre 2022 représentent 53% des DAP validées en 2022 et 48% de leur montant annuel cumulé.**
- **Le niveau des décisions d'autorisation de prêts validées atteint ainsi 937 millions d'euros, dont 414,8 M€ au cours de la seule année 2022**, soit 153,9 M€ au titre des opérations de RO sur l'année 2022 et 267,2 M€ sur les opérations de requalification de LLS.

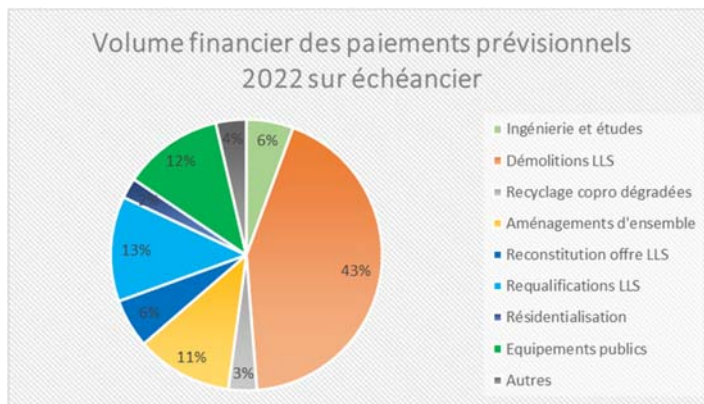
II.3. L'analyse des comptes rendus d'exécution annuels (CREA) en 2022 donne à voir des retards sur les natures d'opérations intégrant une part importante de matières premières

En 2022, 1 803 opérations engagées avant le 31 décembre 2021 devaient faire l'objet d'un CREA. Parmi ces opérations, 863 (soit 48% des CREA 2022) bénéficiaient d'un échéancier de paiements actif et dont la poursuite était conditionnée à la validation du CREA de l'année. Les échéances à payer pouvaient s'élever au maximum à 124 millions d'euros. Le montant moyen d'une échéance à verser en 2022 s'élevait à 68 828 euros.



Au sein des 1 803 opérations faisant l'objet d'un CREA 2020, et au sein de la part de ces opérations bénéficiant d'un échéancier de paiement, les principales natures d'opérations concernées étaient la reconstitution de l'offre de logements sociaux locatifs (LLS), l'ingénierie et les études, les démolitions et la requalification de logements.

En revanche, en termes de montant d'échéances de paiement sur échéanciers pour les 863 opérations concernées, les démolitions de logements (43%) et, dans une moindre mesure, les requalifications de LLS (13%), les équipements publics de proximité (12%) et les aménagements d'ensemble (11%) représentaient l'essentiel des enjeux financiers.

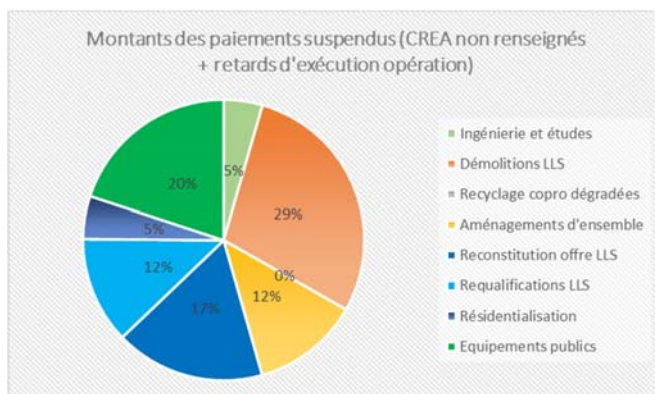


Sur l'ensemble des 1 803 opérations, 85% ont bien été renseignés par les maîtres d'ouvrage. **A contrario 15% des CREA (concernant 267 opérations) n'ont pas été renseignés, induisant pour les opérations bénéficiant d'un échéancier de paiements, la suspension automatique de celui-ci** : le versement de l'échéance prévue pour l'année 2022 a ainsi été suspendu automatiquement pour 63 opérations et pour un montant de 6,4 millions d'euros.

Par ailleurs, parmi les opérations pouvant bénéficier d'une échéance de paiement en 2022, 108 ont présenté dans leur CREA un taux d'avancement présentant un écart négatif supérieur à 15% par rapport au niveau d'exécution prévisionnelle de la plus prochaine échéance (dont le total prévisionnel s'élevait à 15,3 M€). **L'analyse détaillée avec les délégations territoriales et les maîtres d'ouvrage de la situation financière et de l'avancement physique de ces opérations a conduit à suspendre l'échéancier de paiement pour 86 de ces opérations pour un montant total de 6,9 M€.** Les 22 autres échéances ont été maintenues, les CREA ayant pu être corrigés après échanges (erreur de prise de compte par les maîtres d'ouvrages de l'indemnité pour perte d'exploitation ou de la valeur nette comptable, par exemple) ou l'avancement physico-financier des opérations ne présentant pas d'alerte quant à leur bon avancement à court terme.

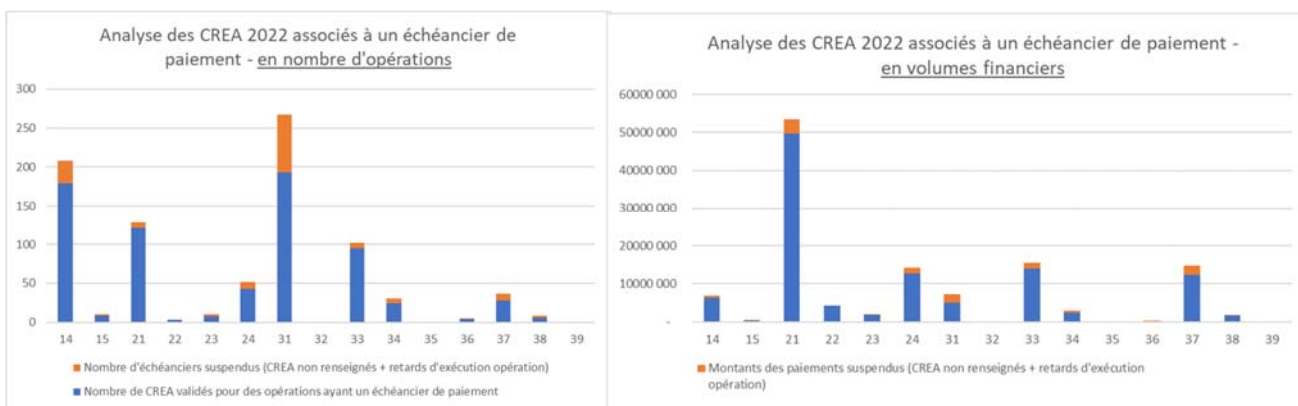
Au total, ce sont ainsi 149 échéances de paiement qui ont été suspendues pour un total de 13,3 M€, dans l'attente soit de la révision du calendrier opérationnel (contractuellement ou par DAS modificative) soit de la présentation par les maîtres d'ouvrage d'éléments attestant le rattrapage du retard opérationnel et financier de leurs opérations.

Parmi ces échéanciers suspendus, 50% des opérations concernées sont des reconstitutions de l'offre de LLS, représentant 17% du montant des suspensions. Les opérations de démolitions ne représentent que 7% du nombre d'échéanciers suspendus mais 29% des montants financiers, tout comme les équipements publics de proximité qui ne représentent que 6% du nombre d'échéanciers suspendus mais 20% des montants financiers.



Au regard du volume total des opérations ayant un échéancier de paiement et devant faire l'objet d'un CREA en 2022, ce sont **les reconstitutions de l'offre de LLS qui ont connu le plus grand nombre de**

suspensions d'échéances, ainsi que les opérations d'ingénierie et d'étude, et ce sont les **opérations de démolitions de logements et les équipements publics qui ont présenté les parts les plus importantes de suspensions d'échéances en volumes financiers.**



Eu égard à la nature des opérations concernées, ces restitutions peuvent créditer les difficultés d'approvisionnement connues par les entreprises de construction ainsi que les incertitudes et retards de lancement de commandes ou d'attribution de certains lots de marchés en raison de l'inflation.

III. LES RECETTES DE L'EXERCICE 2022

III.1. Exécution des recettes 2022 :

Tableau des recettes 2022 par origine :

RECETTES En K€uros				
	Budget Initial 2022	Budget Révisé Octobre 2022	Réalisé 2022	% Réalisé/ BR
Autres financements publics	724 000,00	727 000,00	727 000,00	100%
Recettes propres	14 582,76	14 477,06	13 673,29	94%
Financements de l'État fléchés	20 400,00	14 400,00	14 400,00	100%
TOTAL	758 982,76	755 877,06	755 073,29	100%

Le budget rectificatif 2022 n°2, voté par le Conseil d'Administration le 11 octobre 2022, prévoyait 755,9 M€ de recettes, comprenant :

- 540 M€ de ressources provenant d'Action Logement au titre du NPNRU ;
- 184 M€ de contribution par la CGLLS au titre du NPNRU ;
- 14,4 M€ par le budget de l'Etat au titre du NPNRU ;
- 9,1 M€ de recouvrements d'indus prévisionnels sur les programmes de RU ;
- 5,4 M€ de refacturations des coûts de fonctionnement au titre des programmes URBACT, ASTON et PIA ;
- 3 M€ au titre de la convention entre la CDC et l'ANRU sur le partenariat dans le cadre du NPNRU (dont 1,5 M€ au titre de 2021 qui n'avaient pas pu être versés faute de renouvellement de la convention avant la fin de l'année 2021).

Les recettes liées au financement du NPNRU par les partenaires de l'ANRU ont toutes été encaissées avant le 31 décembre 2022 :

- 540 M€ de ressources provenant d'Action Logement au titre du NPNRU ;
- 184 M€ de contribution par la CGLLS au titre du NPNRU ;
- 3 M€ au titre de la convention entre la CDC et l'ANRU ;
- et 14,4 M€ par le budget de l'Etat au titre du NPNRU.

Les refacturations des coûts de fonctionnement au titre des programmes URBACT, ASTON, PIA et organismes sous conventions se sont établies à 4,4 millions d'euros, en retrait par rapport aux prévisions budgétaires (5,4 M€), pour tenir compte notamment de moindres coûts de fonctionnement associés à ces

programmes, conformément au principe de neutralité budgétaire de ces coûts pour l'ANRU. Les autres recettes propres sont liées au fonctionnement de l'agence, notamment au recouvrement d'indemnités journalières (IJSS).

Les recouvrements d'indus se sont établis à 9,142 millions d'euros (incluant les écritures de transferts d'opérations entre le PNRU et le NPNRU).

Globalement, le volume d'exécution des recettes est conforme aux prévisions (100%) et portent celles-ci à 755 M€ (en hausse par rapport aux 605,7 M€ de 2021).

III.2. Exécution cumulée des financements des programmes de renouvellement urbain :

Les financements des programmes pluriannuels PNRU, PNRQAD et NPNRU, et des coûts de leur gestion par l'ANRU, reposent sur les engagements financiers prévus par voie législative et dans les conventions ou protocoles conclus par les partenaires de l'ANRU. Ces financements sont versés par les financeurs pendant la durée du programme ; la comptabilisation des subventions reçues s'exécute ainsi annuellement.

Au 31 décembre 2022, ces financements globaux (hors prêts, uniquement octroyés par Action Logement Services sur la base des conventions pluriannuelles du NPNRU) et leurs versements sont les suivants :

- **Le PNRQAD** : ce programme s'élève à un montant global programmé de 150 M€ pour lequel l'intégralité du financement par Action Logement a été perçu par l'ANRU.
- **Le PNRU** : les derniers paiements au titre de ce programme ont eu lieu en 2022 (hormis les 6 opérations encore actives faisant l'objet d'un protocole transactionnel). Fin 2021, l'intégralité des financements prévus dans les lois et conventions avait été perçue par l'ANRU, portant ceux-ci à 11,558 milliards d'euros.
- **Le NPNRU** : ce programme, pour lequel les encaissements de financements par l'ANRU ont débuté en 2018, enregistre un montant de contributions réellement versées à l'ANRU de 2,105 Md€ fin 2022 (hors économies réelles de trésorerie du PNRU et contribution CDC versée sur convention).

FINANCEMENTS DIRECTS DU NPNRU				
FINANCEURS (hors indus)	Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)	Equivalents subventions (M€)	Contributions perçues fin 2022	Reste à percevoir sur le programme
PRETS				
Action Logement				
Prêts bonifiés	3 303	1 200		
SUBVENTIONS				
Action Logement	6 800	6 800	1 276	5 524
Bailleurs sociaux-CGLLS	2 768	2 768	736	2 032
Etat	1 200	1 200	92,6	1 107
TOTAL SUBVENTIONS :	10 768	10 768	2 104,6	8 663,4
TOTAL	14 071	11 968	2 105	8 663

Par ailleurs, la Caisse des Dépôts et Consignation a contribué fin 2022 et au titre du NPNRU à hauteur de 13 M€ pour financer le fonctionnement de l'ANRU sur la base d'une convention partenariale, renouvelée en 2022.

Sur la base du total des financements du NPNRU après l'amplification du programme, le cumul des contributions annuelles des partenaires et de l'Etat restant à percevoir au titre de ce programme sont de 8 724 M€.

IV. LES DEPENSES DE L'EXERCICE 2022

DEPENSES en K€uros								
	Budget Initial 2022		Budget Révisé Octobre 2022		Réalisé 2022		% Réalisé / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PNRU								
Intervention		32 600,00		32 600,00		126 744,02		389%
NPNRU								
Intervention	1 680 000,00	567 600,00	1 680 000,00	567 600,00	1 388 639,38	521 346,51	83%	92%
PNRQAD								
Intervention	3 000,00	24 000,00	3 000,00	24 000,00	4 685,07	11 797,29	156%	49%
QF								
Intervention	11 500,00	2 500,00	11 500,00	2 500,00	3 038,84	1 082,21	26%	43%
Sous-Total Intervention	1 694 500,00	626 700,00	1 694 500,00	626 700,00	1 396 363,28	660 970,02	82%	105%
PNRU								
Fonctionnement	100,00	50,00	50,00	25,00	0,00	0,00	0%	0%
NPNRU								
Fonctionnement	1 625,00	1 846,00	1 480,00	1 666,00	1 013,45	819,51	68%	49%
PNRQAD								
Fonctionnement	90,00	45,00	0,00	0,00	65,03	0,00		
PHI								
Personnel	13 966,67	13 966,67	14 551,30	14 551,30	14 085,64	14 111,48	97%	97%
SUPPORT								
Fonctionnement	8 659,30	9 674,72	8 781,99	9 345,55	7 519,98	8 167,58	86%	87%
Investissement	3 865,32	3 165,32	3 405,00	3 195,00	5 299,95	3 843,15	156%	120%
IA								
Fonctionnement	2 351,00	2 476,57	2 389,00	2 514,57	942,29	875,67	39%	35%
Total des Enveloppes	1 725 157,29	657 924,28	1 725 157,29	657 997,43	1 425 289,61	688 787,40	83%	105%
Retrait d'AE PNRU	-28 000,00		-28 000,00		-57 520,30			
Total des dépenses	1 697 157,29	657 924,28	1 697 157,29	657 997,43	1 367 769,31	688 787,40	81%	105%

Les dépenses totales de l'ANRU au titre de l'exercice 2022 s'établissent à 1,37 Md€ d'engagements et 688,8 M€ en paiements, soit respectivement 81% de la programmation des autorisations d'engagement en budget rectificatif (contre 66% en 2021 et 55% en 2020) et 105% des autorisations de paiement (contre 76% en 2021 et 52% en 2020). Le niveau de réalisation budgétaire progresse ainsi d'une part sous l'effet d'une meilleure prévision budgétaire, en particulier sur le rythme d'exécution des programmes d'intervention, et d'autre part sous l'effet d'une forte accélération des niveaux d'engagements et de paiements du NPNRU.

L'exécution budgétaire ainsi que les opérations comptables aboutissent à un résultat d'exploitation de - 629 M€, respectant le vote du Conseil d'administration autorisant en budget rectificatif n°2-2022 un déficit d'exploitation déficitaire maximum de - 969,1 M€.

IV.1. Les dépenses d'intervention

Le budget rectificatif n°2-2022 a maintenu les prévisions faites à l'occasion du budget initial en matière de dépenses d'intervention, majoritairement liées au NPNRU, et prévoyait 1 666,5 M€ d'autorisations d'engagement (AE) et 626,7 M€ de crédits de paiement (CP).

L'exécution 2022 pour les programmes de rénovation urbaine (sur le budget principal de l'ANRU) s'établit à 1 396 M€ d'engagements et 660,9 M€ de paiements, soit un taux d'exécution des engagements de 82% du budget rectificatif et de 105% pour les paiements.

Ce niveau d'exécution correspond à une forte accélération de l'exécution financière des opérations du NPNRU pour lequel un nombre croissant d'opérations physiques sont lancées opérationnellement. La moitié des opérations contractualisées étaient soit financièrement engagées ou soldées (6073 opérations) soit avaient une demande d'engagement ou de solde initiée par le maître d'ouvrage ou en cours d'instruction par les services DT et ANRU (537 opérations).

Au 31 décembre 2022, hors opérations d'ingénierie, 382 quartiers faisaient l'objet d'une contractualisation signée ou en cours de signature.

Ces chiffres montrent à la fois un avancement physique dynamique du programme NPNRU et montrent aussi la forte progression du volume d'engagements financiers en 2022, année lors de laquelle le niveau des engagements et des paiements a doublé par rapport à la période 2017-2021.

D'autre part, ce niveau d'exécution démontre la **capacité globale de la chaîne financière, mise en place à l'occasion de l'application de la loi ELAN, à produire un volume d'engagements financiers et de paiements au profit du financement des maîtres d'ouvrage, qui est à la hauteur des volumes financiers du programme.** Pendant le seul mois de juin 249 décisions attributives de subventions générant 279,8 millions d'euros ont été validées (soit 60 millions d'euros de plus qu'en décembre 2021 qui avait été le mois cumulant le plus d'engagements depuis le début du programme), et jusqu'à 399 DAS ont été validées en décembre 2022 pour 216,6 millions d'euros.

Par ailleurs, pour le NPNRU, l'intégration à la chaîne financière du dispositif d'échéancier de paiements, outre l'incitation qu'il constitue pour les maîtres d'ouvrage à solliciter rapidement une décision attributive de subvention dès le lancement de leur opération pour bénéficier de paiements lisibles, réguliers et planifiés de leurs subventions, a également été un facteur d'accélération des paiements. En 2022, 73% des montants payés l'ont été dans le cadre d'échéanciers de paiements accordés en DAS.

En M€	Réalisé 2019		Réalisé 2020		Réalisé 2021		Budget Révisé Octobre 2022		Réalisé 2022	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PNRU		236		199		190,5		33		127
Collèges dégradés		1								
NPNRU	284	97	375	172	688	199,7	1 680	568	1 389	521
PNRQAD	24	9	14	17	5,7	10,1	3	24	5	12
QF					1,4	0,7	12	3	3	1
Total Intervention	308	343	390	387	695	401	1 695	627	1 396	661

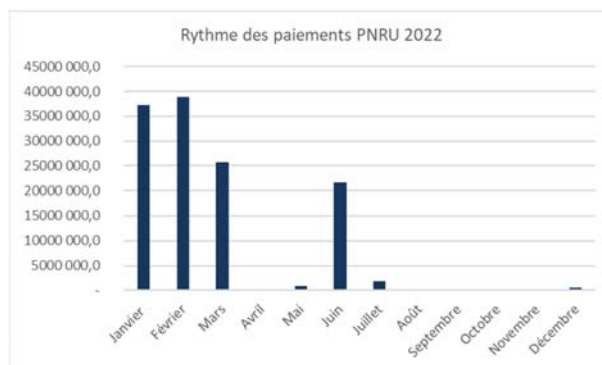
IV.1.1. Exécution du PNRU

IV.1.1.1. Exécution financière 2022 du PNRU

Au terme de l'exercice 2021, 287 opérations restaient à solder financièrement, dont 237 opérations avaient donné lieu à un dépôt de demande de solde par les maîtres d'ouvrage avant le 30 juin 2021, date limite de

solde de ces dernières opérations actives, et 50 opérations pour lesquelles des procédures de régularisation ou de clôture en l'état ont dû être menées. Fin 2022, toutes les opérations sont soldées, hormis les 6 opérations qui bénéficient d'un protocole transactionnel de clôture (jusque 2023 ou 2024) autorisé par le Conseil d'administration de l'ANRU.

Les paiements 2022 au titre du PNRU se sont concentrés sur le premier trimestre afin de clore les dossiers de demandes de paiement reçus au terme de la date limite de solde des dernières opérations actives le 30 juin 2021.



Plusieurs opérations ont néanmoins nécessité des itérations complémentaires avec les maîtres d'ouvrage pour obtenir des documents justificatifs ou expliquer les règles de clôture. Faute d'accord avec certains maîtres d'ouvrage, quatre procédures contradictoires précontentieuses ont été lancées par l'ANRU :

- trois ont abouti, faute de réponse ou d'éléments recevables, à une décision de clôture d'office actant avec un retrait total de la subvention et un recouvrement des sommes versées ;
- une procédure a permis de trouver une solution avec le maître d'ouvrage et de réaliser une clôture en l'état d'achèvement.

Certains paiements ont également été retardés le temps d'obtenir l'accord des maîtres d'ouvrage pour exercer une compensation légale entre les sommes qui leur étaient dues au titre de ces clôtures et des indus dont ils restaient débiteurs à l'égard de l'ANRU.

Toutes les autres opérations ont pu faire l'objet d'un solde ou d'une clôture en l'état avec l'accord des maîtres d'ouvrage. Au terme de ce processus de clôture du programme, plus long que prévu, aucun recours n'a été constaté à l'encontre des décisions de clôture prises par l'ANRU.

Les paiements 2022 se sont établis à 126,74 millions d'euros (nets des récupérations d'avances) et 3,1 M€ ont pu être recouvrés de sorte que les restes à recouvrer sur indus PNRU sont fin 2022 de 5M€.

La clôture du PNRU a également été caractérisée par les procédures de bascule d'opérations vers le programme NPNRU. 52 opérations, dont les caractéristiques et les finalités étaient particulièrement essentielles à la réussite du projet urbain local mais qui avaient été affectées par des retards incompatibles avec la temporalité de clôture du PNRU, ont été déprogrammées, en financements et en dépenses, du premier programme pour être reprogrammées dans le NPNRU, abondé dans cet objectif de 120 148 752,17€ destinés à couvrir spécifiquement le financement de ces opérations. Douze de ces opérations avaient pu être basculées avant 2022 et 40 l'ont été lors de la clôture du programme.

IV.1.1.2. Situation des économies PNRU réalisées

Au terme de l'année 2022, le bilan des dépenses du PNRU s'établit à 11,522 milliards d'euros (incluant les frais de fonctionnement de l'ANRU). Seules restent financièrement actives, les opérations faisant l'objet d'indus à recouvrer (5 millions d'euros) et les 6 opérations bénéficiant d'un protocole transactionnel (3,5 millions d'euros, déduction faite des avances à récupérer sur ces opérations). Les éventuelles économies au terme de l'exécution des protocoles transactionnels seront intégralement portées en recette du NPNRU.

A ce bilan des dépenses, s'ajoutent les **transferts des 52 opérations vers le NPNRU** : 120,1 millions d'euros sont déprogrammés en ressources et en emplois du PNRU, de telle sorte qu'ils viennent en déduction des financements reçus au titre de ce programme (11,56 milliards d'euros) et des ressources propres (75,3 millions d'euros, essentiellement liés aux placements intervenus de 2004 à 2015) pour pouvoir abonder les financements du NPNRU.

Le bilan financier du PNRU s'établit ainsi fin 2022 à 28,5 millions d'euros d'excédents de trésorerie qui abondent le financement du programme NPNRU. Les éventuelles économies qui seront constatées à l'occasion de la clôture des protocoles transactionnels abonderont ce solde financier et viendront également participer au financement du NPNRU ; une information du Conseil d'administration sera faite au terme de cette procédure.

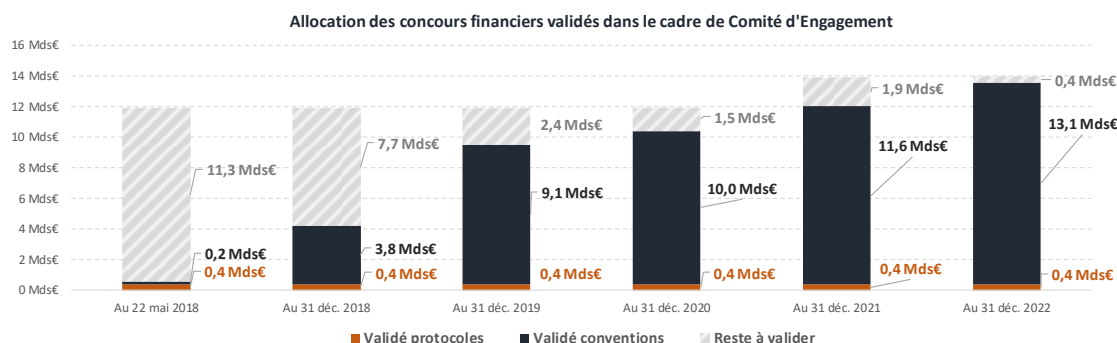
Enfin, et pour rappel, 710 millions d'euros ont été débasés des financements du PNRU en cours d'exécution de ce programme, en ressources et donc en emplois, pour participer au financement du nouveau programme NPNRU.

BILAN FINANCIER DU PNRU (31/12/2022) - en M€			
	D		R
Subventions versées (nettes des indus encaissés ou constatés)	11 285,1	Financements partenaires	11 557,9
Dépenses de fonctionnement PNRU	237,1	Recettes propres (dont placements)	75,3
TOTAL DEPENSES (décaissées) PNRU (A)	11 522,2	TOTAL RECETTES (encaissées) PNRU (R)	11 633,2
Excédents du programme	111,0		
Transferts d'opérations du PNRU vers le NPNRU	120,1		
Paielements déjà réalisés à compenser PNRU/NPNRU lors du transfert	- 37,7		
Excédents du programme après transferts (B)	28,5		
Déprogrammation / Reprogrammation des économies cibles en NPNRU (base 2015)	600		
Déprogrammation complémentaire PNRU (art. 2.3.2 Avenant Convention tripartite)	110		
DEBASAGE PNRU (C)	710		
SYNTHESE DES EMPLOIS MOBILISES ou GAGES DANS LE RESPECT DU PLAFOND DU PNRU (12,350 Mds€) (A+C)	12 232		
SYNTHESE DES RESSOURCES MOBILISEES OU GAGEES DANS LE RESPECT DU PLAFOND DU PNRU (12,350 Mds€) (R + C)		12 343	
TRANSFERTS sur OPERATIONS au NPNRU	120,1		
TRANSFERTS ECONOMIES AU NPNRU	28,5		

IV.1.2. Exécution du NPNRU

IV.1.2.1. Le rythme de validation des conventions pluriannuelles a été élevé en 2022

Au 31 décembre 2022, 13,587 Mds€ de concours financiers (hors ingénierie de préfiguration) ont été validés au titre du NPNRU, dont 166 M€ rendus disponibles pour une réallocation à la suite d'abandons d'opérations ou de révisions de coûts à la baisse : le montant net des allocations de concours financiers s'établit ainsi à 13,421 Mds€, hors ingénierie de préfiguration à hauteur de 112 M€, soit 13,533 Mds€ au total. La validation des projets présentés en Comité d'Engagement s'est donc poursuivie de manière intensive en 2022, année au cours de laquelle près de 1,5 Mds€ ont ainsi été programmés.



Ainsi, sur les 480 QPV éligibles au NPNRU, un projet est localement porté pour 453 QPV et **451 QPV avaient fin 2022 un projet validé** (soit 21 QPV de plus que fin 2021) et **382 disposent d'une convention signée ou en cours de signature**.

En fin d'année, parmi ces concours financés programmés, 9,841 Mds€ ont été conventionnés et intégrés dans le système d'information (IODA), soit 2,2 Mds€ supplémentaires sur la seule année 2022. Ces concours financiers se décomposent en 7,38 Mds€ de subventions ANRU et 2,45 Mds€ de prêts bonifiés Action Logement.

IV.1.2.2. En 2022, le niveau d'engagement atteint témoigne d'une accélération forte du programme

Le budget 2022 prévoyait, pour les conventions pluriannuelles et les protocoles de préfiguration, une exécution de l'ordre de 1 680 M€ d'autorisations d'engagement et 568 M€ de crédits de paiements au titre du NPNRU.

Le renforcement du pilotage infra-annuel, en lien étroit avec les délégations territoriales de l'ANRU, et sur la base des lettres d'objectifs aux préfets, a permis de réaliser dès la mi-juillet 725 M€ d'engagements, soit la moitié de ce qui a été constaté au titre de l'année en matière d'engagements.

Outre l'outillage accru du suivi de l'exécution financière dans le SI IODA grâce à de nouveaux états de reporting et à des tableaux de bord sous forme de data-visualisation, la mise en œuvre de procédures contradictoires pré-contentieuses a permis d'accélérer le traitement des opérations soumises à des dates limites d'engagement et de paiement en 2022.

Au 4 juillet 2022, 374 opérations soumises à une date limite de d'engagement (DLE) et 15 opérations soumises à une date limite de solde (DLS) au 30 juin 2022, n'avaient pas fait l'objet d'une demande d'engagement ou de solde par les maîtres d'ouvrage. Après régularisations à la suite d'un dialogue avec les délégations territoriales et les maîtres d'ouvrage, permettant d'obtenir des demandes d'engagement ou de solde ou d'initier des procédures de révision contractuelle des calendriers opérationnels ou d'annulation des opérations, 187 opérations restaient sans réponse des MO au 20 octobre pour les dépassements de DLE et 11 pour les dépassements de DLS. Les délégations territoriales et les MO ont été informées que l'ANRU engageait dès lors la préparation d'une procédure contradictoire écrite visant à l'abandon et au redéploiement des subventions concernées. Cette démarche a permis de recevoir 184 demandes d'engagements ou demandes de modifications de calendriers opérationnels et 3 demandes de soldes ou des demandes de modifications de calendriers opérationnels.

A la suite de ces premières phases de relances qui ont permis la régularisation de 369 opérations, 5 courriers de procédure contradictoire (2 pour dépassement de DLE et 3 pour dépassement de DLS) ont été envoyés aux MO concernés en novembre.

Au terme de l'année 2022, 38% des opérations contractualisées ont ainsi été engagées pour un montant cumulé depuis le début du programme de 2,836 Mds€. Sur la seule année 2022, de l'ordre d'1,4 Md€ d'engagements ont été constatés, représentant un doublement des engagements par rapport à la période 2017-2021.

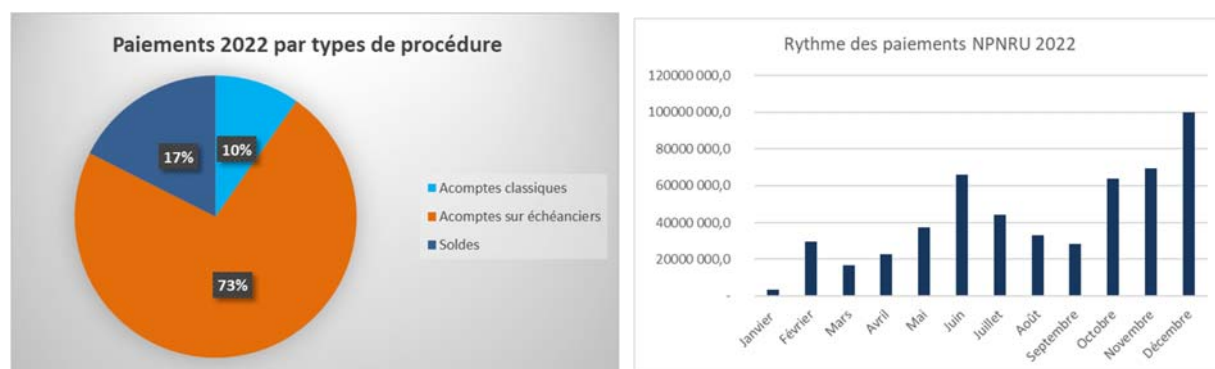
Exécution financière des opérations				
Contractualisé	Engagé	% du programme		% engagé
9 841 002 428 € Concours financiers	3 774 307 103 € Concours financiers	38 %	Payé	
7 384 521 926 € Subventions ANRU	2 836 475 724 € Subventions ANRU	38 %		1 027 540 085 € 36 %
2 456 480 501 € Prêts Action Logement	937 831 378 € Prêts Action Logement	38 %		

Ce montant des engagements NPNRU intègre les opérations contractualisées et engagées au titre de Quartiers fertiles, à la fois sur financement Plan de Relance et sur financement de reliquats PIA¹.

Les paiements de subventions en 2022 ont atteint un niveau proche des prévisions budgétaires avec 521 M€ payés (pour 568 M€ budgétés), portant le montant cumulé des paiements NPNRU à 1,027 Md€ soit 36% des subventions engagées (et 14% des subventions contractualisées).

A partir de 2022, l'impact de la mise en place des échéanciers de paiement sur les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2021 a été sensible et a démontré la fluidification et l'accélération des paiements permises par cette procédure mise en place à l'occasion de la réforme ELAN.

En 2022, 73% des montants payés l'ont été dans le cadre d'échéanciers de paiements accordés en DAS (la majorité ayant été versée dans le cadre d'une première échéance délivrée à la DAS), 10% sur la base de demandes de paiements classiques et 17% à l'occasion de demandes de solde.



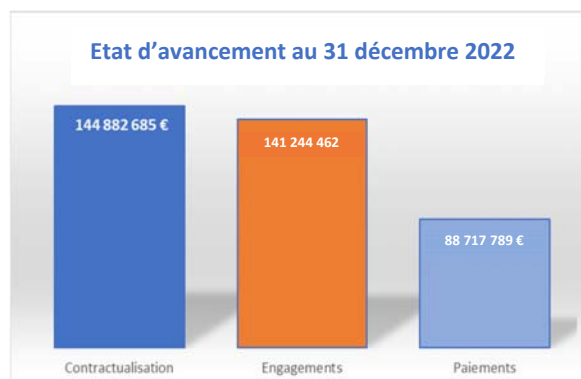
Le rythme infra-annuel des paiements est sensiblement différent de celui des engagements ; deux pics d'activité sont manifestes en juin et en décembre, comme pour les engagements, mais le volume payés en fin d'année reste prédominant, à l'instar des années précédentes : 45 % des paiements 2022 ont eu lieu d'octobre à décembre. Une des explications de cette concentration en fin d'année est à chercher dans le rythme des engagements de l'année 2021, fortement concentré en fin d'année, de sorte que la date anniversaire d'un nombre important d'échéanciers de paiements intervient pour les échéances annuelles suivantes également en fin d'année. Le rythme des engagements 2022, particulièrement dynamique de mai à juillet aura pour conséquence de lisser le rythme des paiements par échéancier dès 2023.

IV.1.3. Exécution du PNRQAD

Le PNRQAD concerne 25 projets et est doté de 380 M€ de financements nationaux : 150 M€ de l'ANRU, 150 M€ de l'Anah et 80 M€ de l'Etat.

Ce programme, pour lequel les 25 projets ont été conventionnés entre 2010 et 2014, est en phase opérationnelle. Tous les avenants fixant les dates limites de solde ont été signés. Ces soldes interviendront au plus tard le 30/06/2025 pour 18 projets.

Au 31 décembre 2022, le niveau des engagements est de 141,24 M€, soit 97% des montants contractualisés. Les paiements s'élèvent à 88,72 M€ et représentent désormais 63% des subventions engagées.



¹ Seuls les engagements et les paiements pris sur financements alloués législativement et par conventions avec l'Etat, Action logement et la CGLLS (USH) et ceux alloués sur Plan de Relance impactent le budget général de l'ANRU. Les engagements et paiements pris sur financements PIA impactent le budget annexe PIA.

En termes d'exécution budgétaire pour l'année 2022, les engagements s'élèvent à 4,68 millions d'euros pour un budget initial de 3 millions d'euros et celui des paiements à 11,79 millions d'euros pour un budget initial de 24 millions d'euros.

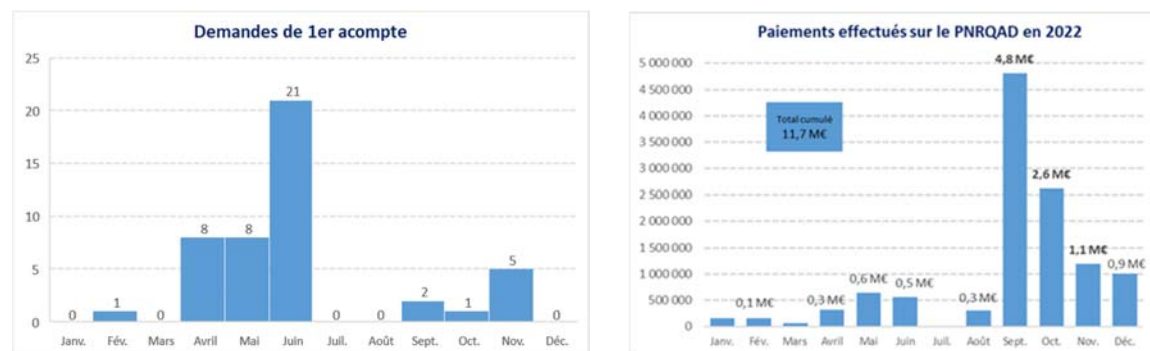
En M€	BI 2022	Exécution au 30/09	Taux exécution au 30/09 par rapport au BI 2022	Réalisation fin 2022	Taux exécution au 30/09 par rapport au BI 2022
AE	3	4,02	134%	4,68	156%
CP	24	6,99	29%	11,79	49%

Le net ralentissement du rythme des engagements par rapport aux années précédentes est cohérent avec la période de fin des engagements initiaux de ce programme. Les derniers engagements modificatifs auront lieu en 2023.

L'écart de 1,68 millions d'euros des engagements prévus en 2022 est essentiellement dû aux engagements qui auraient dû être finalisés en 2021 et l'ont été en 2022.

Concernant les paiements, l'écart entre la réalisation et les estimations s'explique, d'une part, par la difficulté, pour les délégations, d'estimer les besoins en crédits de paiements au plus près de l'avancement réel des opérations et, d'autre part, par la saisonnalité des transmissions de dossiers concentrées d'avril à juin, les dossiers nécessitant ensuite des itérations dans le cadre de leur instruction. A la clôture comptable 2022, un stock de 17 demandes représentait 3,1 millions d'euros qui seront traitées et payées début 2023.

Le cadencement des demandes de paiements pour le PNRQAD a connu une saisonnalité presque similaire à celle du NPNRU, avec une forte concentration sur juin 2022, date limite de demande de 1^{er} acompte pour 15 projets sur 25.



Fin 2022, 198 opérations PNRQAD étaient encore actives financièrement. Six opérations n'ont pas été engagées, leur abandon est à confirmer par les maîtres d'ouvrage concernés.

Dix départements concentrent 75 % des restes à payer sur opérations engagées, soit 41 M€ dont :

- Seine-Saint-Denis : 12 M€
- Nord : 6 M€
- Hérault : 4 M€
- Val-de-Marne, Pyrénées-Atlantiques, Bouches-du-Rhône et Ardennes : 3 M€ chacun
- Gard, Seine et Marne et Pyrénées-Orientales : 2 M€ chacun.

Zoom sur les opérations PNRQAD non soldées

Source : Agora - Données au 29/12/2022



En 2023, sept projets PNRQAD, après demandes de report, atteindront la date limite de demande de premier acompte au 30 juin, ce qui devrait accélérer les demandes de paiement, en complément des paiements liés aux projets ayant été définitivement engagés en 2022. Deux projets atteindront par ailleurs leur date limite de solde en 2023.

Des revues de projet annuelles seront réalisées autour des porteurs de projets afin d'accompagner et suivre précisément l'avancement physique et l'exécution financière et améliorer leur concomitance.

IV.2. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ANRU

Le déménagement de l'Agence sur le site de Pantin et le lancement du projet de nouveau système d'information financière (SIF) sont les deux événements dont l'impact a été le plus significatif sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement en 2022. En revanche, certains postes de dépenses ayant connu un taux d'exécution plus faible que prévu, **ces dépenses (y compris PIA et URBACT) s'établissent à 14,84 M€ en engagements et à 13,7 M€ en paiements, c'est-à-dire un taux d'exécution global (hors masse salariale) atteint 92,1% en engagement (contre 84 en 2021) et 81,8% pour les paiements (contre 82% en 2021).**

Les dépenses de fonctionnement sont globalement en sous-exécution, avec un taux de réalisation de 75,1% pour les engagements et de 72,8% pour les paiements. Ce taux d'exécution inférieur aux prévisions et à celui de l'année 2021 (pour rappel : 90,2% en AE et 89,7% en CP) est essentiellement la conséquence d'une part de la bascule de l'enveloppe financière du projet « SIF » du fonctionnement en investissement, et d'autre part d'une exécution en repli de certaines dépenses soit en raison d'une internalisation des prestations, soit de besoins inférieurs à ceux prévus budgétairement, soit encore en raison du report de certains événements ou besoins de prestations.

Globalement le recours aux prestations externes a été réduit en 2022, sous l'effet de la réduction progressive des besoins de ces prestations techniques sur le projet IODA (- 0,8 M€ par rapport à 2021) ainsi que grâce l'optimisation du recours à l'externalisations d'accompagnements (sur des besoins ponctuels, comme la fin du déploiement de la réforme ELAN ou les gains sur l'accompagnement de prise à bail du nouveau site, ou sur des besoins pérennes comme l'internalisation en matière de communication ou d'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle des programmes ; soit - 0,79 k€ par rapport au BR n° 2-2022).

A l'inverse, et notamment sous l'effet de la comptabilisation en investissement des dépenses liées au futur SIF et non plus en fonctionnement, les dépenses d'investissement ont connu une forte dynamique, permise par les marges libérées par la sous-exécution des crédits de fonctionnement. **L'essentiel de ces investissements est de nature informatique.** Au sein de ces dépenses, le projet SI IODA, projet structurant pour la contractualisation, la gestion et le suivi du NPNRU, continue de représenter une part importante.

En M€	Budget Initial 2022		Budget Rectificatif (2) Octobre 2022		Projection 2022		Execution au 31/12/2022		Taux d'exécution 2022 / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
Sous-total hors PIA et hors URBACT	10,47	11,62	10,31	11,04	8,15	9,48	8,60	8,99	83,4%	81,4%
PIA	2,35	2,48	2,39	2,51	1,37	1,33	0,94	0,88	39,4%	34,8%
URBACT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget Fonctionnement	12,83	14,09	12,70	13,55	9,53	10,81	9,54	9,86	75,1%	72,8%
En M€	Budget Initial 2022		Budget Rectificatif (2) Octobre 2022		Attérisage 2022		Consommation au 31/12/2022		Taux d'exécution 2022 / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
Budget Investissement	3,87	3,17	3,41	3,20	5,11	3,45	5,30	3,84	155,7%	120,3%
Sous-total hors PIA et hors URBACT	3,87	3,17	3,41	3,20	5,11	3,45	5,30	3,84	155,7%	120,3%
									92,1%	81,8%

IV.2.1.

IV.2.2. Les dépenses de fonctionnement de l'agence

Globalement, hors dépenses liées aux programmes PIA, URBACT et ASTON (dont le coût est compensé par refacturation), les dépenses de fonctionnement en 2022 de l'ANRU ont enregistré un taux d'exécution budgétaire de **83,4% en engagements et de 81,4 % en paiements par rapport au budget rectificatif du 11 Octobre 2022, en léger retrait par rapport à 2021 (86% en AE et 84,4% en CP en 2021).**

En M€	Budget Initial 2022		Budget Rectificatif (2) Octobre 2022		Projection 2022		Execution au 31/12/2022		Taux d'exécution 2022 / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
PNRU	0,10	0,05	0,05	0,03	0,05	0,03	-	-	0,0%	0,0%
NPNRU	1,63	1,85	1,48	1,67	0,95	0,81	1,01	0,82	68,5%	49,2%
PNRQAD	0,09	0,05	-	-	-	-	0,07	-	-	-
Support	8,66	9,67	8,78	9,35	7,15	8,65	7,52	8,17	85,6%	87,4%
RH	0,47	0,57	0,50	0,47	0,24	0,45	0,23	0,42	45,5%	88,4%
Hors projets ponctuels	0,47	0,57	0,50	0,47	0,24	0,45	0,23	0,42	45,5%	88,4%
Informatique	1,99	2,38	3,05	2,76	1,80	2,40	2,66	2,33	87,1%	84,6%
Hors projets ponctuels	1,46	1,90	1,12	1,98	1,36	1,96	2,32	2,01	207,1%	101,2%
Immobilier	0,10	0,71	0,11	0,97	0,09	0,96	0,09	1,09	79,5%	112,2%
Frais généraux	2,31	2,41	2,21	2,36	2,18	2,26	1,88	1,95	85,1%	82,5%
Hors projets ponctuels	1,19	1,26	1,17	1,32	1,22	1,28	0,96	1,02	81,9%	77,5%
Accompagnement et animation des	2,79	2,61	2,21	2,09	2,14	1,87	1,96	1,68	88,7%	80,5%
Hors projets ponctuels	1,22	1,17	1,02	1,03	1,10	1,05	1,04	0,97	102,4%	94,0%
Financement des DDT	0,86	0,86	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	100,4%	100,4%
Hors projets ponctuels	0,66	0,66	0,66	0,66	0,66	0,66	0,70	0,70	106,5%	106,5%
International	0,15	0,13	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors projets ponctuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Support : Ss-total Projets ponctuels	3,55	3,40	4,20	2,91	2,49	2,28	2,18	1,96	51,8%	67,4%
Support : Ss-total Support Hors Projets	5,11	6,27	4,58	6,43	4,66	6,37	5,34	6,20	116,7%	96,4%
Sous-total hors PIA et hors URBACT	10,47	11,62	10,31	11,04	8,15	9,48	8,60	8,99	83,4%	81,4%
PIA	2,35	2,48	2,39	2,51	1,37	1,33	0,94	0,88	39,4%	34,8%
URBACT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget Fonctionnement	12,83	14,09	12,70	13,55	9,53	10,81	9,54	9,86	75,1%	72,8%

IV.2.2.1. Les dépenses de fonctionnement liées aux programmes de rénovation urbaine

L'essentiel des dépenses directement liées aux programmes se concentre sur des actions destinées au NPNRU. Ces dépenses, à hauteur de 1,01 M€ en engagements et 0,82 M€ en paiement, sont marquées par une exécution en repli, avec des taux d'exécution de 68,5% des AE et 49,2% des CP. Les raisons de cette moindre mobilisation des actions d'appui et d'expertise sont d'une part des besoins inférieurs aux prévisions (5 missions ont été engagées contre 15 qui avaient été inscrites au budget), et d'autre part la réorganisation interne des services dédiés au pilotage et à la réalisation des actions d'appui et d'expertise, amenant un décalage dans le lancement d'une partie d'entre elles.

Le programme PNRQAD a passé un cap important avec les derniers engagements en 2022. Ce programme suivi sur le SI Agora, a nécessité uniquement l'engagement d'une mission d'expertise sur la fin de l'année visant à analyser 10 sites afin d'obtenir des retours d'expérience détaillés quant à ces interventions sur l'habitat ancien dégradé.

IV.2.2.2. Les dépenses de fonctionnement liées aux fonctions support

Avec un montant de 7,52 M€ en engagement et 8,17 M€ en paiements, le taux d'exécution de ces dépenses s'établit pour l'année 2022 à 85,6% des engagements prévus au budget rectificatif 2022 et à 87,4 % des paiements.

▪ Ressources humaines (hors masse salariale) :

Les dépenses de fonctionnement liées aux missions de gestion des ressources humaines sont cette année en net recul par rapport aux prévisions d'engagement du budget rectificatif, avec des taux d'exécution de 45,5 % en AE et 88,4 % en CP.

En effet, les financements prévus dans le budget, en particulier en matière d'engagements, n'ont pas été totalement mobilisés d'une part en raison de la non-réalisation de la mise à disposition croisée dans

le cadre d'un échange avec l'AFD en 2022 (faute de candidature sur les profils de poste proposés), et d'autre part en raison d'une moindre sollicitation qu'anticipée pour l'accompagnement RH des salariés à la suite du déménagement à Pantin (14% en AE et 30% en CP).

▪ **Informatique :**

L'exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement informatiques, qui représentent presque un tiers des dépenses de fonctionnement support, est en retrait par rapport au budget rectificatif avec un taux de 87,1% en engagements et de 84,6% en paiements. La sous - consommation d'engagements comme celle des paiements pour l'année 2022 s'explique par le choix d'une solution technique pour le futur système d'information financière (SIF), au terme d'une mise en concurrence, qui a mobilisé non pas l'enveloppe de fonctionnement mais celle d'investissement. Ce choix technique n'a été finalisé qu'en fin d'année 2022, conformément au calendrier de ce projet qui doit aboutir à une mise en production de ce nouveau système d'information en janvier 2024.

Par ailleurs, les coûts de prestations externes mobilisées pour le projet IODA ont entamé en 2022 leur décroissance ; après d'importants travaux de développements et de déploiements les années passées, les prestations extérieures ont été presque divisées par quatre (0,3M€ en 2022 contre 1,1 M€ en 2021).

▪ **Immobilier :**

L'année 2022 est marquée par le déménagement de l'Agence sur le site de Pantin. Malgré un budget bien piloté et maîtrisé, la tension sur les fournitures de matières premières a retardé la livraison des locaux. De ce fait, l'entrée dans les nouveaux locaux à Pantin a été décalé d'un trimestre et engendré un surcoût (loyers notamment) portant le taux à 112,2%.

▪ **Frais généraux :**

Les dépenses enregistrent un taux d'exécution de 85,1% en engagements et de 82,1% en paiements. Ce niveau de consommation tient principalement à :

- Un recrutement au sein de la Direction de la Communication et des Relations publiques, qui a permis d'internaliser une partie de prestations graphiques précédemment confié à un prestataire ;
- Les périodes de réserve électorale au premier semestre 2022, qui ont également eu un impact sur le volume de contenus produits ;
- Une diminution des frais d'avocats du pôle RH, compte tenu d'un nombre des dossiers moins importants ;
- Des frais de recrutement inférieurs à ceux qui avaient été évalués ;
- La nécessité juridique de renouvellement du marché d'audit dont la notification au nouveau titulaire a eu lieu courant 2022, de sorte que les missions ont pu débuter en septembre (avec un impact par conséquent moindre sur le volume d'engagements et de paiements qu'en année pleine).

▪ **Animation et accompagnement des acteurs :**

Ce poste de dépenses, qui constitue une des actions prioritaires de l'ANRU, a réussi à être mobilisé à hauteur de 1,96 M€ d'engagements et 1,68 M€ de paiements, en s'établissant ainsi à un taux de consommation budgétaire de 88,7% pour les engagements et de 80,5% pour les paiements, malgré un contexte de réorganisation des services en charge de ces missions qui a impliqué le report de certains événements d'animation (comme les journées régionales) et de certaines formations.

▪ **International :**

En lien avec l'AFD, l'activité internationale (mission Algérie) est pour l'instant arrêtée.

IV.2.3. Les dépenses d'investissement de l'agence

Le niveau de d'exécution des dépenses d'investissement atteint 155,7% des AE et 120,3% des CP du budget rectificatif. **Cette sur-exécution est liée au projet du nouveau SIF** dont la solution technique choisie implique l'acquisition de licences, mobilisant de ce fait l'enveloppe investissement, et non celle du fonctionnement, comme initialement prévu dans le budget révisé voté au Conseil d'administration du 11 Octobre 2022.

En M€	Budget Initial 2022		Budget Rectificatif (2) Octobre 2022		Atterrissage 2022		Consommation au 31/12/2022		Taux d'exécution 2022 / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
Support	3,87	3,17	3,41	3,20	5,11	3,45	5,30	3,84	155,7%	120,3%
Frais généraux	0,10	0,10	0,34	0,34	0,31	0,31	0,31	0,30	91,9%	87,9%
Informatique	3,77	3,07	3,07	2,86	4,80	3,14	4,99	3,54	162,7%	124,1%
Budget Investissement	3,87	3,17	3,41	3,20	5,11	3,45	5,30	3,84	155,7%	120,3%
Sous-total hors PIA et hors URE	3,87	3,17	3,41	3,20	5,11	3,45	5,30	3,84	155,7%	120,3%

Cette acquisition présente le double avantage d'assurer à l'ANRU une certaine stabilité dans l'utilisation de ce SI et d'autre part de pouvoir être réalisée par l'intermédiaire d'un marché de l'UGAP.

La signature de ce marché a été réalisée dès la fin de l'année 2022 afin de permettre un lancement des travaux avec l'intégrateur dès le mois de janvier 2023. La mise en production de cet outil financier et comptable en janvier 2024 nécessite en effet de pouvoir terminer les travaux de cadrage des fonctionnalités comptables et métiers avant la fin du mois de janvier 2023, pour être mesure de réaliser les travaux de spécification et de maquettage de mars à mai, pour que le paramétrage de l'outil soit réalisé de juin à septembre et les recettes de l'outil d'octobre à décembre 2023.

Le projet IODA a impliqué encore en 2022 un fort besoin d'engagements et de paiements avec la poursuite des développements des fonctionnalités et des reportings dans les vagues 3bis et 4. L'année 2023 commencera à connaître les premières reconductions des dépenses mobilisées pour ce projet dont la dernière vague (4) de développements structurels devrait être livré avant la fin de cette année.

IV.2.4. Les dépenses PIA

Les dépenses de fonctionnement relatives aux PIA s'élèvent à 0,94 millions d'euros en engagements et 0,88 millions d'euros en paiements, ce qui représente un niveau de consommation de 39,4% en AE et 34,8% en CP du budget rectificatif.

En M€	Budget Initial 2022		Budget Rectificatif (2) Octobre 2022		Projection 2022		Execution au 31/12/2022		Taux d'exécution 2022 / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
P324 - Internats d'Excellence (IE)	0,03	0,03	0,03	0,03	-	-	-	-	0,0%	0,0%
P324 - Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI)	0,05	0,05	0,04	0,04	-	-	-	-	0,0%	0,0%
P411 - Projets innovants en faveur de la JEUNESSE	0,10	0,10	0,15	0,15	0,08	0,02	0,08	0,02	51,0%	14,2%
P414 - Axe 1 - Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1)	0,24	0,25	0,13	0,24	0,11	0,16	0,13	0,16	101,2%	67,2%
P414 - Axe 1 - Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1 ANRU+)	-	0,05	-	0,05	-	0,00	-	0,00	-	3,5%
PIA3 - Territoire d'Innovation - Grande Ambition (TIGA)	0,21	0,29	0,13	0,27	0,13	0,29	0,13	0,26	101,5%	97,3%
PIA4 - Démonstrateurs Ville durable	0,04	0,03	0,23	0,05	0,20	0,01	0,20	0,01	86,8%	17,8%
P414 Axe 2 / Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 2)	1,69	1,69	1,69	1,69	0,85	0,85	0,41	0,42	24,1%	24,9%
PIA	2,35	2,48	2,39	2,51	1,37	1,33	0,94	0,88	39,4%	34,8%

Les dépenses de fonctionnement liées à la mise en œuvre des programmes PIA manifestent ainsi une sous-exécution notable pour cette année 2022, sous l'effet de plusieurs facteurs :

- **Les PIA Internats d'excellence, Internats de la réussite et le programme CSTI** n'ont pas nécessité cette année de mission d'audit, aucun dysfonctionnement sur la conduite d'une opération ni aucun litige n'étant apparu. Ces programmes n'ont donc occasionné aucune dépense de fonctionnement pour l'agence.
- **Concernant le PIA Jeunesse** : son niveau faible d'exécution (51% en AE et 14,2% en CP) est lié au report sur 2023 d'une journée d'animation mutualisée et des productions associées (guides) ; ce report est lui-même lié à la volonté de mieux valoriser les éléments de capitalisation des programmes.
- **Concernant le PIA Axe 1**, le niveau d'exécution en AE est en phase avec le budget rectificatif d'octobre 2022 à savoir 101,5%. L'exécution financière des CP montre une sous-exécution avec un taux de 67,2% en raison des démarrages tardifs des missions d'expertise. Ces missions ont effectivement commencé en décembre 2022 et se poursuivront en 2023 ;
- **Concernant les PIA Axe 2**, qui représentent 70% des dépenses de fonctionnement liées aux PIA, les taux d'exécution financière de 24,1% en AE et de 24,9% en CP traduisent un écart quant à la capacité d'expertiser et de suivre le volume de projets qui constituait l'ambition portée dans les

prévisions budgétaires : l'intégration d'une nouvelle équipe et les événements géopolitiques de 2022 constituent les principales raisons de ces faibles taux d'exécution.

IV.3. Les emplois et la masse salariale

Les emplois (en ETP comme en ETPT) et la masse salariale exécutés en 2022 respectent le budget initial avec un taux de réalisation de 95,8% en masse salariale et 96,8% en ETPT.

Le budget initial 2022 voté au Conseil d'Administration du 9 décembre 2021 avait permis d'intégrer essentiellement des remplacements faisant suite à des départs intervenus en 2021.

Deux révisions budgétaires ont été approuvées dans le courant de l'année 2022 :

- Une première approuvée lors du Conseil d'Administration du 7 juillet 2022 pour prendre en compte des renforts dans le cadre de la clôture de programmes financés (2 CDD affectés aux programmes URBACT et Aston), des forts enjeux de déploiement du NPNRU (comprenant un CDI sur l'accompagnement financier du NPNRU) ainsi que la contribution de l'ANRU au renfort des services déconcentrés avec deux CDD ;
- Une seconde approuvée lors du Conseil d'Administration du 11 octobre 2022 pour intégrer des éléments nouveaux impactant les dépenses de personnel, non pris en compte au budget initial ni au budget rectificatif de juillet. Il s'agissait notamment d'inclure dans l'enveloppe des frais personnel l'impact des mesures salariales 2022, la monétisation des jours détenus sur les comptes épargne temps (CET) par les salariés de l'équipe URBACT dans le cadre du projet de transfert à l'ANCT et anticiper une augmentation des demandes de monétisation de la part des salariés de l'agence liée au contexte économique inflationniste de 2022. Cette révision budgétaire avait également permis d'intégrer deux postes en renforts : l'un ponctuel pour la refonte de l'extranet de l'ANRU et l'autre pérenne pour l'accompagnement au déploiement de IODA, dans une stratégie d'internalisation.

Tableau de prévisions des emplois - évolutions :	BI 2022	BR juillet 2022	BR octobre 2022
Emplois rémunérés par l'organisme en ETP*	151,8	154,8	156,8
Emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	146,4	148,6	149
<small>*prévision ETP à titre indicatif au 31/12/2022</small>			

Pour 2022, le niveau des emplois avait donc été fixé à 146,4 ETPT dans le cadre du budget initial et révisé à 149,0 ETPT lors du budget rectificatif d'octobre dernier. La répartition indicative des emplois directement rémunérés par l'ANRU par briques de programmes était la suivante :

Répartition des emplois en ETPT par briques de programme :	
Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNQAD)	107,3
Emplois dédiés à la gestion d'URBACT III – IV	16
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	15
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	8
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	2,7
Total	149

L'exécution de l'enveloppe de personnel 2022, en ETPT et masse salariale, s'établit comme suit :

	BI	BR	Réalisé
ETPT	146,4	149	144,2
Enveloppe Personnel en M€ (AE=CP)	14	14,5	13,9

1) Les ETPT autorisés par le Conseil d'administration sont respectés avec un total de 144,2 ETPT, soit un taux d'exécution de 96,8%.

La majorité des recrutements prévus en 2022 ont pu être réalisés. D'autres se concrétiseront en 2023 notamment des recrutements en remplacement de départs 2022.

Ces ETPT constatés en 2022 sont répartis comme suit par brique de programme :

Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNRQAD)	105,8
Emplois dédiés à la gestion d'URBACT III	14,5
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	13,2
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	8
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	2,7
Total	144,2

Concernant les emplois mis à disposition (MAD) : deux MAD avaient été prévues entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022, avec un équivalent de deux ETPT au 31/12/2022, comprenant un contrat de MAD remboursé conclu dans le cadre d'un échange de personnel et un salarié mis à disposition de l'ANRU par l'ANCT et non remboursé (URBACT).

L'année 2022 se caractérise par un équilibre des entrées et des sorties d'effectifs :

- 35 sorties dont 14 fins de CDI, 10 fins de CDD, 5 fins de détachement et 6 fins de stages,
- 35 entrées dont 14 CDI, 13 CDD, 3 détachements et 5 stages.

Concernant le taux de rotation du personnel sur postes pérennes, il baisse légèrement en 2022 par rapport à 2021. Concernant l'ancienneté moyenne des salariés ayant quitté l'agence, elle est de 6,1 années pour les salariés en CDI et 5 années pour les fonctionnaires détachés, soit **une ancienneté moyenne relativement importante attestant pour 2022 d'une stabilité des personnels en poste et de ceux souhaitant poursuivre à l'externe leur parcours professionnel.**

	2020			2021			2022		
	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années
CDI	12	10	7,2	16	11	5,6	14	14	6,1
CDD	10	7	0,7	11	6	0,7	10	9	1,0
Détachements	4	3	2,1	4	6	7,4	3	5	5,0
Alternance	1	2	0,8	0	0		3	1	2,0
Stagiaires	3	4	0,5	4	4	0,38	5	6	0,45
Total	30	26		35	27		35	35	
ETP CDI/Détachement au 31/12/N-1	119,43			130,58			136,48		
Taux de rotation sur postes pérennes	12,1%			14,2%			13,2%		

2) La prévision de masse salariale votée dans le cadre du budget rectificatif est également respectée, avec une exécution à hauteur de 95,8% :

En M€	BR 2022		Exécution			
	AE	CP	AE	% exécu°	CP	% exécu°
Budget Personnel	14,551	14,551	13,936	95,8%	13,936	95,8%

La différence d'exécution représentant 0,615 M€ s'explique par :

- L'écart concernant la rémunération du personnel (77% de l'écart total) dû principalement à :
 - l'enveloppe d'intéressement versée mai 2022 au titre de 2021 (3,44% de la masse salariale 2021 au lieu de 4% budgétées) ;

- le décalage sur l'année 2023 de certains recrutements prévus en 2022.
- L'écart constaté pour les charges de personnel, représentant 23% de l'écart total, qui est lié à la sous-exécution des éléments concernant la rémunération du personnel et se répercute *ipso facto* sur les charges sociales (Urssaf notamment).

Enveloppe Personnel - en M€	BI	BR	Réalisé
Rémunération du personnel	8,922	9,303	8,827
Charges de personnel	3,868	4,051	3,914
Impôts et taxes	1,176	1,197	1,195
Total	13,966	14,551	13,936

V. SOLDE BUDGETAIRE, EQUILIBRE FINANCIER ET GESTION DE LA TRESORERIE

Le budget rectificatif n°2-2022 prévoyait 658 M€ de crédits de paiement et 755,9 M€ de recettes, soit un excédent budgétaire prévisionnel de 97,9 M€.

A la clôture 2022, le solde budgétaire est excédentaire et s'élève à 66,3 M€, principalement en raison d'un niveau de paiements sur dépenses d'intervention plus élevé.

Compte de résultat

en €

CHARGES	BI	BR	Réalisé	PRODUITS	BI	BR	Réalisé
Personnel	13 966 674	14 551 302	12 672 013	Subventions de l'Etat	20 400 000	14 400 000	14 400 000
dont charges de pensions civiles*	318 072	330 908	322 791	Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel	16 444 718	15 925 101	13 467 919	Autres subventions	724 000 000	727 000 000	727 000 000
Intervention (le cas échéant)	1 759 100 000	1 759 100 000	1 535 116 384	Autres produits (reprise sur provisions, recette PIA, ...)	79 182 762	79 077 062	190 815 041
TOTAL DES CHARGES (1)	1 789 511 392	1 789 576 403	1 561 256 316	TOTAL DES PRODUITS (2)	823 582 762	820 477 062	932 215 041
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	965 928 630	969 099 341	629 041 274
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 789 511 392	1 789 576 403	1 561 256 316	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 789 511 392	1 789 576 403	1 561 256 316

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Le compte de résultat est le niveau global de vote et d'autorisation des dépenses et recettes par le Conseil d'administration de l'ANRU.

Le compte de résultat prévisionnel voté à l'occasion du budget rectificatif d'octobre 2022 autorisait un résultat déficitaire de – 969,1 M€. En fin de gestion, le résultat d'exploitation présente un déficit inférieur aux prévisions et s'établissant à - 629 M€, résultant d'une part de produits supérieurs aux prévisions (+110 M€) et de charges d'intervention inférieures aux prévisions (- 224 M€, en particulier au titre des engagements NPNRU).

L'intervention (pour le volet des charges) regroupe les demandes de paiement pour les trois programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU et PNRQAD) ainsi que les dotations aux provisions sur les programmes NPNRU et PNRQAD, calculés par différence entre les engagements et les paiements de l'année.

Concernant les produits, le poste des reprises de provision concernant le PNRU est significativement plus élevé que prévu dans le cadre de la clôture du programme en 2022.

Calcul de la capacité d'autofinancement

en €	BI	BR	Réalisé
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-965 928 630	-969 099 341	-629 041 274
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 123 752 427	1 123 773 976	865 707 775
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-64 600 000	-64 600 000	-184 280 101
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			80 574
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	93 223 797	90 074 635	52 466 974

La capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice 2022 reste positive et s'élève à 52,4 M€, mais inférieure aux prévisions du budget rectificatif. Cette CAF provient du résultat de l'exercice augmenté des charges d'amortissements et de provisions (essentiellement les provisions d'intervention pour le NPNRU), diminuées des reprises d'amortissements et de provisions (notamment les reprises de provisions PNRU) qui ne donnent pas lieu à décaissement ou à dette de l'exercice. L'écart par rapport aux prévisions en budget rectificatif quant au niveau de la CAF provient essentiellement d'un niveau d'engagement NPNRU légèrement inférieur aux prévisions (ce qui réduit le niveau de dotations en provisions).

Si la capacité d'autofinancement à fin 2022 est inférieure par rapport à 2021 (52,4 M€ contre 187,5 M€ en 2021), elle reste excédentaire et a permis le financement des investissements sur les projets informatiques IODA pour 3,6 M€ et de Cegid XRP pour 0,2M€.

Si la capacité d'autofinancement à fin 2022 est inférieure par rapport à 2021 (52,4 M€ contre 187,5 M€ en 2021), elle reste excédentaire et a permis le financement des investissements sur les projets informatiques IODA pour 3,6 M€ et de Cegid XRP pour 0,2M€.

	BI	BR	Réalisé
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	90 058 479	86 879 635	48 231 475
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-11 000 000	-11 000 000	-18 165 777
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	101 058 479	97 879 635	66 397 252
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	811 161 641	1 184 340 084	1 145 691 925
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-212 596 838	24 217 046	17 051 269
Niveau de la TRESORERIE	1 023 758 479	1 160 123 039	1 128 640 656

Le fonds de roulement correspond à la différence entre les capitaux propres de l'ANRU (ressources stables) et l'actif immobilisé (emplois stables), et donc révèle la capacité de l'agence à absorber les risques financiers liés à son activité.

L'activité de l'ANRU a permis de dégager un apport au fonds de roulement de + 48,2 M€.

Cette hausse du fonds de roulement (+48,2 M€) étant accompagnée par une augmentation du besoin de financement à court terme de l'agence (18,16 M€), **l'amélioration de la trésorerie de 66,4 M€ entre 2021 et 2022 est moindre que ce qui avait été prévu dans le cadre du budget rectificatif (+ 97,9M€).**

Ces ratios attestent des capacités de l'agence à faire face à ses engagements financiers de court terme.

Au demeurant, au regard des volumes financiers des programmes de rénovation urbaine, ces ratios mettent également en évidence la nécessité du respect de versement annuel des contributions des partenaires-financeurs de l'ANRU, conformément aux engagements pris, en particulier à ce stade du programme NPNRU dont la progression des demandes d'engagement et de paiement par les maîtres d'ouvrage entrent à présent dans une phase plus active et croissante.

En termes de trésorerie, le budget rectificatif prévoyait un solde à fin 2022 de 1 160 M€. **Le solde de trésorerie constaté fin 2022 s'élève à 1 128 M€.**

* *

*

Annexe comptable 2022



TABLE DES MATIERES

1. Les faits caractéristiques de l'exercice de gestion	35
1.1. <i>Progression de l'exécution financière des programmes de renouvellement urbain</i>	<i>35</i>
1.2. <i>Faits caractéristiques de l'exercice sur les programmes PIA (hors Territoires d'innovation).....</i>	<i>36</i>
1.3. <i>Autres faits caractéristiques</i>	<i>37</i>
1.3.1. Transfert du siège social à Pantin	37
1.3.2. Poursuite des actions procédurales de gestion des risques et de contrôle interne.....	37
1.3.3. Dénouement du contrôle URSSAF portant sur les exercices 2019 et 2020	38
2. Principes, règles et méthodes comptables	39
2.1. <i>Immobilisations incorporelles et corporelles.....</i>	<i>39</i>
2.2. <i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>40</i>
2.3. <i>Subventions versées ou reçues.....</i>	<i>40</i>
2.4. <i>Informations relatives à la comparabilité des comptes, et aux changements de méthodes et d'estimations comptables</i>	<i>41</i>
2.5. <i>Fait générateur de la dépense de subvention</i>	<i>41</i>
3. Notes relatives aux postes de bilan	42
3.1. <i>L'actif immobilisé</i>	<i>42</i>
3.1.1. Immobilisations incorporelles	42
3.1.2. Immobilisations corporelles	43
3.1.3. Immobilisations en cours.....	43
3.1.4. Amortissements	43
3.2. <i>L'actif circulant</i>	<i>44</i>
3.2.1. Les créances	44
3.2.2. La trésorerie	45
3.3. <i>Le passif</i>	<i>46</i>
3.3.1. Les capitaux propres	46
3.3.2. Les provisions pour risques et charges.....	47
3.3.3. Les dettes	48
4. Notes relatives aux postes du compte de résultat	50
4.1. <i>Postes de charges.....</i>	<i>50</i>
4.1.1. Charges de fonctionnement de l'ANRU	50
4.1.2. Autres charges	51
4.2. <i>Postes de produits</i>	<i>52</i>
4.2.1. Subventions d'exploitation.....	52
4.2.2. Autres produits	53
5. Autres informations.....	53
5.1. <i>Evénements postérieurs à la clôture.....</i>	<i>53</i>
5.2. <i>Engagements hors bilan.....</i>	<i>54</i>
5.3. <i>Honoraires du commissaire aux comptes.....</i>	<i>54</i>
5.4. <i>Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) : intervention en subventions.....</i>	<i>54</i>

ANNEXE 1 : Principes, règles et méthodes comptables PIA	55
1. Programmes exécutés en subventions (hors Quartiers Fertiles).....	55
1.1. <i>Les opérations enregistrées dans la comptabilité du budget général de l'ANRU.....</i>	<i>55</i>
1.2. <i>Les opérations enregistrées dans la comptabilité des « budgets annexes »</i>	<i>55</i>
2. Programme en co-investissement « Ville durable et solidaire -Axe 2 ».....	57
2.1. <i>Opérations de la comptabilité du budget général de l'ANRU</i>	<i>57</i>
2.2. <i>Opérations de la comptabilité du « budget annexe »</i>	<i>57</i>
3. Programme Quartiers Fertiles	59
3.1. <i>Financement PIA</i>	<i>59</i>
3.2. <i>Financement Plan de relance.....</i>	<i>59</i>
ANNEXE 2 : Exécution des budgets annexes (Investissements d'avenir et Urbact Aston)	60
1. Les programmes d'investissements d'avenir	60
1.1. <i>Internats d'excellence et d'égalité des chances (Programme 324) / Internats de la réussite (Programme 408)</i>	<i>60</i>
1.2. <i>Projets innovants en faveur de la jeunesse (Programme 411).....</i>	<i>63</i>
1.3. <i>Programme Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain (P414 - Axe 1)</i>	<i>65</i>
1.4. <i>PIA : interventions en fonds-propres et quasi-fonds propres.....</i>	<i>68</i>
1.5. <i>Quartiers Fertiles : intervention en subvention (PIA, prog 414 et Plan France relance)</i>	<i>73</i>
2. EXECUTION DU BUDGET 2022 – URBACT et ASTON.....	75
2.1. <i>URBACT.....</i>	<i>75</i>
2.2. <i>ASTON</i>	<i>78</i>

BILAN 2022

en €	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de R et D	0	0	0	0
Concessions, brevets	11 932 107	7 154 164	4 777 943	3 020 648
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immos incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	3 046 208	0	3 046 208	2 583 089
Avances et acptes / imm. inc.	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériels, outillage	52 798	34 138	18 660	29 219
Autres immobilisations corporelles	551 865	163 793	388 072	123 691
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Av. et acptes / imm. corp.	0	0	0	0
Immobilisations financières				
Total actif immobilisé	15 582 977	7 352 095	8 230 882	5 756 648
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	40 965	0	40 965	20 658
Clients et cptes rattachés	0	0	0	0
Autres créances	20 821 488	0	20 821 488	38 763 658
Capital sousc. appelé non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Instruments de trésorerie - Actif	0	0	0	0
Disponibilités	1 386 054 765	0	1 386 054 765	1 349 821 964
Total actif circulant	1 406 917 218	0	1 406 917 218	1 388 606 280
Charges constatées d'avance	195 713	0	195 713	192 543
Charges à répartir	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts	0	0	0	0
Ecart conversion actif	0	0	0	0
Total général	1 422 695 908	7 352 095	1 415 343 813	1 394 555 472

BILAN 2022

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	0	0
Primes émission, fusion, apport	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Ecart d'équivalence	0	0
Réserve légale	0	0
Réserves statut. ou contract.	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-79 554 865	-95 137 422
RESULTAT DE L'EXERCICE	-629 041 274	15 582 558
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
Total I (Capitaux propres)	-708 596 139	-79 554 865
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provisions pour risques	37 914	207 009
Provisions pour charges	1 862 481 032	1 182 564 953
Total II (Provisions pour risques et charges)	1 862 518 946	1 182 771 962
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emp. & dettes / Ets Crédit	0	0
Emp. & dettes fin. divers	0	0
Avances et acomptes / cmde	0	0
Dettes fournisseurs	449 523	481 310
Dettes fiscales et sociales	1 658 083	1 842 425
Dettes sur immobilisations	0	0
Autres dettes	257 501 941	289 014 640
Instruments de trésorerie - Passif	0	0
Produits constatés d'avance	1 811 459	0
Total III	261 421 006	291 338 374
Ecarts de conversion passif	0	0
Total général	1 415 343 813	1 394 555 472

COMPTE DE RESULTAT 2022

en €	Exercice N	Exercice N-1
EXPLOITATION		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production immobilisée	428 257	389 498
Subventions d'exploitation	741 400 000	595 493 537
Reprises amortissements et provisions	184 280 101	318 696 103
Autres produits	6 106 683	11 077 165
Total produits d'exploitation (I)	932 215 041	925 656 303
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats, charges externes	9 833 706	11 755 387
Impôts et taxes	1 208 790	1 122 569
Salaires et traitements	8 788 366	8 335 133
Charges sociales	3 883 647	3 703 818
Immos : Dot. aux amortissements	1 680 690	1 648 451
Immos : Dot. aux dépréciations	0	0
Actif circ. : Dot. provisions	0	0
Risques : Dot. provisions	864 027 085	488 940 792
Autres charges	671 753 458	394 554 740
Total charges d'expl. (II)	1 561 175 741	910 060 889
RESULTAT D'EXPLOITATION	-628 960 700	15 595 414
Bénéf attr. ou perte tr. (III)	0	0
Perte supp. ou bénéf tr. (IV)	0	0
FINANCIER		
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		
RESULTAT FINANCIER	0	0
RES. COURANT AVANT IMPOT	-628 960 700	15 595 414
EXCEPTIONNEL		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Total produits except. (VII)	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges except.: ope. gestion	80 574	12 857
Total charges except. (VIII)	80 574	12 857
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-80 574	-12 857
Participation des salaires (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	0	0
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	932 215 041	925 656 303
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 561 256 316	910 073 746
BENEFICE OU PERTE	-629 041 274	15 582 558

1. Les faits caractéristiques de l'exercice de gestion

L'année 2022 a été une année de stabilisation des procédures mises en œuvre en 2021 dans le cadre du passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale. Ce cadre a permis la clôture financière des dernières opérations du premier programme de l'ANRU, le PNRU, concomitamment à la traduction dans la chaîne financière d'une forte montée en puissance de l'exécution des opérations du NPNRU et à la poursuite de l'activité au titre des programmes d'Investissement d'avenir.

Dans ce contexte, la démarche de renforcement du contrôle interne et de maîtrise des risques a été poursuivie sur les fonctions financières et plus globalement à l'échelle des activités de l'agence.

1.1. Progression de l'exécution financière des programmes de renouvellement urbain

⇒ Clôture du PNRU :

Au 31 décembre 2022, tous les décaissements relatifs aux opérations du PNRU et toutes les clôtures financières de ces opérations étaient réalisés (à l'exception de cinq opérations à Revin et une opération à Matoury faisant l'objet de protocoles transactionnels pour un montant de 3,5 millions d'euros et dont la clôture interviendra en 2023).

Les paiements 2022, qui se sont établis à 126,74 millions d'euros, les recouvrements 2022 sur indus PNRU à hauteur de 3,1 M€ portent les dépenses du PNRU (incluant les coûts de fonctionnement de l'ANRU), à 11,524 Mds€. La prise en compte à la fois des 6 protocoles transactionnels encore actifs et des restes à recouvrer sur ce programme portent **le bilan du PNRU à 11,522 milliards d'euros** (incluant les frais de fonctionnement de l'ANRU).

A ce stade, les restes à payer (nets des avances) sur les protocoles transactionnels s'établissent au maximum à 3,5 millions d'euros. Les éventuelles économies au terme de l'exécution des protocoles transactionnels seront intégralement portées en recette du NPNRU.

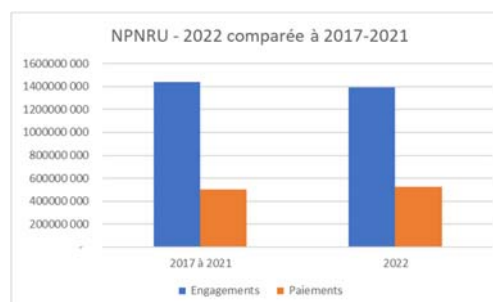
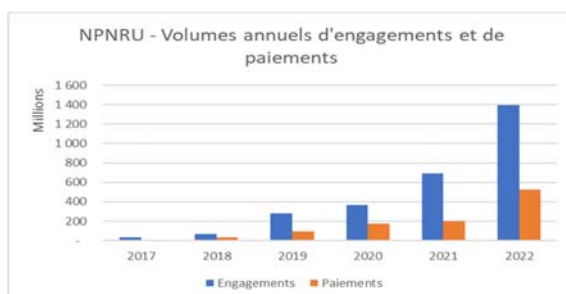
⇒ Forte montée en puissance du NPNRU :

Fin 2022, sur les 14 Mds d'euros de dotations du NPNRU en subventions et en prêts, 9,8 Mds d'euros de concours financiers ont été contractualisés : 2,2 Mds d'euros de concours financiers supplémentaires ont été contractualisés en 2022, portant à 382 le nombre de QPV bénéficiant d'un projet contractualisé (+ 60 par rapport à 2021).

Les engagements et les paiements du NPNRU ont témoigné de la forte accélération opérationnelle et financière du programme en enregistrant sur la seule année 2022 des volumes de validation équivalents au cumul des cinq dernières années d'exécution financière.

Fin 2022, la barre du milliard d'euro payé en cumul sur le NPNRU a été dépassée avec **1,027 Md€ payés au 31 décembre 2022, dont 525,6 M€ payés en 2022**, ce qui représente un doublement du volume des paiements par rapport aux paiements intervenus de 2017 à fin 2021.

Les engagements ont connu la même dynamique pour atteindre **3,77 Mds€ de concours financiers engagés au 31 décembre 2022**, dont 2,8 Mds€ de subventions (soit 38% des subventions contractualisées) et 937,8 M€ de prêts bonifiés Action Logement Services (soit 38% des prêts contractualisés). **Au titre de la seule année 2022, 1,4 Md€ a été engagé pour un volume de 1 859 DAS (contre 690 M€ en 2021 pour 1003 DAS).**



Cette forte progression du rythme des engagements et des paiements du NPNRU en 2022 confirme **l'accélération de l'entrée en phase opérationnelle d'un nombre croissant d'opérations structurantes** (démolitions, reconstitutions ou requalifications de logements locatifs sociaux).

Pour la seconde année consécutive, le volume d'engagements annuel a cru plus que proportionnellement par rapport au nombre de DAS validées ; ce dernier a augmenté de 85% mais le montant d'engagements a doublé. Le montant moyen des dossiers d'engagements de subventions, qui était de 473 k€ en 2020, a ainsi progressé de 696 keuros en 2021 à 750 keuros en 2022.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice sur les programmes PIA (hors Territoires d'innovation)

Dans le contexte de la terminaison des premiers programmes (CSTI, Internat...), le montant total des dépenses des programmes d'investissement d'avenir en 2022 est en baisse de 24 % par rapport à 2021. La sélection des projets sur de nouveaux programmes, comme le programme Boussole des Jeunes ou l'augmentation des paiements au titre des dossiers du programme Quartiers fertiles, ne vient pas encore compenser cette baisse.

En revanche, le volume de dossiers traités est en hausse. En effet, 264 demandes de paiement ont été traitées et font l'objet de paiement en 2022, contre 151 en 2021, soit 75 % en plus.

La tendance en volume financier est différenciée selon les programmes, les programmes ayant le plus d'antériorité connaissent en effet un ralentissement logique en termes de flux financiers engagés et payés. Pour ces programmes, de nombreuses opérations arrivent en phase de clôture, notamment pour le programme **Internats d'excellence et de la réussite et pour l'action relative au développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI)** débuté en 2010.

Ces opérations de solde nécessitent un suivi particulier. Seuls deux projets CSTI sont encore actifs fin 2022 (sur 44 conventions signées), un seul sur le programme Internats de la réussite (sur 9 conventions signées) et 32 internats d'excellence (sur 101 signées). Les reliquats de l'enveloppe du programme d'internats d'excellence sont utilisés pour de nouvelles opérations, au fil de l'eau.

Le programme relatif aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » initié en 2015 est également arrivé à maturité. Sept conventions sont soldées sur les 16 sélectionnées. Les reliquats sont utilisés pour financer le programme Boussole des Jeunes, pour lequel trois vagues de sélection ont eu lieu en 2022, permettant de sélectionner 38 projets pour un montant de 1,8M€. Aucun décaissement n'a encore eu lieu sur ce programme.

Le programme « Ville durable et solidaire », également initié en 2015, est quant à lui en phase de déploiement :

- **Pour l'axe 1 « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain »** : le financement est assuré sous la forme de subventions. Plusieurs appels à projets ont été lancés et la contractualisation se poursuit. Le rythme des paiements demeure modéré en 2022 :
 - Concernant le premier appel à projet, la phase de maturation est entièrement soldée. Les engagements pour la phase de mise en œuvre progressent. Le montant des paiements reste faible en 2022.
 - Concernant le deuxième appel à projet « ANRU+ », la phase de maturation s'est clôturée en 2022, avec les deux dernières opérations soldées. L'ensemble des projets a été conventionné fin 2022 pour la phase de mise en œuvre, financée par la Caisse des Dépôts et Consignations et des paiements (versements forfaitaires et acomptes) ont été réalisés pour 10 projets sur les 14 conventionnés (hors budget annexe ANRU, mais traités par les équipes de l'ANRU).
 - Une partie de l'enveloppe initiale de crédits (9 739 426 €) a été redéployée pour la mise en œuvre du programme d'agriculture urbaine « Quartiers fertiles ».

- **Pour l'axe 2 « Diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville »**, dont l'intervention est prévue sous la forme d'une mobilisation en fonds propres ou quasi-fonds propres, l'activité est restée stable en 2022. Des prises de participations ont été réalisées dans une seule nouvelle société en 2022, portant à douze le nombre de sociétés suivies par le fonds de co-investissement à la clôture du 31 décembre 2022. Concernant les points d'attention sur ce portefeuille de sociétés :
 - Il n'a pas été constaté de dépréciation dans le budget annexe, dans la mesure où, soit ces sociétés s'inscrivent dans la trajectoire financière du « business plan » des projets, soit il n'a pas été identifié de risques sur le moyen terme.
 - Les deux cessions de participations, pour les sociétés SCI Oslo Le Castel et SCI RSS-INVEST Calais sont consécutives aux approbations unanimes des associés en 2022 des résolutions relatives aux liquidations des SCI :
 - La société SCI Oslo Le Castel a procédé en novembre 2022 à l'approbation des comptes de liquidation, au remboursement du capital social, déduction faite du résultat de liquidation, ainsi qu'à la clôture définitive de liquidation.
 - La SCI RSS Invest Calais a procédé en juin 2022 à l'approbation des comptes de liquidation, qui présente un solde de liquidation reversé aux associés. Le liquidateur procédera à la demande de radiation de la société.
 - Au total, en 2022, 1 464 377 € vont être reversés au budget de l'Etat au titre des produits des participations tel que prévu à l'article 3.6.1 de la convention Etat-ANRU du 12 décembre 2014 modifiée, montant en baisse par rapport à 2020 ou 2021 (2 M€).

S'agissant du programme Quartiers Fertiles, financé d'une part par les reliquats du programme P414 « Ville durable et solidaire-Axe 1 », et d'autre part par le Plan de relance (sur la base d'une convention avec le ministère de l'Agriculture), il est adossé aux projets du NPNRU dans une perspective de cohérence des actions en faveur de la rénovation urbaine. Le programme est ainsi suivi depuis 2022 sur le logiciel IODA, avec la création de 2 natures d'opération spécifiques dédiées à ce programme. Le reprise des données a été effectuée sur IODA (les opérations ayant été suivies de façon transitoire hors outil en 2021), qui est désormais l'outil utilisé et interfacé au système d'information financière SSP, d'une part directement sur le budget général pour la partie financée par le Plan de relance, et d'autre part sur le budget annexe suivant dans SSP, pour la partie financée par les reliquats du Programme VDS Axe 1 (PIA).

La sélection de tous les projets ayant été réalisée en 2021, la phase de contractualisation sous forme d'opérations pré-conventionnées s'est accélérée en 2022, **131 opérations sont contractualisées fin 2022 pour un montant total de 11 M€.**

Ainsi, 56 opérations sont engagées fin 2022 pour un montant de 4,9 M€, soit 44 % du montant contractualisé. 2,1 M€ ont été payés en 2022, soit 44 % du montant engagé.

1.3. Autres faits caractéristiques

1.3.1. Transfert du siège social à Pantin

A la suite du transfert du siège de l'ANRU du 69 bis rue de Vaugirard à Paris au 159 avenue Jean Lolive à Pantin, un bail de 9 ans (3-6-9) a été signé le 14 septembre 2021 avec le Bailleur SAS APOLLINE IMMOBILIER, avec une date de prise d'effet au 1^{er} avril 2022. Le déménagement du personnel a été effectif le 1^{er} juillet 2022.

Dans le cadre de la signature de ce bail, une franchise de loyer a été octroyée pour une durée de 18 mois et a fait l'objet d'un étalement linéaire sur la durée du bail (selon la méthode communément admise).

1.3.2. Poursuite des actions procédurales de gestion des risques et de contrôle interne

L'ANRU procède régulièrement à l'actualisation de sa cartographie des risques, et afin d'en assurer la maîtrise et la prévention. A ce titre, l'ANRU dispose d'un ensemble de procédures formalisées de référence et de dispositifs de contrôles associés.

La mise en œuvre de la démarche de contrôle interne continue son renforcement en appui et à travers les systèmes d'information. Le contrôle interne est défini par la sécurisation des processus fondé sur trois leviers :

- La formalisation et actualisation des procédures au regard des politiques proposées et définies par l'Agence, des organigrammes fonctionnels et des habilitations aux fonctions et tâches ayant un impact financier et comptable ;
- Une meilleure instrumentation des contrôles : mise en œuvre et supervision de l'application du plan de contrôle interne basé sur l'analyse des risques et, plus particulièrement, sur un plan de contrôle financier portant sur l'ensemble de la chaîne financière et comptable ; élaboration de référentiels de contrôles des demandes de subventions et de paiements ; intégration de contrôles automatisés dans les systèmes d'information ;
- Un renforcement continu de l'accompagnement et de la formation des DDT, corollaires du renforcement du contrôle interne, tant à l'ANRU siège qu'en délégation territoriale.

1.3.3. Dénouement du contrôle URSSAF portant sur les exercices 2019 et 2020

L'ANRU a fait l'objet d'un contrôle URSSAF portant sur les exercices 2019 et 2020, qui s'est achevé en mars 2022.

La lettre d'observation adressée le 18 mars 2022 n'a relevé qu'une divergence de calcul mineure sur la limite d'exonération des contributions au titre de la CSG/CRDS, qui a conduit à un rappel de cotisations pour 10 K€ en application des articles L136-1-1, L136-1 et L136-2 du code de la Sécurité Sociale et de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'ANRU sont établis conformément aux règles et principes comptables qui suivent les dispositions du Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La monnaie est l'euro. L'ANRU ne possède pas de filiale, ni d'établissement secondaire.

L'ANRU clôture son exercice comptable au 31 décembre.

La durée de l'exercice correspond à l'année civile.

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (dont dépenses de personnel).

Pour les logiciels produits en interne, leurs créations comportent trois phases qui sont divisées en huit étapes :

Phases	Étapes
Phase conceptuelle	1. Étude préalable 2. Analyse fonctionnelle (conception générale de l'application) 3. Analyse organique (conception détaillée de l'application)
Phase de production	4. Programmation (codification) 5. Tests et jeux d'essai
Phase de mise à disposition de l'utilisateur et de suivi	6. Documentation 7. Formation de l'utilisateur 8. Suivi du logiciel (maintenance)

La période d'activation des coûts en immobilisation incorporelle s'étend de l'étape 3 à 6 incluse.

Le coût de production d'un logiciel comprend l'analyse organique qui permet la conception détaillée de l'application, la programmation qui consiste à codifier l'application, les tests et les jeux d'essai et enfin l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe du logiciel.

Les coûts correspondant aux phases antérieures et postérieures sont constatés en charges.

Toutefois, dans le cas où les dépenses d'amélioration des logiciels existants réalisées *a posteriori* ont pour effet d'augmenter la durée d'utilisation ou les performances de ceux-ci, elles constituent des dépenses ultérieures immobilisables.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elles n'ont pour effet que de maintenir le logiciel dans un état normal d'utilisation, elles sont portées en charges.

Les logiciels créés en interne à l'ANRU concernent les projets IODA et le nouveau système d'information financière dont la mise en service est prévue au 1^{er} janvier 2024. Les vagues ou productions en cours de conception et non mises en service au 31 décembre de l'année sont comptabilisées en immobilisation en cours, au compte 232520. Au moment de la mise en service, le compte 232520 est soldé par le compte 205320.

Comme les années précédentes, les amortissements ont été pratiqués selon le mode linéaire sur les acquisitions de biens immobilisés et les investissements immatériels :

AMORTISSEMENT MODE LINEAIRE		
201000	Frais d'établissement	5 ans
203000	Frais de recherche et de développement	3 ans
205310	Logiciel acquis	3 ans
205320	Logiciel crée	3 ans
215400	Matériel et outillage industriel	5 ans
218000	Installations générales, aménagements	10 ans
218100	Travaux d'agencement siège Anru	10 ans
218200	Matériel de transport	5 ans
218320	Matériel informatique	3 ans
218400	Mobilier	7 ans

2.2. Provisions pour risques et charges

Une provision est constatée lorsqu'une obligation certaine nécessitera une sortie de ressources mais que l'échéance ou le montant ne sont pas déterminés de manière certaine.

L'ANRU se trouve engagé juridiquement vis-à-vis d'un maître d'ouvrage par une décision attributive de subvention (DAS) prise en application d'un contrat, les versements de fonds intervenant selon des échéances fixées dans un cadre pluriannuel, jusqu'à 60% du montant de la subvention engagée, puis, au-delà de ce seuil, sur la base de demandes de paiements ou de soldes à l'initiative des maîtres d'ouvrages.

Cette obligation vis-à-vis du maître d'ouvrage dont le montant peut être estimé de manière fiable est retracé dans la comptabilité générale de l'ANRU sous la forme d'une provision pour charge d'intervention. Cette provision constitue un passif non financier.

La formule de calcul de provision intervention est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TOTAL ENGAGEMENT JURIDIQUE} &= (\text{DAS}) - \text{LES DP REGLEES} - \text{DP EN COURS} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER » (SSP)} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER »} &- \text{TOTAL AVANCES VERSEES NON REPRISES} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A PAYER »} \\ \text{soit le montant total de la provision de l'exercice N} \end{aligned}$$

2.3. Subventions versées ou reçues

Subventions reçues

Les subventions octroyées par l'Etat (ou autre organisme financeur) à l'ANRU sont assimilables à des subventions d'exploitations définies comme des « subventions dont bénéficie l'entreprise pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation ».

L'ANRU bénéficie de subventions pour faire face à ses charges d'exploitation (charges de fonctionnement et d'intervention). Ces subventions sont comptabilisées dès qu'elles sont octroyées.

Le schéma d'écriture dans le cadre de l'octroi des subventions de la part des financeurs est :

- #74 Subventions d'exploitation ;
- #4417 Etat – Subvention à recevoir, Subventions d'exploitation.

Subventions versées

La validation des paiements sur subventions attribuées (acomptes, soldes ou acomptes par échéancier) donne immédiatement lieu au constat d'une charge d'exploitation.

Elle est comptabilisée en utilisant les comptes suivants :

- #658 Charges diverses de gestion courante ;
- #467 Autres comptes débiteurs ou créditeurs.

Le fait générateur de comptabilisation de la charge de subvention est :

- La signature de la DAS par les délégués territoriaux (DT) lors de l'engagement, après contrôle et validation de l'ANRU, qui génère un acompte de 20% du montant de la DAS, après la validation de l'ANRU ;
- La validation ANRU des demandes d'acomptes, après l'engagement (DAS), pour les opérations engagées avant le 31/12/2020 ou, pour les opérations engagées après le 1^{er} janvier 2021, au-delà de l'échéancier de paiements prévu dans la DAS ;
- Les échéanciers de paiements annuels jusqu'à un montant équivalent à 60% du montant de la subvention engagée ;
- La signature des DAS de solde par les DT en fin d'exécution physique et financière de l'opération, après contrôle et validation de l'ANRU.

L'impact en comptabilité intervient donc après la signature de la DAS par le délégué territorial mais sous la responsabilité de l'ANRU, formalisée par la validation des dossiers d'engagement, d'acompte et de solde par la direction des affaires financières.

L'ensemble des processus d'instruction est intégré dans les applications métiers (IODA, Agora).

Les montants en charges d'intervention et en engagements juridiques sont issus des interfaces IODA ou Agora.

2.4. Informations relatives à la comparabilité des comptes, et aux changements de méthodes et d'estimations comptables

L'ANRU n'a pas connu de changements significatifs en 2022, assurant ainsi la comparabilité des états financiers de 2022 et 2021. Également, aucun changement de méthodes et d'estimations comptables n'est intervenu sur l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2022.

2.5. Fait générateur de la dépense de subvention

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le fait générateur de la comptabilisation de la charge d'intervention, dans le cadre du NPNRU géré sous IODA et du PNRU/PNRQAD géré sous Agora, est la validation par la direction financière de l'ANRU. Celle-ci emporte concomitamment la certification du service fait (SF) et la comptabilisation de la dépense (génération de la demande de paiement SSP) sur le même exercice, formalisant ainsi l'engagement de l'ANRU. L'avis du délégué territorial (DT), en amont du fait générateur, ne fait pas l'objet d'une écriture comptable. Par conséquent, aucune charge à payer (CAP) n'est constatée en fin d'année si toutes les demandes de paiement ont été payées.

3. Notes relatives aux postes de bilan

Au 31 décembre 2022, la structure du bilan est la suivante :

en €	2022	2021	Variations 2022-2021
ACTIF			
Actif immobilisé net	8 230 882	5 756 648	2 474 234
Actif circulant	1 406 917 218	1 388 606 280	18 310 938
Charges constatées d'avance	195 713	192 543	3 170
Total actif	1 415 343 813	1 394 555 472	20 788 341
PASSIF			
Capitaux propres	-708 596 139	-79 554 865	-629 041 274
Provisions pour risques et charges	1 862 518 946	1 182 771 962	679 746 984
Dettes	259 609 547	291 338 374	-31 728 827
Produits constatés d'avance	1 811 459		1 811 459
Total passif	1 415 343 813	1 394 555 472	20 788 341

Les montants significatifs impactant les postes du bilan sont explicités ci-après.

3.1. L'actif immobilisé

Actif immobilisé brut : mouvements de l'exercice 2022					
en €	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles	8 583 466	7 849	-17 280	3 358 072	11 932 107
Immobilisations corporelles	1 812 284	406 459	-1 614 080		604 662
Immobilisations en cours	2 583 089	3 821 191		-3 358 072	3 046 208
Immobilisations financières	-				-
Total	12 978 839	4 235 498	-1 631 360	-	15 582 977

En 2022, l'augmentation de la valeur brute de l'actif immobilisé brut de 2 604 138 €, s'explique notamment par la poursuite des travaux sur le développement du logiciel IODA ainsi que le démarrage des travaux sur le nouveau SIF, et dans une moindre mesure par les investissements et mises au rebut de mobilier liés au déménagement.

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Les dépenses d'immobilisations incorporelles sont relatives au développement du portail de subvention IODA.

Afin de suivre les développements du logiciel IODA, une fiche auxiliaire de projet (FAP) est actualisée chaque année. Elle garantit le suivi du coût d'acquisition des vagues de développements et des dépenses de personnel liées au projet.

En 2022 les dépenses relatives à la vague 3bis IODA ont été mises en service pour 3 358 072 €. Elles concernent le développement des phases de contractualisation, d'engagement et de paiement des programmes de rénovation urbaine.

3.1.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles baisse de 1 207 621 € en 2022, principalement dues aux mises aux rebut de biens conséquemment au déménagement au 1^{er} juillet 2022.

Le transfert du siège social à Pantin a conduit à la mise au rebut des agencements, installations et mobilier du précédent siège social de la rue de Vaugirard, dont la valeur nette comptable (VNC) s'élevait à 81 K€.

Ces opérations sont retracées en charges exceptionnelles pour le montant de la VNC des biens non totalement amortis.

L'ANRU conserve dans son actif deux véhicules acquis en 2013 et en 2014.

Les augmentations d'immobilisations corporelles concernent le matériel informatique et le mobilier du nouveau siège social dont la valeur unitaire de l'immobilisation est supérieure à 1 500€ HT.

3.1.3. Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours concernent le logiciel produit en interne IODA et le projet du renouvellement du système d'information financière.

Le logiciel IODA est produit et mis en service par vagues successives de développements. En 2022, les différentes vagues en cours de production ou livrées sont :

- La Vague 3 bis porte sur les comptes rendus d'exécution (CREA), le changement de tiers, le reporting, les développements pour l'intégration du programme quartiers fertiles. La mise en service a été réalisée le 08/11/2022 pour 3 261 K€ ;
- Les projets de datavisualisation ont fait l'objet de trois réalisations pour un total de 97 K€, mis en service en juillet et août 2022 ;
- Enfin la mise en production de la Vague 4 des développements IODA, portant sur le moteur de calcul des subventions, est prévue pour septembre 2023. L'encours au 31.12.2022 s'élève à 2 811 K€.

Le renouvellement du système d'information financière (SIF), dont la mise en service est prévue le 1^{er} janvier 2024, a fait l'objet d'investissements constitués des coûts relatifs à l'acquisition des licences pour 236 K€. La mise en service est prévue le 1^{er} janvier 2024, les coûts des travaux des collaborateurs affectés au projet et des travaux des sous-traitants (intégrateur et consultants) sont attendus sur 2023.

Les dépenses réalisées en 2022 sur les différentes vagues de développement pour 3 821 K€ justifient l'augmentation des immobilisations incorporelles. Le coût de production comprend les coûts de personnel et les phases immobilisables de la conception du logiciel.

En 2022, les dépenses de personnel sont :

- Vague 3 bis : 34 261€ ;
- Vague 4 : 393 997€.

S'agissant de IODA, les coûts de production immobilisés du fait du déclenchement de la phase « analyse organique » représentent en 2022 :

- Datavisualisations (adossées à la vague 3bis) : 103 584€ ;
- Vague 3 bis : 843 792€ ;
- Vague 4 : 2 210 030€.

S'agissant du SIF sur la future base CEGID, les coûts représentent 235 527€ et concernent l'achat des licences.

3.1.4. Amortissements

Amortissements de l'exercice 2022				
en €	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 562 818	1 608 626	-17 280	7 154 164
Immobilisations corporelles	1 659 373	72 063	-1 533 506	197 931
Total	7 222 191	1 680 690	-1 550 786	7 352 095

La durée d'amortissement des logiciels produits en interne (LPI) est fixée à 3 ans conformément à la délibération du conseil d'administration du 27 novembre 2019 (délibération n°2019-22).

L'évolution des amortissements est en lien avec celle des immobilisations brutes.

Les augmentations correspondent aux dotations de l'année et les diminutions aux reprises aux amortissements présents dans le compte de résultat.

En 2022, le montant des amortissements est de 7 352 095 € et permet de déterminer celui des immobilisations nettes à 8 230 882€.

3.2. L'actif circulant

3.2.1. Les créances

Etat des Créances			
en €	2022	2021	Variation 2022-2021
Créances MO : Avances versées et Indus	16 696 098	35 637 696	-18 941 598
Autres créances d'exploitation	4 362 067	3 339 164	1 022 904
TOTAL	21 058 166	38 976 860	-17 918 694

⇒ Les créances sur les maîtres d'ouvrage (MO) :

Le montant des créances sur les maîtres d'ouvrage correspond aux avances PNRU et PNRQAD restant à reprendre sur les engagements juridiques en cours, au fur et à mesure de la réalisation physique des opérations lors des demandes de paiement d'acomptes et de solde des subventions. Pour mémoire, le programme NPNRU ne prévoit pas de versement d'avances. Ces créances sur les MO diminuent de 19 millions d'euros entre l'exercice 2021 et 2022.

Les avances sur le PNRU baissent de 14 M€ dont 13 M€ de récupération d'avance sur les dossiers de paiement et 943 K€ d'avances constatées en indu pour recouvrement. Cette diminution importante des avances PNRU s'inscrit dans le contexte de la finalisation du programme. Le solde résiduel de 0,6 M€ s'apurera en 2023 et 2024 et est lié aux protocoles transactionnels qui concernent encore deux projets.

Les avances sur le programme PNRQAD diminuent de 2,4 M€ correspondant aux avances récupérées en 2022.

Les créances sur les MO comprennent également les indus à recouvrer en raison du constat de trop-versés sur avances et acomptes, constatés notamment lors du décompte final au solde des opérations ou en raison de l'abandon d'opérations. Entre 2021 et 2022, le montant des indus augmente de 0,5 M€ à la suite :

- Du recouvrement des créances pour 3 370 K€ ;
- De la constatation d'indus pour 3 911 K€.

Le solde des indus en 2022 s'établit à 5 M€ et concerne essentiellement la commune de Kourou pour 2 M€ du solde.

Pour rappel en 2021, la reprogrammation de 37 opérations PNRU dans le programme NPNRU a été actée en Comité d'engagement et validée par le Conseil d'administration de l'ANRU. Cette bascule nécessite de solder les engagements juridiques suivis dans le PNRU, puis de recontractualiser selon les modalités du NPNRU. Solder l'engagement juridique a entraîné mécaniquement des indus sur les avances et acomptes déjà versés. La re-contractualisation dans le NPNRU génère une décision attributive de subvention (DAS) puis une compensation pour le montant de l'indu.

Par conséquent, les trop perçus sur avances liés à la bascule des opérations PNRU vers le NPNRU présentent un solde de 5,7 M€ sur le compte 467310 « Avances MO PNRU non soldées bascule NPNRU » et concernent 18 indus sur acomptes. Ils feront l'objet d'une récupération au fur et à mesure des recontractualisations dans le NPNRU sur les exercices suivants.

⇒ Les autres créances d'exploitation :

Les autres créances d'exploitation s'élèvent à 4,4 M€ au 31/12/2022 dont :

- **Des avances versées sur la commande publique (41 K€)** : Le solde correspond à l'avance fait au cabinet KAORA pour 39 K€ (prestation d'accompagnement d'AMOA pour la mise en place du nouveau SIF) et aux fournisseurs KMPG (audit interne) pour 1 K€ et le prestataire Helfrich (divers avantages au personnel) pour 1 K€.
- **Les ristournes au titre de la franchise de loyer octroyée par le bailleur des locaux de Pantin (988 K€)** : conformément à la méthode de place retenue, la franchise de loyer consentie par le bailleur (MC 2023, N°15745), de 18 mois, a été linéarisée sur la durée du bail. Le montant constaté au 31 décembre 2022, est assimilable à la ristourne à obtenir correspondant aux 9 mois de franchise restants.
- **Remboursements des frais de gestion des PIA** : en application du principe d'étanchéité entre les comptes de l'ANRU et des PIA, les ministères responsables des programmes PIA remboursent les frais de gestion supportés par l'ANRU. Les refacturations de frais de gestion PIA représentent 2,4 M€ en 2022 et comprennent :
 - Refacturation des ETP aux différents ministères pour les programmes Jeunesse (ministère en charge de la jeunesse), Internat et CSTI (ministère en charge de l'éducation nationale) et Quartiers fertiles (plan de relance - ministère de l'agriculture) pour 415 K€. Ce montant diminue de 103 K€ par rapport à l'année 2021 ;
 - Refacturation des frais directs et frais de structure sur les différents budgets annexes PIA (y compris frais de personnel pour le programme Co-Investissement) pour 1,9 M€ (en baisse de 191 K€), essentiellement liée à l'activité du Co-Investissement ;
 - Refacturation des frais de personnel, frais directs et de structure à la CDC pour le programme « Territoire innovation » pour 561 K€ ;
 - Quartiers fertiles : pour la partie PIA, refacturation des frais directs sur le budget annexe VDS pour 60 K€. Pour la partie Plan de relance, refacturation des ETP au ministère de l'agriculture pour un montant maximum de 100 000 euros à compter d'un taux d'engagement de 80% des sommes déjà versées (soit 80% des 7 millions versés au premier semestre 2021). Les conditions de la refacturation n'étant pas réunies à fin 2022, et consécutivement à l'avenant signé le 22 décembre 2022, prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2024, cette refacturation d'ETP a été comptabilisée en produit à recevoir pour 60K€ (dont 40 K€ déjà constaté en 2021, et le reste à recouvrer ayant été linéarisé jusqu'à la fin de la convention au titre de la refacturation d'ETP).
- **Remboursement d'IJSS** : Les IJSS sont comptabilisées lors des déclarations du prélèvement à la source concomitamment avec les écritures de paie en produit à recevoir dans le compte #438700 (en amont du lettrage le compte d'attente #471000 est alimenté lors du remboursement des CPAM).

En 2022, les charges constatées d'avances ont été enregistrées pour un total de 196 K€, et concernent des abonnements ou de la maintenance couvrant à la fois l'exercice 2022 et 2023.

3.2.2.La trésorerie

Une stricte distinction comptable est faite entre la trésorerie de l'ANRU et les fonds qu'elle détient au titre des programmes d'investissement d'avenir, et qui ne peuvent être utilisés pour d'autres dépenses. Ces fonds obéissent à des règles strictes définies dans la convention entre l'Etat et l'ANRU. Dans la balance de l'ANRU, le compte 515000 est dédié à l'ANRU, et le compte 515200 est dédié aux PIA.

La situation de la trésorerie au 31/12/2022 est la suivante :

en €	2022	2021	Variation 2022 - 2021
Trésorerie ANRU	1 128 640 656	1 062 243 404	66 397 252
Trésorerie Investissements d'avenir	257 414 109	287 578 560	-30 164 451
Totaux	1 386 054 765	1 349 821 964	36 232 802

Les flux de **trésorerie propre de l'ANRU** se décomposent comme suit :

Flux de trésorerie 2022	TOTAL annuel
Encaissement	
Recettes budgétaires globalisées	740 673 292
Autres financements publics	727 000 000
Recettes propres	13 673 292
Recettes budgétaires fléchées	14 400 000
Financements de l'État fléchés	14 400 000
Opérations non budgétaires	3 604 741
Opérations gérées en compte de tiers	3 604 741
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	3 604 741
Total des encaissements	758 678 033
Décaissement	
Dépenses liées à des recettes globalisées	688 787 404
Personnel	14 111 480
Fonctionnement	9 862 756
Intervention	660 970 024
Investissement	3 843 145
Dépenses liées à des recettes fléchées	0
Opérations non budgétaires	3 493 377
Opérations gérées en compte de tiers	3 493 377
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	3 493 377
Total des décaissements	692 280 781
Variation de trésorerie	66 397 252
Trésorerie à l'ouverture	1 062 243 404
Nouveau Solde	1 128 640 656

La trésorerie de l'ANRU augmente de 66 M€ en 2022 contre 177 M€ en 2021. Cette moindre augmentation est liée la hausse des dépenses (+260 M€) plus importante que la hausse des recettes (150 M€).

Les encaissements proviennent essentiellement :

- des versements pour les programmes de rénovation urbaine, de la part d'Action Logement (540 M€), de la CGLLS (184 M€), de l'Etat pour 14,4 millions et de la CDC pour 3 M€ ;
- Les remboursements des programmes internationaux d'Urbact et Aston à la suite des refacturations des frais de gestion pour 1,3 M€ ;
- Les remboursements des programmes PIA au budget général à la suite des refacturations des frais de gestion 2022 ;
- Le recouvrement en 2022 des indus sur avances et acomptes pour 3,4 M€.

Les décaissements de 2022 concernent :

- Le paiement des subventions de rénovation urbaine à hauteur de 661 M€ dont 521 M€ pour le NPNRU, 127 M€ pour le PNRU, et 12 M€ pour le PNRQAD.
- Le paiement des subventions du programme Quartiers fertiles (plan de relance) pour 1,1 M€.

3.3. Le passif

3.3.1. Les capitaux propres

A la clôture de l'exercice 2022, la situation des capitaux propres est la suivante :

en €	2021	Affectation du résultat N-1	Résultat N	2022
Report à nouveau à l'ouverture de l'exercice	-95 137 422	15 582 558		-79 554 865
Résultat de l'exercice	15 582 558	-15 582 558	-629 041 274	-629 041 274
Capitaux propres	-79 554 865	-	-629 041 274	-708 596 139

Le résultat en 2022 est déficitaire à hauteur de 629 M€, toutefois au-dessus des prévisions budgétaires lesquelles estimaient un résultat déficitaire de 969 M€.

Les fonds propres de l'ANRU demeurent négatifs en 2022 à hauteur de 709 M€. Cette somme, qui représente la valeur bilancielle de l'ANRU, est retracée au compte 26 « participations » dans les comptes de l'Etat.

Le résultat prévisionnel 2023 est estimé à – 1 104 M€. Cette perte prévisionnelle conduirait à un montant des fonds propres de – 1 813 M€. Cette évolution traduirait la baisse du résultat, déjà amorcée depuis 2021, en cohérence et lien direct avec l'augmentation attendue des paiements au titre des programmes de rénovation urbaine, et en particulier du NPNRU.

3.3.2. Les provisions pour risques et charges

En 2022, les provisions ont augmenté, du fait de l'importance des dotations sur provisions pour le programme NPNRU dont les engagements (DAS initiales et soldes directs) ont connu une progression significative.

Provisions					
en €	A l'ouverture	Dotations	Reprises	Reclassements	A la clôture
Provisions pour risques et charges	207 009	37 914	-207 009		37 914
Provisions pour charges d'intervention	1 182 564 953	863 989 171	-184 073 092		1 862 481 032
<i>Dont:</i>					
PNRU	177 525 155		-176 947 126	-578 028	0
PNRQAD	59 600 773		-7 125 966		52 474 807
Quartiers Fertiles Plan de Relance	645 342	1 956 632			2 601 974
NPNRU	941 872 790	862 032 539			1 803 905 329
Protocoles Transactionnels PNRU	2 920 893			578 028	3 498 922
Total	1 182 771 962	864 027 085	-184 280 101	-	1 862 518 946

Provisions pour risques et charges « de droit commun » s'établissent à 38 K€ en 2022 :

Les reprises de provision en 2022 concernent le dénouement du dossier Rhône Saône Habitat provisionné à hauteur de 137 500 € en 2021. Par décision du 29 décembre 2021, le tribunal administratif de Grenoble demande le réexamen de la demande de subvention de la société et le versement d'une somme de 1500 euros de frais irrépétibles, lesquels ont été versés en février 2022. Le réexamen de la subvention a été réalisé et versé pour un montant de 160 000 €. S'agissant des primes sur objectifs du directeur général, elles ont été versées en mars et en avril 2022, justifiant la reprise de provision.

Les dotations de la provision pour risques et charges concernent la prime d'objectif de la directrice générale pour 2022, qui sera payée en 2023 en fonction de l'atteinte des objectifs.

Provisions pour charges d'intervention :

Les provisions pour charges d'intervention correspondent aux restes à payer sur les différents programmes à la suite des signatures des décisions attributives de subvention qui engagent l'ANRU.

Les augmentations s'expliquent par :

- La dotation aux provisions au titre des subventions d'intervention du NPNRU (862 M€) : l'accélération des engagements sur ce programme explique le montant de la dotation de l'exercice 2022. En effet, le montant des engagements augmente de 1 387 M€ entre 2021 et 2022.
- Le programme Quartiers fertiles (plan de relance) géré par l'ANRU depuis 2021 : le montant des restes à payer est de 2,6 K€ à fin 2022.

Les diminutions correspondent :

- Aux reprises de provisions au titre du PNRU (177 M€) : les travaux d'instruction et de paiement des dossiers pour clôturer le PNRU réduit les restes à payer sur les engagements.
- Aux reprises de provisions au titre du PNRQAD (7,1 M€) : les travaux d'instruction et de paiement des dossiers sur ce programme, qui s'achèvera en 2025, ont permis de réduire le montant des engagements de 4,7 M€ entre 2021 et 2022.

Les reclassements concernent la signature d'un protocole transactionnel entre l'ANRU et des maîtres d'ouvrage d'opérations PNRU nécessitant une prolongation de leur durée opérationnelle pour arriver à bon achèvement, au-delà de la fin du programme lui-même. Les restes à payer potentiels, et capés par ces protocoles d'accord, représentent 3,5 M€. Un transfert d'écritures comptables a donc été réalisé du compte de provisions PNRU vers un compte de provisions protocoles PNRU. Les MO concernés sont : la SA des habitations à loyer modéré pour 2,7 M€, la commune de Revin pour 192 K€ et de Matoury pour 578 K€.

3.3.3. Les dettes

en €	2022	2021	Variation 2022-2021
Fournisseurs	449 523	481 310	-31 787
Dettes fiscales et sociales	1 658 083	1 842 425	-184 342
Subventions à payer PIA	257 414 109	287 578 560	-30 164 451
CAP intervention	37 270	1 433 605	-1 396 335
Autres dettes	50 561	2 475	48 087
Produits constatés d'avance	1 811 459	0	1 811 459
Total	261 421 006	291 338 374	-29 917 368

Les dettes fournisseurs :

Les factures relatives à l'exercice 2022 non payées au 31 décembre 2022 représentent un total de 450 K€, contre 481 K€ à la clôture 2021. Ce montant correspond aux factures à présenter en demande de paiement en 2023.

Les actions d'amélioration de l'enregistrement des charges à payer (CAP) engagées en 2021, sont bénéfiques, et permettent de réduire à nouveau le solde en fin d'année de 32 K€.

Les dettes fiscales et sociales :

Le solde des dettes fiscales et sociales est de 1,7 M€ au 31/12/2022. Ce poste comprend les charges à payer en 2023 sur les éléments de paie (dont les CAP sur les congés payés, les participations des salariés au résultat ou encore l'intéressement). La légère baisse du poste s'explique essentiellement par l'enregistrement des charges à payer sur la mise à disposition de salarié de l'AFD à L'ANRU en 2021 (-126 K€) et par la baisse des provisions sur le CET (-69 K€), indirectement en lien avec la monétisation des RTT.

Les subventions à payer au titre des Investissements d'Avenir :

Le montant de 257,4 M€ est constitué des sommes restant à dépenser au titre des programmes d'Investissement d'Avenir et correspond exactement à la contrepartie existante en trésorerie pour chacun des programmes. Il s'agit du solde bancaire dédié aux Investissements d'Avenir.

Les charges à payer d'intervention s'établissent à 37 K€, contre 1,4 M€ fin 2021, et représentent les demandes de paiement validées (certification du service fait) mais non payés à la clôture de l'exercice selon la règle de gestion applicable avant 2021 sur le fait générateur des demandes de subvention), dont :

- **PNRU** : nulles contre 1,4 M€ en 2021.
- **PNRQAD** : 37 K€ contre 33 K€ pour 2021.

Cette forte baisse des CAP d'intervention s'explique par deux facteurs :

- D'une part, un travail important réalisé par les équipes de la DAFSIC pour apurer les CAP de plus d'un an.
- De plus, depuis 2021, le fait générateur de l'enregistrement de la charge d'intervention est la validation de l'ANRU contrairement aux années précédentes où la charge résultait des validations des délégations territoriales. Cette action en fin de processus d'instruction et de validation de la somme réellement due au maître d'ouvrage (ou de l'indu) évite la constatation de charges à payer dès lors que l'ensemble des demandes de paiement sont payées sur l'exercice.

Les autres dettes :

Les autres dettes se composent principalement de deux rejets bancaires à réimputer sur les RIB nouvellement communiqués par les maîtres d'ouvrages concernés pour un montant total de 49,2 K€.

Dans une moindre mesure, elles concernent aussi des opérations enregistrées en compte d'attente ; il s'agit d'opérations réalisées en toute fin d'exercice et comptabilisées pour cette raison en compte d'attente. C'est le cas des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS), versées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le cadre du maintien des salaires. Les sommes en solde du compte 471000 correspondent aux IJSS perçues en fin d'année des CPAM. Ces opérations seront régularisées dès le début d'année 2023.

Les produits constatés d'avance :

Les PCA concernent le traitement comptable opéré relatif à la franchise de loyer accordée pour 18 mois, représentant un montant de 1 976 K€. Ainsi à la clôture du 31 décembre 2022, le montant comptabilisé à ce titre en PCA, représente l'étalement de la franchise pour la durée restante du bail, jusqu'au premier trimestre 2031, soit 1 811 K€.

4. Notes relatives aux postes du compte de résultat

Au 31 décembre 2022, la structure du compte de résultat est la suivante :

en €

Charges	2022	2021	Variation 2022-2021
Autres achats et charges externes	9 833 706	11 755 387	-1 921 681
Impôts et taxes	1 208 790	1 122 569	86 221
Salaires et traitements	8 788 366	8 335 133	453 233
Charges sociales	3 883 647	3 703 818	179 829
Dotations aux amortissements et provisions	865 707 775	490 589 243	375 118 531
Autres charges	671 753 458	394 554 740	277 198 718
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	80 574	12 857	67 718
Total des charges	1 561 256 316	910 073 746	651 182 570

Produits	2022	2021	Variation 2022-2021
Production immobilisée	428 257	389 498	38 759
Subventions d'exploitation	741 400 000	595 493 537	145 906 463
Reprises des amortissements et provisions	184 280 101	318 696 103	-134 416 001
Autres produits	6 106 683	11 077 165	-4 970 482
Total des produits	932 215 041	925 656 303	6 558 738
RESULTAT EXERCICE	-629 041 274	15 582 558	-644 623 832

Le résultat de l'exercice 2022 s'établit à -629 M€, en baisse de 644,6 M€ par rapport au résultat de l'année 2021.

Cette évolution s'explique par une hausse des charges de 651 M€ alors que les produits n'augmentent que de 6,6 M€ entre les deux exercices.

La montée en puissance du NPNRU entraîne en effet une augmentation significative des engagements de l'ANRU qui se traduit dans les provisions pour charge d'intervention qui augmentent globalement de 862 M€.

4.1. Postes de charges

4.1.1. Charges de fonctionnement de l'ANRU

Les charges de fonctionnement correspondent aux charges issues de l'activité ordinaire de l'ANRU : sommes versées en contrepartie de biens, de travaux, de services, charges de personnel, impôts et taxes.

4.1.1.1. Autres achats et charges externes

Pour l'exercice 2022, les autres achats et charges externes (comptes 60, 61 et 62) diminuent de 1,9 M€. Cette baisse s'explique principalement par :

- 1,1 M€ des autres prestations extérieures diverses : après d'importants travaux de développements et déploiement du système d'information IODA au profit de tous les utilisateurs de ce portail des subventions du NPNRU en 2021 pour 1,1 M€, les travaux de 2022 se sont élevés à 0,3 M€ ;
- 787 K€ sur les coûts d'honoraires : des prestations de 2021 n'ont pas été reconduites en raison de leur caractère ponctuel à l'instar des travaux d'accompagnement dans le cadre de la loi ELAN (par le cabinet KMPG, 229 K€ en 2021), de la prestation relative à l'optimisation des prises à bail

par le cabinet SEGAT (255 K€ en 2021) ; ou encore les prestations réalisées pour l'appui à la mise en œuvre opérationnelle des programmes (Ville en œuvre pour 107K€ NPNRU) ;

- - 588 K€ sur les frais de colloques : cette baisse s'explique à la fois par la forte internalisation dans le cadre de la préparation et de la réalisation des journées de la rénovation urbaine (septembre 2022) et, par différence, par l'importance toute particulière en juin 2021 de l'évènement JERU. Cet évènement se tient tous les deux ans ;
- - 290 K€ sur les dépenses de maintenance : la maintenance est réalisée sur les systèmes d'information IODA et AGORA (-186 K€), les logiciels comptables (-20 K€), les copieurs et le portail extranet (-36 K€).
- - 167 K€ liés à une baisse relative des montants conventionnés avec l'Etat, notamment sous l'effet de l'internalisation des équipes de renfort aux délégations territoriales. Ces conventions sont relatives aux coûts de fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat (DDT/DRHIL/DEAL) afférents à leurs actions sur les programmes de rénovation urbaine portés par l'ANRU (conventions avec les ministères de l'Intérieur et de la Cohésion des territoires) et à la mise à disposition d'agents du ministère de la transition écologique auprès de l'ANRU.
- - 139 K€ sur le personnel détaché/prêté et relatif aux mises à disposition de personnel de l'AFD à l'ANRU ;
- -72 K€ sur les sur les frais de publication pour les actions en faveur des programmes PIA, notamment, la réalisation des carnets de l'innovation dans le cadre de l'organisation des journées de l'innovation ;
- + 505 K€ concernant les achats de matériel liés au déménagement pour des fournitures de bureau, informatique et d'agencements ;
- + 417 K€ sur les locations immobilières se justifiant par une période de location concomitante entre l'ancien siège de Vaugirard et le nouveau à Pantin endurée par l'allongement de la durée des travaux d'aménagement ;
- + 123 K€ de frais de voyages et déplacement corrélé à la fin du COVID qui avait considérablement réduit ces frais depuis 2020 ;
- +109 K€ de frais de réception, également en lien avec la fin des restrictions liées au COVID, les événements externes comme internes, tels que les journées de l'innovation (45 K€), le repas de Noël de l'ANRU, l'inauguration des locaux de Pantin et les séminaires internes de l'agence, ont pu reprendre.

Les contributions annuelles versées aux écoles, tout particulièrement à l'Ecole de la rénovation urbaine (ERU), restent stables entre 2021 et 2022.

4.1.1.2. Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel (comptes 63 et 64) ont augmenté **de 633 K€**, en cohérence avec l'augmentation des effectifs et avec les facteurs inhérents à la formation des coûts salariaux (RMPP, etc.).

La masse salariale (comptes 641) progressent de 5,4% et les cotisations (comptes 645) de 4,9%.

4.1.2. Autres charges

Les autres charges comprennent :

- Les charges de subvention 2022 comptabilisées dans le cadre de la rénovation urbaine (671 M€) (hors charges à payer sur exercices antérieurs) :

Les charges d'intervention représentent les versements de subventions, qui constituent le cœur de la mission de l'ANRU. Ces versements, sans contrepartie équivalente significative d'échange, se présentent comme des subventions versées aux maîtres d'ouvrage dans le cadre des programmes du PNRU, du PNRQAD et du NPNRU.

Les charges sont enregistrées aux comptes 658 « subventions », pour un total de 670 M€ en 2022 contre 392 M€ en 2021 soit une hausse de 278 M€. Cette augmentation est liée à l'accélération des paiements sur le programme NPNRU.

Les charges du programme NPNRU progressent de 319 M€ pour s'établir à 517 M€ en 2022. Au titre de l'année 2022, les dépenses du NPNRU concernent 281 projets contre 230 projets en 2021. Les charges les plus importantes concernent les conventions suivantes : Métropole de Lille (31 M€), Métropole de Toulouse (14 M€), Métropole de Nantes (13,5 M€) et la Métropole du Grand Nancy (12 M€).

Les charges progressent également sur le programme PNRQAD de 5,9 M€ entre 2021 et 2022 pour s'établir à 14,2 M€. Pour l'année 2022, les dépenses du PNRQAD concernent 19 projets contre 18 projets en 2021, dont les dépenses destinées aux projets de Saint-Denis Plaine Commune (2,5 M€), Saint-Dizier (1,8 M€), Valenciennes Métropole (1,6 M€) et Métropole Nice Côte d'Azur (1,1 M€).

Les charges diminuent sur le programme PNRU de 47 M€ entre 2021 et 2022 pour s'établir à 138 M€. Sur l'année, les dépenses du PNRU concernent 75 projets contre 132 projets en 2021. Les charges les plus importantes concernent les dépenses Montfermeil / Grand Paris Aménagement / Seine-Saint-Denis Habitat (27 M€), Plaine Commune (12 M€) et Bobigny / Emmaüs Habitat (10 M€).

- Les charges de subvention du programme Quartiers fertiles (Plan de relance) pour 1,1 M€ (contre 739 K€ en 2021).
- Les dépenses de redevances et concessions pour 500 K€ en hausse de 74 K€ du fait des charges sur les licences pour les salariés eux-mêmes en progression, les logiciels en Saas, abonnement DocuSign, VPN, et relatif à la cybersécurité.

4.2. Postes de produits

Les produits ont augmenté de 6,6 M€. Cette hausse est marquée par la baisse des reprises de provision sur le PNRU (baisse des engagements de l'ANRU) mais par la hausse des financements reçus de l'ANRU en 2022.

4.2.1. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation correspondent aux financements reçus par l'ANRU pour les dépenses des projets de renouvellement urbain et pour ses propres charges de fonctionnement. Les versements attendus et perçus de la part des financeurs sont inscrits en subvention d'exploitation, sans contrepartie équivalente pour ces tiers.

La hausse des subventions d'exploitation de 146 M€ s'expliquent par :

- + 150 M€ de financement d'Action Logement, conformément à l'avenant de juin 2021 à la convention tripartite Etat-ANRU-Action logement ;
- + 3 M€ de financement de la Caisse des dépôts et consignment, dont la convention couvrant la période 2021-2023 a été signée le 27 janvier 2022, prévoyait le versement de 3 M€ en 2022, dont 1,5 M€ au titre de 2021 et 1,5 M€ au titre de 2022 ;
- - 7 M€ pour le financement des projets Quartiers Fertiles dans le cadre du Plan de relance et financé par le ministère de l'Agriculture.

Les financements des programmes pluriannuels de l'agence et leur gestion par l'ANRU reposent sur les engagements financiers prévus dans les conventions conclues par les partenaires de l'ANRU, et déduction faite des fonds déjà perçus et comptabilisés.

En effet, la comptabilisation des subventions reçues s'exécute annuellement, dès lors que le montant de la contribution annuelle est arrêté par les financeurs et notifié à l'ANRU.

La situation au 31/12/2022 est la suivante :

FINANCEMENTS DIRECTS DU NPNRU	Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)	Equivalents subventions (M€)	Contributions perçues fin 2022	Reste à percevoir sur le programme
FINANCEURS (hors indus)				
PRETS				
Action Logement				
Prêts bonifiés	3 303	1 200		
SUBVENTIONS				
Action Logement	6 800	6 800	1 276	5 524
Bailleurs sociaux-CGLLS	2 768	2 768	736	2 032
Etat	1 200	1 200	92,6	1 107
TOTAL SUBVENTIONS :	10 768	10 768	2 104,6	8 663,4
TOTAL	14 071	11 968	2 105	8 663

4.2.2. Autres produits

Les autres produits de gestion courante correspondent à l'ensemble des produits issus de l'activité ordinaire de l'agence, au système de refacturation des coûts liés à la gestion des programmes autres que ceux de la rénovation urbaine, et aux annulations de services faits (SF) sur exercices antérieurs pour les SF représentés en 2022 pour un montant inférieur au SF d'origine ou non représentés.

Concernant les annulations de service fait, d'un montant de 39 K€ se compose principalement d'annulations de service fait du PNRQAD pour 33 K€. Pour rappel, en 2021 se poste s'élevait à 4,05 M€, qui portait sur la neutralisation des charges à payer NPNRU 2020 annulés dans les comptes en début d'année 2021 pour 3,038 M€. Cette annulation était liée à la reprise des données du NPNRU de Agora vers IODA. Ces opérations sont recontractualisées dans IODA. Une écriture de neutralisation a donc été passée fin 2021 dans le compte de résultat.

La facturation des frais de gestion des programmes d'investissement d'avenir (PIA) représente 2,9 M€ en 2022, stable par rapport à l'année 2021 (3 M€). Le détail des refacturations PIA est donné dans les créances.

Les recouvrements à réaliser des indus sur acomptes sont constatés en produit pour 1,7 M€ en baisse de 788 K€ par rapport à l'exercice 2021. Cette baisse concerne des dossiers du PNRU et s'expliquent par les instructions réalisées sur les demandes de paiement de solde. Ces instructions peuvent conduire à un paiement du dossier, à la constatation d'indus ou à une clôture en état du dossier.

Pour les programmes URBACT et ASTON, les produits sont constitués des remboursements de la masse salariale et d'autres charges de fonctionnement (1,34 M€ en 2022 contre 1,36 M€ en 2021). Les produits issus de ces refacturations sont stables.

Enfin, des produits divers de gestion courante ont été constatés pour 118 K€, soit une baisse de 77 K€ liée aux produits à recevoir à la suite de mises à disposition de salarié de l'ANRU à l'AFD en baisse de 32 K€ et aux remboursements de prime d'accession en 2021 pour 30 K€ (nuls en 2022).

5. Autres informations

5.1. Evénements postérieurs à la clôture

Dénouement litige RH

Le litige qui opposait l'ANRU à une ex-salariée dont l'audience devant le tribunal des Prud'hommes s'est tenue le 11 janvier 2022, a débouté la salariée. En conséquence, aucune provision pour risque n'a été constatée à ce titre dans les comptes 2022, comme en 2021.

Projets Aston et Urbact

A compter du 1^{er} janvier 2023, les missions jusqu'alors assurées par l'ANRU pour la mise en œuvre du programme URBACT III, à travers le secrétariat URBACT, sont transférées à l'ANCT. Sont également transférés à cette date, les salariés du secrétariat géré par l'ANRU jusqu'au 31 décembre 2022. La clôture du programme URBACT III est sous la responsabilité de l'ANCT.

Le projet pilote ASToN qui était destiné à tester une méthodologie de mise en réseau de villes dans le contexte du continent africain a une date d'achèvement technique fixée par la convention ANRU-AFD au 31 décembre 2023. Si les activités des villes elles-mêmes se sont terminées fin décembre 2022, les activités de mises en valeur des projets développés par les villes dans le cadre d'ASToN, de collecte et capitalisation

des enseignements tirés de ce projet, de rapport et de clôture administrative et financière s'étaleront sur les premiers mois de l'année 2023.

5.2. Engagements hors bilan

Engagements liés au personnel

L'ANRU n'a pas eu à constituer de provision au titre des indemnités de départ en retraite pour l'exercice.

Cependant, le montant de ses engagements au 31 décembre 2022 a été évalué entre 18 K€ (hypothèse de départ à la retraite à l'âge minimum légal de départ à la retraite, soit 62 ans) et 38 K€ (hypothèse de départ à la retraite à l'âge de départ au taux plein, soit 67 ans).

Les hypothèses retenues pour ce calcul sont les suivantes :

- L'ensemble des salariés atteignant l'âge de 62 ans et/ou 67 ans sur les cinq prochaines années (2023-2027) ;
- Une augmentation de salaire de 6% sur la période ;
- L'application de l'article L.1237-9 du code du travail, dont les modalités de calcul des indemnités de départ à la retraite sont précisées dans l'article D1237-1.

5.3. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes, Grant Thornton, au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élève à 54 K€ TTC.

5.4. Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) : intervention en subventions

Les subventions relevant des investissements d'avenir confiés à l'ANRU reposent sur trois conventions distinctes qui organisent les relations entre l'Etat et l'ANRU, opérateur retenu pour la mise en œuvre des actions concernées :

- la convention du 20 octobre 2010 modifiée par les avenants 1 à 5 relative aux « Internats d'excellence (IE), la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) et les Internats de la Réussite (IR) » (Programmes 324 et 408) ;
- la convention du 10 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 3 relative aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » (Programme 411) ;
- la convention du 12 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 2 relative à la Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » (Programme 414- Axe 1). Cette action est composée de deux axes :
 - L'axe 1 concerne « la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » avec un financement sous forme de subventions ;
 - L'axe 2 porte sur la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville » avec un financement sous forme de co-investissement (apport en fonds propres ou quasi-fonds propres) tenu dans un budget distinct (cf. annexe 5).

Le Secrétaire général pour l'investissement (SGPI) est chargé, sous l'autorité du Premier ministre, de la mise en œuvre et du suivi du programme d'Investissements d'Avenir.

Dans la comptabilité de l'ANRU, les fonds dont la gestion est confiée à l'ANRU, ayant vocation à être redistribués, sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie.

Les programmes de subventions du PIA sont suivis individuellement sous la forme de trois budgets annexes distincts qui permettent d'isoler les opérations qui les concernent et de respecter le strict principe de non-fongibilité de la trésorerie.

Ces trois budgets annexes reposent sur des **principes de fonctionnement communs qui sont exposés en annexe 1** du présent document. L'annexe 2, pour sa part, détaille l'exécution de chacun des budgets annexes ?

* *

1. Programmes exécutés en subventions (hors Quartiers Fertiles)

Les trois budgets annexes fonctionnent selon des principes identiques.

1.1. Les opérations enregistrées dans la comptabilité du budget général de l'ANRU

Conformément aux conventions entre l'Etat et l'ANRU, les fonds ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux nécessitent un suivi en compte de tiers, et l'organisation comptable de l'opérateur doit en tenir compte.

Selon l'article 3.5 de ces conventions en effet, *« les fonds qui ont vocation à être redistribués sous forme de subventions, [...] sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie dans les comptes de l'opérateur [l'ANRU], lors de la notification de leur versement par l'Etat.*

Lorsque l'opérateur [l'ANRU] redistribue ces fonds aux bénéficiaires finaux, il solde les comptes de tiers et de trésorerie initialement mouvementés.

L'opérateur [l'ANRU] prend toutes dispositions nécessaires pour suivre individuellement la gestion des fonds qui lui sont confiés, [...] notamment en créant les subdivisions de comptes nécessaires et en organisant un suivi analytique dédié.

En particulier il crée, dans les comptes de la classe 5, les subdivisions nécessaires pour suivre les mouvements de trésorerie afférents aux crédits dont la gestion lui est confiée par l'Etat afin d'assurer le respect des obligations d'information posées au III de l'article 8 de la loi de finances rectificatives pour 2010 modifiée par la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014. »

Pour se conformer à ces dispositions, deux comptes dédiés ont été créés :

- un compte de trésorerie spécifique 515 200, de manière à assurer l'étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- un compte de tiers 448, subdivisé par programme :
 - 448 699 pour le budget IE-CSTI-IR
 - 448 698 pour le budget Jeunesse
 - 448 697 pour le budget Ville Durable - Axe 1.

Initialement, ces comptes sont mouvementés lors de l'encaissement de la dotation de fonds versée par l'Etat.

En gestion, ils enregistrent systématiquement les mouvements de trésorerie et notamment les paiements des subventions au fur et à mesure qu'ils interviennent. Le solde du compte 448 6 représente donc en permanence le montant des sommes non encore réparties ; il est justifié par les opérations enregistrées, de façon détaillée, dans la comptabilité des budgets annexes (paiements d'acomptes et de soldes notamment).

A chaque paiement relevant d'un budget annexe, un ordre de paiement est établi par le pôle comptable afin de mouvementer la trésorerie des PIA retracée en miroir par les comptes 515-2 et 448-6 dans la comptabilité principale de l'ANRU. Un fichier de virements transmis au teneur de compte (Direction régionale des finances publiques de l'Ile de France) est constitué pour virement sur les comptes bancaires des bénéficiaires finaux de la subvention.

1.2. Les opérations enregistrées dans la comptabilité des « budgets annexes »

La mise en œuvre de ces actions repose sur l'engagement des dépenses par la directrice générale de l'ANRU ou ses représentants locaux, et le paiement par la direction financière de l'ANRU, après visa opérationnel de la DS2A.

La comptabilité des budgets annexes est tenue dans un progiciel (CERIG) et comprend une nomenclature budgétaire et comptable comprenant :

A. Les comptes de charges, dont les principaux sont les suivants :

1°) Le compte 622, qui retrace les moyens mobilisés par l'ANRU pour la mise en œuvre des programmes d'investissements d'avenir.

Il sert à l'enregistrement et au suivi des remboursements au budget général de l'ANRU, des dépenses engagées pour le compte des Investissements d'Avenir.

Le remboursement des coûts de gestion reposait jusqu'au 31/12/2013 sur l'article 4.2 de la convention conclue entre l'Etat et l'ANRU du 20/10/2010 susvisée, relative aux internats d'excellence et égalité des chances (Programme 324).

A compter de l'exercice 2014, la convention financière du 14/01/2015 modifiée par l'avenant du 21/12/2018 puis par avenant n°2 du 21/05/2021, conclue entre l'Etat et l'ANRU, détaille l'organisation et les moyens prévus pour la mise en œuvre par l'ANRU des actions qui lui sont confiées. Il est prévu un remboursement des frais de gestion à prix coûtant.

Les dépenses éligibles au titre des coûts de gestion sont les suivantes :

- les frais de sélection des projets ;
- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA ;
- les dépenses de communication directement liées aux projets du PIA ;
- les frais d'expertise et d'audits externes ;
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet ;
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure).

Après validation par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI), l'ANRU prélève les frais de gestion sur l'enveloppe des ressources qui lui sont confiées au titre des Investissements d'Avenir.

Les frais de personnel ne sont pas supportés sur les budgets du PIA. Après validation de la dépense par le SGPI, ces frais sont donc remboursés directement à l'ANRU par le ministère en charge de l'éducation nationale et de la jeunesse, à l'exception du programme VDS Axe 1, dont les frais de personnel sont supportés sur le budget général de l'ANRU.

2°) Le compte 65, qui retrace les dépenses liées aux subventions :

- les comptes 657/658 subdivisés par opération permettent l'enregistrement et le suivi détaillés des subventions au titre de chaque convention conclue par l'ANRU et le bénéficiaire de la subvention (657 pour les programmes des internats, de la Jeunesse et de la Ville durable - Axe 1 / 658 pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) ;
- le compte 657 000 « Evaluation » permet l'enregistrement des dépenses d'évaluation des programmes en application de l'article 5.1 des conventions Etat/ANRU.

Au besoin, d'autres comptes de charges sont utilisés.

3°) Le compte 658 8 permet le constat d'une charge d'équilibre (détail dans le point B, ci-dessous).

B. Les comptes de produits, dont le principal est le **compte 757**, qui retrace la subvention d'équilibre :

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La comptabilisation de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice. En effet, aucun résultat (excédent ou perte) ne doit être dégagé par le budget annexe. A noter qu'en fin de programme, les reprises sur provisions peuvent se révéler importantes, alors que les dépenses subventionnées se réduisent, conduisant à la constatation d'une charge d'équilibre (demande de paiement comptable comptabilisée sur le compte 658 8) en lieu et place de la subvention d'équilibre pour rendre nul le résultat de l'exercice.

Au besoin, d'autres comptes de produits sont utilisés, notamment au titre des pénalités sur marchés.

C. Le compte de trésorerie

Le compte de trésorerie utilisé est le compte 515 200, compte de trésorerie spécifique qui fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU.

D. Les comptes de tiers « fournisseurs » et « clients »

Ces comptes sont mouvementés en contrepartie pour la comptabilisation des opérations.

Les comptes de tiers et financiers sont tenus par le pôle comptable de la direction financière de l'ANRU.

E. Les comptes de provision

Le compte 157 « Provisions pour charges » correspond aux charges prévisibles : il traduit les restes à payer sur les opérations ayant fait l'objet d'un engagement juridique (conventions pluriannuelles signées). Chaque année, une écriture est passée afin d'ajuster la constitution de la dotation aux provisions qui représente le solde entre les engagements juridiques conclus en fin d'année et les dépenses ayant eu lieu au cours de l'exercice.

Le compte 158 « Autres provisions pour charges » permet d'enregistrer notamment les recettes consécutives aux pénalités sur marchés pour les internats d'Etat, jusqu'au solde de la convention.

2. Programme en co-investissement « Ville durable et solidaire -Axe 2 »

Les principes de comptabilisation sont identiques à ceux qui prévalent pour les autres programmes d'Investissements d'Avenir suivis sous forme de budgets annexes.

2.1. Opérations de la comptabilité du budget général de l'ANRU

Conformément à la convention du 12 décembre 2014 modifiée entre l'Etat et l'ANRU (article 3.5), les financements PIA, ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux, sont enregistrés dans la comptabilité de l'ANRU dans les comptes de tiers et de trésorerie suivants :

- compte de trésorerie 515 200, de manière à assurer une étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- compte de tiers 448 696, pour le budget Ville Durable (Axe 2).

Les mouvements opérés sur ces comptes sont identiques à ceux des autres programmes d'Investissements d'Avenir de subventionnement.

2.2. Opérations de la comptabilité du « budget annexe »

La mise en œuvre de cette action repose, comme pour les autres actions PIA, sur la mise en place d'un budget annexe spécifique.

La comptabilité du budget annexe est tenue dans un progiciel et comprend une nomenclature budgétaire et comptable partiellement commune aux autres actions PIA.

A. Charges

1°) Les charges sont constituées principalement du **compte 622**, qui retrace les frais d'actes et les coûts de gestion engagés par l'ANRU pour la mise en œuvre du programme d'Investissements d'Avenir.

La convention financière du 14/01/2015, modifiée par l'avenant du 21 décembre 2018 puis par avenant du 21 mai 2021 entre l'Etat et l'ANRU, précise l'organisation et les moyens prévus pour la réalisation des actions confiées à l'opérateur. Les frais avancés par l'ANRU lui sont remboursés à prix coûtant, après validation par le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI) par prélèvement sur l'enveloppe des ressources attribuées au titre des investissements d'avenir.

Ces coûts de gestion concernent :

- les frais de personnel
- les dépenses de frais de sélection des projets et de gestion des participations
- les dépenses de prospection

- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA
- les dépenses de communication directement liées aux PIA
- les dépenses d'expertise et d'audits externes
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure)

A la différence des programmes de subventions, le principe est la prise en charge des dépenses de personnel par le budget du PIA.

2) Le **compte 661** enregistre les produits financiers provenant des revenus des participations reversés au budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

3) Le **compte 668** enregistre les produits financiers provenant des remboursements en capital et comptes courants d'associés, reversés budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée.

4) Le **compte 67183** enregistre les produits exceptionnels, dédié au reversement des comptes courants d'associés lors de la liquidation, et reversés au budget général de l'Etat (en 2022, tel est le cas du compte courant de la SCI RSS Invest Calais).

5) Le **compte 6756** « immobilisations financières » enregistre le reversement au budget général de l'Etat, des titres de participations cédés, en 2022 ceux de la SCI Oslo Le Castel.

B. Produits

1°) Le **compte 757** retrace la subvention d'équilibre.

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La prise en charge de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice : aucun résultat (excédent ou perte) ne doit en effet être dégagé par le budget annexe.

2°) Le **compte 761** enregistre les produits financiers perçus au titre des participations.

3°) Le **compte 768** comptabilise les intérêts des comptes courants d'associés. Leur montant est vérifié en réciprocité avec les intérêts enregistrés au bénéfice de l'ANRU dans les comptes financiers de chaque société détenue. Ce compte a pour contrepartie le compte 455 8.

C. Comptes d'immobilisations financières et fonds propres

1°) Le **compte 261** comptabilise les prises de participation, pour le compte de l'Etat, correspondant à l'achat de titres ou la souscription de capital dans une ou plusieurs sociétés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets au titre de chaque décision d'investissement du Premier Ministre.

2°) Le **compte 104 « financements rattachés à des actifs »** retrace la subvention d'investissement pour le montant des immobilisations financières réalisées pour le compte de l'Etat.

D. Compte de trésorerie

Le **compte 515 200** ouvert dans le budget annexe fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU, et représente la situation de la trésorerie sur le compte courant au trésor.

E. Des comptes de tiers « associés »

1°) Le **compte 455 1** enregistre les créances rattachées à des prises de participation. Il comptabilise les apports sous forme de comptes courants d'associés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets.

2°) Le **compte 455 8** comptabilise les créances relatives aux intérêts des comptes courants d'associés détenues dans les sociétés.

Les autres comptes de tiers assurent la contrepartie de l'enregistrement des opérations, et sont tenus par le pôle PIA de la direction financière de l'ANRU.

3. Programme Quartiers Fertiles

3.1. Financement PIA

La lettre du SGPI du 21/02/2020, à la suite du lancement le 24/01/20 de l'appel à projet « Agriculture urbaine », acte la mobilisation d'une enveloppe de 10M€ de crédits du PIA, imputée en partie sur les reliquats de l'enveloppe « VDS », et sur l'enveloppe « ANRU », pour le financement de ces projets « Quartiers Fertiles »

Le budget annexe crée sur SPP, pour suivre les dépenses des projets Quartiers fertiles financés par cette enveloppe PIA, respecte les mêmes principes comptables que les autres budgets annexes en subvention, à la différence des comptes ci-dessous, qui diffèrent légèrement :

- Le compte de tiers 448, subdivisé par programme est le 448 695. Ce compte a été mouvementé du montant des trois décisions Premier Ministre reçues pour les trois premières tranches de sélection :
 - N°2020-VDS-08 du 21/12/20 pour 2 282 451€ pour 8 projets ;
 - N°2021-VDS-02 du 15/06/21 pour 4 194 425€ pour 11 projets ;
 - N°2022-VDS-01 du 25/01/22 pour 3 262 550 pour 16 projets.
- Ces montants ont été sortis de la comptabilité du budget annexe VDS Axe 1 suivi sur CERIG.
- Le compte 658 650 pour les dépenses de subventions QF
- Le compte 741 200 qui retrace la subvention d'équilibre
- Le compte de provisions est le 157 004, et celui pour provisions pour charges est le 681 505

3.2. Financement Plan de relance

La convention-cadre portant soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ANRU dans le cadre de l'opération de développement de l'agriculture urbaine « Les Quartiers Fertiles » du 5/01/2021, et la convention financière relative à la mise en œuvre des crédits du plan de relance réservés aux projets d'agriculture urbaine dans le cadre de l'appel à projet « Les Quartiers Fertiles » du 09/04/2021, prévoient l'affectation d'une enveloppe de 13M€ du Plan France Relance pour le financement des projets Quartiers Fertiles.

Les dépenses des projets Quartiers Fertiles financés par le Plan de Relance sont comptabilisées comme les autres dépenses d'intervention de rénovation urbaine, sur le budget général de l'ANRU.

Une première tranche de 7M€ a été versée sur le budget général de l'ANRU. Les deux autres tranches, de 3M€ chacune, seront versées en fonction de l'avancement du programme.

La convention financière a fait l'objet d'un avenant signé en date du 22 décembre 2022, prolongeant la date de fin des paiements jusqu'au 30 juin 2024 et la fin de la convention au 31 décembre 2024.

ANNEXE 2 : Exécution des budgets annexes (Investissements d'avenir et Urbact Aston)

1. Les programmes d'investissements d'avenir

1.1. Internats d'excellence et d'égalité des chances (Programme 324) / Internats de la réussite (Programme 408)

La loi de finances rectificative n°2010-237 du 9 mars 2010 a créé le programme 324 « Internats d'excellence et égalité des chances » et la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a créé le programme 408 « Internats de la réussite ».

La convention Etat / ANRU modifiée du 20/10/2010 citée plus haut, identifie trois actions :

- l'action n°1 concerne les internats d'excellence (IE) ; elle est dotée initialement de 352 millions d'euros, déduction faite des 48 millions d'euros relatifs à la tranche 2010 des douze premiers internats d'excellence financés à 100% par l'Etat ;
- l'action n°2 porte sur le développement de la culture scientifique, technique et industrielle au titre de l'égalité des chances (CSTI) ; elle est dotée initialement de 100 millions d'euros ;
- l'action n°3 enfin concerne les internats de la réussite (IR) et se trouve dotée initialement de 138 millions d'euros. Elle a vocation à prolonger l'effort entrepris par le programme 324 en matière d'augmentation et de structuration de l'offre d'internats.

Le programme des internats s'appuie sur un réseau de représentants locaux :

- préfets de région pour les opérations à maîtrise d'ouvrage collectivités ;
- recteurs d'académie (ou le Haut-Commissaire de la République pour la Polynésie et sous réserve de modalités autres en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage) pour les opérations à maîtrise d'ouvrage d'Etat .

En revanche, les projets de CSTI restent centralisés.

1.1.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2010) au 31/12/2022

• Dépenses d'intervention

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions se décompose comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DS)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2022	Paielements au 31/12/2022	Pourcentage paielements /DC
IE (P324)	352 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2017-INEE-05 du 27/11/2017	9 000 000,00	361 000 000,00	270 257 204,71	74,86%
CSTI (P324)	100 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2016-IEED-04 du 22/11/2016 Décision SGPI (ex-CGI) 2017-IEEC-01 du 23/02/2017	- 8 900 000,00	91 100 000,00	83 061 319,68	91,18%
IR (P408)	138 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2015-IEEC-09 du 5/11/2015 Décision SGPI (ex-CGI) 2016-IR-11 du 22/11/2016	- 124 000 000,00	14 000 000,00	7 008 038,89	50,06%
TOTAL	590 000 000,00		- 123 900 000,00	466 100 000,00	360 326 563,28	77,31%

• Dépenses de coûts de gestion :

Pour mémoire, antérieurement aux règles définies par la convention financière du 14/01/2015, les dépenses connexes ont été directement prises en charge sur le budget annexe de 2010 à 2014 :

Dépenses connexes	Dépenses	Contribution s externes
Assistance à maîtrise d'ouvrage	289 463	
Dépenses diverses (publications, formation...)	215 604	
Financement événement CSTI du 14/11/2013	59 846	59 846
TOTAL	505 067	

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour la réalisation du programme et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2010-2021 validé par le SGPI	2 507 068,25
2022 en attente de validation du SGPI	56 485,90
TOTAL	2 563 554,15

- **Dépenses d'évaluation**

Les dépenses cumulées d'évaluation s'élèvent à **585 240,19 €** fin 2022.

1.1.2 Exécution annuelle du budget 2022

Compte de résultat au 31.12.2022

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Fonctionnement	56 486	101 059	182 117	Subventions Etat/SGPI	2 625 744	8 613 745	0
Evaluation	32 091	0	0	Pénalités sur marchés		0	44 547
Subventions IE	12 916 770	15 979 214	8 809 429	Autres produits			0
Subventions IR	0	760 000	2 295 000				
Subventions CSTI	1 719 828	5 388 437	3 561 631	Reprise sur provision pour charges	12 087 431	13 614 966	16 738 478
Diverses autres charges				Reprise sur provisions exceptionnelles	12 000	0	0
Dotations aux provisions pénalités		0	44 547				
Charge d'équilibre		0	1 890 301				
Total charges	14 725 175	22 228 711	16 783 025	Total produits	14 725 175	22 228 711	16 783 025
Le résultat de l'exercice 2022 est nul							

Bilan au 31.12.2022

Actif				Passif			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Créances d'exploitation, dont :				Provisions pour charges	87 000 641	99 088 073	112 703 039
	102 214 893	118 920 219	139 516 851	Autres provisions	44 547	56 547	56 547
Avances			1 687	Dettes d'exploitation dont:	15 169 705	19 775 599	26 757 266
Disponibilités	102 214 893	118 920 219	139 515 164	Subventions	14 625 508	17 251 252	25 864 997
				Coût de gestion	56 486	101 059	182 117
				Retenues de garantie	26 832	26 832	26 832
				Virement à réimputer	-	-	-
				Créance à rembourser	-	-	683 320
				CAP subvention à payer	460 879	2 396 456	-
Total	102 214 893	118 920 219	139 516 851	Total	102 214 893	118 920 219	139 516 851

1.1.3 Description des comptes

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2022 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 14,7 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement, des subventions accordées et des frais d'évaluation.

Les dépenses de subventions s'établissent en 2022 à 12,9 M€ pour les IE et 1,7 M€ pour la CSTI, soit un total de 14,6 M€ marquant une baisse par rapport à 2021 (22,1 M€). Cette baisse est notamment due à la baisse des dépenses sur le programme CSTI ; programme arrivant à sa fin avec seulement 2 projets restants à solder (sur 44). Le programme d'Internats voit également certains de ses projets se solder (32 projets d'internat d'excellence et un d'internat de la réussite sont encore en cours sur respectivement 101 et 9 projets). Pour les internats, les paiements sont versés soit au maître d'ouvrage pour les opérations à maîtrise d'ouvrage assurées par des collectivités territoriales (conseil départemental, conseil régional...), soit directement aux fournisseurs titulaires de marchés publics pour les opérations à maîtrise d'ouvrage Etat. Pour la CSTI, les porteurs de projet sont bénéficiaires de la subvention.

Les coûts de gestion se sont élevés à 56,5 K€, à rembourser au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

Les **dépenses d'évaluation** se sont élevées à 32 K€ en 2022.

La charge d'équilibre permet de ramener le résultat à zéro conformément au principe comptable du budget annexe.

b) Les produits

La reprise sur provisions pour charge s'élève à 12,1 M€.

Une reprise exceptionnelle sur autres provisions pour charge de 12 K€ a été effectuée pour constater les recettes consécutives aux pénalités sur un marché lié à l'internat de Lourcine, à maîtrise d'ouvrage Etat, internat qui s'est soldé cette année. Il est en effet décidé de reprendre les provisions des événements devenus sans objet, soit les provisions comptabilisées au titre des pénalités retenues sur le programme IE pour les marchés soldés, et dont la convention est arrivée à échéance.

2°) Le bilan s'équilibre à 102,2 M€.

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (102,2 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution des programmes 324 et 408. **Aucune avance** sur marchés à maîtrise d'ouvrage Etat ne reste à récupérer à la fin d'année 2022.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 87 M€ et des **dettes d'exploitation (15,2M€)**. Les dettes d'exploitation comprennent les subventions restant à engager pour 14,7 M€, les coûts de gestion 2022 à rembourser au budget général de l'ANRU (56,5 K€), et les retenues de garantie sur les marchés d'IE à maîtrise d'ouvrage Etat (Dembéni – 26,8 K€). Sont également maintenus dans les charges à payer, un montant de 460 K€ comptabilisé en 2021, pour des dossiers de demande de paiement pour des internats d'excellence reçus signés avant la clôture, mais qui n'ont pu être mis en paiement, faute de justificatifs suffisants.

1.2. Projets innovants en faveur de la jeunesse (Programme 411)

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 a créé le programme 411 « Projets innovants en faveur de la jeunesse » au sein de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Ce programme était initialement doté de 84 millions d'euros dont 54 millions d'euros consacrés à l'appel à projet « Projet innovants en faveur de la jeunesse ».

L'arrêté du 8 juillet 2021 relatif à l'approbation de cahier des charges de l'appel à projet « Boussole » ainsi que le règlement général financier relatif au programme d'investissements d'avenir « Projets innovants en faveur de la jeunesse » - Expérimentation de la boussole des jeunes ont été adoptés en 2021, pour l'utilisation des reliquats du programme. En 2022, trois vagues de sélection ont eu lieu, permettant de sélectionner 38 projets pour un montant total de 1,8 M€. Aucun décaissement n'a encore eu lieu sur ce programme.

1.2.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulé (depuis exercice 2015) au 31/12/22

• Dépenses d'intervention

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2022	Paielements au 31/12/2022	Pourcentage paiements /DC
Projets Jeunesse	84 000 000	Décision SGPI (ex-CGI) 401/CGI/TF/FB du 23/07/15	- 10 000 000,00	54 000 000	39 813 054	73,73%
		Décision SGPI (ex-CGI) 705/CGI/TF/FB du 21/12/15	- 5 000 000			
		Décision SGPI (ex-CGI) 348/CGI/TF/FB du 26/07/16	- 15 000 000			
		Décision SGPI (ex-CGI) n°2016-ALT-04 du 22/11/2016 Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	10 000 000			
		Courrier SGPI (ex-CGI) n°079/CGI/TF/EBE/AW du 24/02/2017 Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	- 10 000 000			

• Dépenses de coûts de gestion

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputées sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2015-2021 validé par le SGPI	471 134,96
2022 en attente validation SGPI	68 894,50
TOTAL	540 029,46

• Dépenses d'évaluation

Les dépenses d'évaluation, en application de l'article 5.1 de la convention Etat / ANRU, s'élèvent au 31/12/2022 à 255 670,07 €. **La dépense de l'exercice est de 44 434,21 €.**

1.2.2 Exécution annuelle du budget 2022

Compte de résultat au 31.12.2022

Charges				Produits			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Fonctionnement	68 895 €	83 665 €	121 885 €	Subventions Etat / SGPI		- €	- €
Evaluation jeunesse	44 434 €	56 881 €	39 943 €	Reprise sur provision	5 511 590 €	9 321 212 €	12 290 288 €
Subventions jeunesse	5 811 936 €	8 497 138 €	9 152 881 €	Autres produits	54 593 €	24 337 €	- €
Charge d'équilibre		707 865 €	2 975 579 €	Subvention Etat-équilibre	359 081 €		
Total Charges	5 925 265 €	9 345 549 €	12 290 288 €	Total produits	5 925 265 €	9 345 549 €	12 290 288 €

Le résultat de l'exercice 2022 est nul

Bilan au 31.12.2022

Actif				Passif			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Créances d'exploitation	- €	- €	- €	Provisions pour charges	8 658 008 €	14 169 598 €	23 490 810 €
Disponibilités	13 460 141 €	19 345 583 €	27 997 149 €	Dettes d'exploitation dont:	4 802 133 €	5 175 985 €	4 506 340 €
				Subventions	4 733 239 €	5 092 320 €	4 384 455 €
				Coût de gestion	68 895 €	83 665 €	121 885 €
Total	13 460 141 €	19 345 583 €	27 997 149 €	Total	13 460 141 €	19 345 583 €	27 997 149 €

1.2.3 Description des comptes

1°) Le compte de résultat fait apparaître pour 2022 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 5,9 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement (coûts de gestion de l'année 2022) et des subventions du programme Jeunesse.

Les dépenses de subventions s'établissent à 5,8 M€ en 2022, en baisse par rapport aux dépenses de 2021 (8,5 M€) et de 2020 (9,2M€), traduisant l'avancement du programme, ainsi 9 projets sont encore en cours d'exécution sur les 16.

Les coûts de gestion s'élèvent à 68,9 K€, en baisse par rapport à 2021 (83,7K€).

Des dépenses d'évaluation des projets en 2022 ont été comptabilisées pour 44,4 K€.

La subvention d'équilibre permet de ramener le résultat à zéro conformément aux principes comptables du budget annexe.

b) Les produits sont constitués par **une reprise sur provisions** qui s'élève à 5,5 M€, correspondant à une diminution des engagements pris au fur et à mesure de la réalisation des opérations, et de leur règlement.

2°) Le bilan s'équilibre à 13,5 M€.

a) L'actif est constitué des **disponibilités (13,5 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 411.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 8,7 M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (4,8 M€) et des coûts de gestion 2022 à rembourser au budget général de l'ANRU (68,9 K€).

1.3. Programme Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain (P414 - Axe 1)

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 prévoit la mise en œuvre de l'action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » du programme 414 « Ville et territoires durables ».

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée par avenant n°1 du 15 septembre 2017 et n°2 du 24 décembre 2020, organise la mise en œuvre de l'axe 1 (Subvention) doté de 71 millions d'euros consacrés à « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.

Les subventions sont accordées sur la base de trois appels à manifestations d'intérêt (AMI) ou appels à projets :

- « Ville durable et solidaire » (VDS), lancé le 7 avril 2015 :

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît deux phases successives, qui se traduisent par la conclusion d'une convention attributive de subvention avec les différents maîtres d'ouvrage bénéficiaires du projet :

- une phase de maturation du projet ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet.

Le programme VDS s'appuie sur un réseau de représentants locaux, les préfets de départements

- « ANRU + », lancé le 22 mars 2017 :

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît, lui aussi, deux phases successives :

- une phase de maturation du projet qui donne lieu à la conclusion d'une convention attributive de subvention avec chaque bénéficiaire ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet. Par différence avec l'AMI du 7 avril 2015, **l'ANRU intervient en contribution de la Caisse des Dépôts et Consignations**, opérateur du volet « Territoires d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA) de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » du PIA 3 (loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2017). Ce volet relatif aux quartiers en renouvellement urbain mobilise une enveloppe de 50 millions d'euros de subventions pour la mise en œuvre d'innovations urbaines et sociales dans les quartiers d'intérêt national du NPNRU, en application de la convention du 10 mai 2017 conclue entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations.

L'avenant du 21 décembre 2018 à la convention financière du 14 janvier 2015 entre l'Etat et l'ANRU et le protocole d'accord entre la Caisse des dépôts et l'ANRU du 13 décembre 2018 précisent la contribution de l'ANRU au volet TIGA et les modalités de remboursement des frais supportés. Les coûts de gestion engagés par l'ANRU doivent être validés par le SGPI. Un titre de perception de 560 567,73 € a été émis fin 2022 à l'encontre de la CDC pour couverture des frais de personnel et de gestion.

- « Quartiers fertiles », lancé le 24 janvier 2020 :

- Cet appel à projet, suivi sur un budget annexe sous SSP, est décrit dans le paragraphe 1.2 de cette annexe.

1.3.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2022

- **Dépenses d'intervention**

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits (DC) initiale	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/22	Paiements au 31/12/2022	Pourcentage paiements /DC
VDS phase de maturation	71 000 000,00	Décisions PM n°2020-VDS-08 , n°21-VDS-02 et 2022-VDS-01 de sélection de (8+11+16) 35 projets QF sur 3 tranches	- 9 739 426,00	61 260 574,00	1 890 234,66	14,46%
VDS phase opérationnelle					5 847 382,33	
ANRU+ phase de maturation					1 118 007,78	
Total Projets	71 000 000,00		- 9 739 426,00	61 260 574,00	8 855 624,77	14,46%

• Dépenses de coûts de gestion

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €	Coûts de gestion stricts	Actions coordonnées
SOUS-TOTAL 2015-2021 validé par le SGPI	2 870 240,92	2 406 474,92	463 766,00
2022 en attente validation du SGPI	162 250,58	162 250,58	
TOTAL	3 032 491,50	2 568 725,50	463 766,00

1.3.2 Exécution annuelle du budget 2022

Compte de résultat au 31.12.2022

Charges				Produits			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Fonctionnement	162 251 €	356 709 €	451 236 €	Subventions Etat / SGPI	8 298 288 €	17 124 965 €	8 537 449 €
Subventions Ville durable	1 406 348 €	2 252 583 €	1 370 554 €	Reprise sur provisions			
Subventions ANRU+	14 381 €	65 133 €	637 675 €	Autres produits			98 537 €
Dotations aux provisions pour charges	6 715 309 €	14 450 540 €	6 176 521 €				
Total charges	8 298 288 €	17 124 965 €	8 635 986 €	Total produits	8 298 288 €	17 124 965 €	8 635 986 €

Bilan au 31.12.2022

Actif				Passif			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Créances d'exploitation				Provisions pour charges	34 214 972 €	27 499 663 €	13 049 122 €
Disponibilités	49 570 785 €	55 272 814 €	63 820 523 €	Dettes d'exploitation dont:	15 355 813 €	27 773 151 €	50 771 401 €
				Subventions	15 157 486 €	26 718 324 €	50 320 165 €
				Coûts de gestion	162 251 €	356 709 €	451 236 €
				CAP subvention	- €	698 118 €	- €
				Virement à réimputer	36 077 €		
Total	49 570 785 €	55 272 814 €	63 820 523 €	Total	49 570 785 €	55 272 814 €	63 820 523 €

1.3.3 Description des comptes

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement (**coûts de gestion** de l'année 2022), et des **subventions Ville durable et solidaire et ANRU+**.

La baisse des dépenses de subventions s'explique par :

- L'atteinte de la phase de maturité du programme « ANRU+ », et de tous ses projets à la fin de l'année 2022 (14,4 K€ en 2022, contre 65,1 K€ en 2021 et 638 K€ en 2020). Pour sa part, le programme « ANRU+ / Territoires d'innovation », suivi et comptabilisé par la Caisse des Dépôts et Consignations, opérateur de ce programme, commence sa mise en œuvre.
- Les plus faibles dépenses qu'attendues sur le programme VDS Axe1, en phase de développement, avec la signature de plusieurs conventions attributives de subvention en 2022. Les dépenses sur ce programme sont de 1,4M€ en 2022, contre 2,3 M€ en 2021 (et 1,4 M€ en 2020).

Les coûts de gestion s'établissent à 162,3 K€ en 2022, en baisse par rapport aux deux années précédentes.

Une dotation aux provisions pour 6,7 M€ a été constituée, traduisant le déploiement du programme par la contractualisation de nouveaux engagements.

b) Les produits comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme, qui s'établit à 8,3 M€.

Le bilan s'équilibre à 49,6 M€ :

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (49,6 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 1 .

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 34,2 M€, et de **dettes d'exploitation**, composées des subventions restant à engager (15,2 M€), des coûts de gestion 2022 à rembourser au budget général de l'ANRU (162,3 K€) ainsi que d'un virement à réimputer pour 36 K€.

Les charges à payer sur subventions comptabilisées en 2021 ont été soldées courant 2022.

1.4. PIA : interventions en fonds-propres et quasi-fonds propres

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée confie la mise en œuvre de l'axe 2, dédié à l'apport en fonds propres ou en quasi-fonds propres sous la forme de prises de participations minoritaires ou d'avances en comptes courants d'associés (article 3.6.1 de la convention Etat / ANRU), doté initialement de 250 M€ consacrés à la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.

La dotation initiale pour les fonds propres a été ramenée à 130 millions d'euros, après les décisions de redéploiement du SGPI de 50 millions d'euros du 23 septembre 2016 et 70 millions d'euros du 20 novembre 2020.

Un budget annexe spécifique pour le suivi du co-investissement est mis en place.

1.4.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2022

1- Dépenses de prises de participation

Les crédits engagés reposent sur les décisions du Premier Ministre et se synthétisent comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2022	Paielements au titre des participations 31/12/2022	Pourcentage paiements /DC
Projets	250 000 000	Décision 2016-VDS-03 du 23/09/16	- 50 000 000	130 000 000	42 687 043,89	32,84%
		Décision 2020-R-VDS-01 du 20/11/19	- 70 000 000			
TOTAL			- 120 000 000	130 000 000	42 687 043.89	32.84%

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
Sous-total 2015 – 2021 validé par le SGPI	6 008 180,71
2022 en attente validation SGPI	1 638 694,35
TOTAL	7 646 875,06

Les frais d'actes cumulés au 31/12/2022 s'élèvent à 10 800 € (SCI RSS Calais). 1 073,18 € ont été reversés en 2020. Des frais bancaires pour l'émission de Virements Grands montants ont été comptabilisés pour 4,4 € en 2022, soit un total de 11 € depuis le début du programme.

2- Produit des participations

Les revenus des participations provenant de la distribution du résultat des sociétés ont été de 1,1 M€ en 2022 (contre 62K€ en 2021 et 401,1 K€ en 2020). Des avances en compte courant d'associés ont été remboursées pour un montant de 280,3 K€ en 2022, auxquels s'ajoutent le versement de 11,2 K€ d'intérêts capitalisés. S'agissant des SCI liquidées, le montant total reversé de 44,2 K€, et concerne les résultats de liquidation, dont un boni de 363 €.

Le produit de ces participations encaissé en 2022 a été reversé au budget général de l'Etat en janvier 2023, pour un total de 1 464,4 K€. Le cumul des versements depuis le début du programme s'élève ainsi à 5 448 K€.

A noter que les intérêts capitalisés, non perçus, constituent une créance cumulée dans les comptes du budget annexe qui s'établit à 765,5 K€ au 31/12/2022.

1.4.2 Créance de restitution au 31 décembre 2022 :

En €

Nature des opérations	Décaissements	Encaissements	Créance de restitution = solde du compte 515 200
Allocation de crédits		130 000 000,00	
Prises de participations	42 676 243,89	3 756 387,63	
<i>Dont capital</i>	<i>9 395 436,00</i>	<i>338 045,62</i>	<i>9 057 390,38</i>
<i>Dont Avances en Comptes Courants</i>	<i>33 280 807,89</i>	<i>3 418 342,01</i>	<i>29 862 465,88</i>
Intérêts capitalisés CCA		81 840,37	
Frais d'actes	10 800,00	1 073,18	
Frais bancaires - VGM	11,00		
Frais de gestion	6 008 180,80		
Distribution du résultat - Dividendes		1 608 713,91	
Remboursement des produits au budget général	3 983 638,07		
Total	52 678 873,76	135 448 015,09	82 769 141,33

1.4.3 Situation des participations au 31/12/2022

Pour le compte de l'Etat, l'ANRU a engagé des participations dans 14 sociétés, dont deux ont été liquidées durant l'année 2022. Le tableau ci-dessous retranscrit le détail :

Sociétés	Décisions Premier Ministre	Fonds engagés	Participations ANRU	Nombre de parts souscrites	% participation	Fonds versés de 2017 à 2021		Fonds versés en 2022		Fonds versés 2017-2022	Remboursements 2020-21	Remboursement s en 2022	Résultat de liquidation en 2022	TOTAL remboursé 2020- 2022	Total Intérêts capitalisés reçus	Total Dividendes reçus	Retour Etat > Prise de participation
SCI RSS Invest-Calais	2017-VDS-07	1 355 000 (dont 10 800 de frais d'actes)	TP	16 312	22,49%	326 241,00	1 315 760,76			326 241,00	293 616,00	32 623,55	1,45	326 241,00	35 268,97	373 038,57	1 714 130,11
			CCA			978 719,76				978 719,76	978 719,76	-	211,37	978 508,39			
	2017-VDS-20		Frais d'actes			10 800,00				10 800,00	1 073,18			1 073,18			
SAS Lillénium Europe	2017-VDS-06	12 300 000	TP	1 022 500	20,45%	1 022 500,00	12 065 500,00			1 022 500,00	-			-			
	2017-VDS-20		CCA			11 043 000,00				11 043 000,00	-			-			
SCI RT Marseille Le Castel	2017-VDS-08	1 470 000	TP	2 450	24,50%	735 000,00	1 470 000,00			735 000,00	-			-			
	2017-VDS-10 2018-VDS-01		CCA			735 000,00				735 000,00	-			-			
SCI Oslo Le Castel	2017-VDS-09	2 415 000	TP	150	15,00%	15 000,00	2 174 342,25			15 000,00	-	15 000,00	- 3 193,93	11 806,07	35 343,10	1 195 591,02	3 402 082,44
	2017-VDS-11		CCA			2 159 342,25				2 159 342,25	2 159 342,25			2 159 342,25			
SAS BERENICE RACINE	2018-VDS-02	600 000	TP	245	24,50%	245 000,00	583 290,00			245 000,00	-			-			
			CCA			338 290,00				338 290,00	-			-			
SCI Sport Hostel UCPA Paris 19	2019-VDS-10	7 200 000	TP	300	30,00%	300,00	7 200 000,00			300,00	-			-			
			CCA			7 199 700,00				7 199 700,00	-			-			
SCI Basilique	2019-VDS-09	3 300 000	TP	49	24,50%	245,00	1 656 826,00			245,00	-			-			
			CCA			1 656 581,00				1 656 581,00	-			-			
SAS Kaléidoscoop	2019-VDS-18	450 000	TP	245	24,50%	367 500,00	367 500,00			367 500,00	-			-			
			CCA			-				-	-			-			
SCI Varsovie smartsea	2020-VDS-01	9 440 000	TP	1 400	35,00%	1 400 000,00	7 036 372,88	840 000,00	2 480 477,00	2 240 000,00	-			-	11 228,30	40 295,69	51 523,99
			CCA			5 636 372,88		1 640 477,00		7 276 849,88	-			-			
SCI Wikivillage	2021-VDS-04	2 800 000	TP	7 399	24,50%	1 431 160,00	2 174 342,25			1 431 160,00	-			-			
			CCA			1 078 000,00				1 078 000,00	-			-			
SCI AA&Co	2021-VDS-05	9 800 000	TP	98	49,00%	24 500,00	24 500,00	1 445 500,00	1 725 780,00	1 470 000,00	-			-			280 280,00
			CCA			-		280 280,00		280 280,00	-	280 280,00		280 280,00			
SCI L'Epopée Marseille	2021-VDS-06	1 654 000	TP	112 930	23,25%	1 129 300,00	1 411 625,00			1 129 300,00	-			-			
			CCA			282 325,00				282 325,00	-			-			
SAS Foncière d'investissement Ile de Saint Denis	2021-VDS-01	9 800 000	TP	98 000	49,00%	98 000,00	98 000,00			98 000,00	-			-			
			CCA			-				-	-			-			
SCI Immo 15	2022-VDS-06	600 000	TP	315 190	49,00%	-		315 190,00	567 910,00	315 190,00	-			-			
			CCA			-		252 720,00		252 720,00	-			-			
TOTAL			Titres de participation			6 794 746,00	37 912 876,89	2 600 690,00		9 395 436,00	293 616,00	47 623,55		338 047,07	81 840,37	1 608 925,28	5 448 016,54
			Créances compte courant			31 107 330,89		2 173 477,00		33 280 807,89	3 138 062,01	280 280,00		3 418 130,64			
			Frais d'actes			10 800,00				10 800,00	1 073,18			1 073,18			
	14	63 184 000		1 577 268		37 912 876,89	37 912 876,89	4 774 167,00	4 774 167,00	42 687 043,89	3 432 751,19	327 903,55		3 757 250,89	81 840,37	1 608 925,28	5 448 016,54

1.4.4 Exécution annuelle du budget 2022

Compte de résultat au 31/12/2022							
CHARGES				Produits			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Fonctionnement	1 638 694 €	1 575 652 €	1 014 355 €	Subventions Etat / SGPI	1 725 352 €	3 271 208 €	2 398 957 €
Frais d'acte / bancaires	7 316 €	7 €	- €	Autres produits divers	12 169 €	- €	1 073 €
Produits financiers reversés au BG Etat	1 464 377 €	1 986 643 €	1 979 738 €	Revenu des titres de participation	1 128 650 €	61 957 €	401 060 €
Immobilisations financières	15 000 €	- €	- €	Intérêts capitalisés	259 216 €	229 137 €	193 003 €
Total charges	3 125 388 €	3 562 302 €	2 994 093 €	Total produits	3 125 388 €	3 562 302 €	2 994 093 €

Le résultat de l'exercice 2022 est nul

Bilan au 31/12/2022							
Actif				Passif			
Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Poste	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Immobilisations financières dont:	9 054 195 €	6 501 130 €	3 818 170 €	Fonds propres: Financement IA	9 054 195 €	6 501 130 €	3 818 170 €
Titres de participation	6 333 495 €	4 536 430 €		Dettes d'exploitation dont:	111 932 693 €	116 148 069 €	121 540 939 €
Prime d'émission	2 720 700 €	1 964 700 €		Subvention	110 293 999 €	114 572 416 €	120 526 584 €
Créances d'exploitation dont:	30 627 929 €	28 493 481 €	22 887 084 €	Coût de gestion	1 638 694 €	1 575 653 €	1 014 355 €
Avances en comptes courants d'associés	29 862 466 €	27 969 269 €	22 556 666 €	Autres charges à payer	1 464 377 €		
Autres créances-intérêts capitalisés	765 459 €	524 212 €	330 417 €				
Disponibilités	82 769 141 €	87 654 588 €	98 653 855 €				
Total	122 451 266 €	122 649 199 €	125 359 109 €	Total	122 451 266 €	122 649 199 €	125 359 109 €

1.4.5 Description des comptes

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2022 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 3,13 M€.

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité des comptabilités prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) **Les charges** sont constituées des dépenses de fonctionnement du fonds de co-investissement, et du reversement au budget général de l'Etat du produit des participations (conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

- **Les frais de personnel et de gestion** de l'année 2022 se sont élevés à 1,64 M€, en augmentation par rapport à 2021, en raison de la hausse des ETP dédiés à ce programme (1,58 M€). Ces dépenses sont comptabilisées en charges à payer, et seront remboursées au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

- **Les produits des participations constatés en 2022 ont été reversés au budget général de l'Etat.**

Les comptes de charges mouvementés diffèrent selon la nature des produits encaissés :

- **Intérêts des dettes rattachées à des participations** en ce qui concerne les distributions des résultats des sociétés SCI Oslo Le Castel et SCI Varsovie Smartsea pour un montant total de 1,1 M€ ;
- **Autres charges financières** en ce qui concerne les remboursements en capital et avances en comptes courant, y compris les versements des intérêts capitalisés.
 - Les associés de la SCI Oslo le Castel ont procédé au remboursement du résultat de liquidation au prorata des parts de chaque associé faisant suite à la décision de la liquidation de la SCI du 14 novembre 2022. Ainsi, l'ANRU s'est vu restituer d'un montant de 11 806,07 € sur un capital initialement investi de 15 000 € ;
 - Les associés de la SCI RSS Invest Calais ont décidé, à la suite de la dissolution de la société, du remboursement des apports de chaque associé, d'un montant de 32 412,18€

pour l'ANRU, comprenant le remboursement du capital, un boni de liquidation et diminuer du solde créditeur du compte courant.

- Les associés de la SCI Varsovie Smartsea ont décidé du versement des intérêts capitalisés d'un montant de 11,2 K€ pour l'ANRU.
- Les associés de la SCI AA&Co ont remboursé les avances en comptes courant versées en juin 2022, et restituées en octobre 2022, pour 280 K€ pour l'ANRU. L'avance visait à financer la TVA en vue de l'acquisition d'actifs immobiliers.

b) Les produits comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme et les produits financiers.

La **subvention de l'Etat** s'établit à 1 725 K€.

Les **produits financiers** comptabilisés en 2022 sont de deux ordres :

- **les revenus des titres de participation** : comme détaillé ci-avant, l'ANRU a encaissé 1 128 650,47 € issus des prises de participation dans la SCI Oslo Le Castel (1 088 354,78€) et la SCI Varsovie Smartsea (40 295,69€).
- **les intérêts des comptes courants d'associés** : les conventions d'avances en comptes courants d'associés conclues entre l'ANRU et les sociétés prévoient que les sommes portées au crédit des comptes courants portent intérêts. Des intérêts ont été comptabilisés en 2022 pour un montant total de 259,2 K€, montants comptabilisés en réciprocité dans les comptes des sociétés.
- Le reversement en capital social pour les sociétés SCi Oslo Le Castel et SCI RSS Invest Calais, comme vu ci-dessus.

2°) Le bilan s'équilibre à 122,4 M€.

a) *L'actif* est constitué des immobilisations financières, des créances des comptes courants d'associés, des autres créances et des disponibilités.

Les **immobilisations financières** comprennent les titres de participations dont le montant s'élève à 6,3 M€ et des primes d'émission pour 2,7M€ en 2022. Le fonds de co-investissement a investi dans une nouvelle société en 2022 : la Immo 15 à Marseille.

Les **avances en compte courant d'associés** représentent 29,86 M€ en 2022 pour 27,97 M€ en 2021.

Les **autres créances** comptabilisent la rémunération des intérêts des comptes courants d'associés, non encore perçus. La créance en intérêts capitalisés s'élève à 765 459 €, répartie comme suit :

- 555 171,08 € SAS Lillénium Europe
- 33 216,04 € SCI RT Marseille Le Castel
- 15 252,28 € SAS Bérénice Racine
- 115 721,09 € SCI Sport Hostel UCPA Paris 19
- 40 526,32 € SCI Basilique Commerce
- 5 571,99 € SCI Wikivillage

Les **disponibilités (82,8 M€)** correspondent au solde du compte courant au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 2.

- a) *Le passif* est constitué des fonds propres correspondant au financement des actifs financiers (9 M€) et des dettes d'exploitation dont subvention (110,3 M€) et les coûts de gestion (1,64 M€).

Une autre charge à payer a été constituée en 2022, concernant le reversement des fonds à l'Etat, pour 1 464 377,02 €. Ce reversement sera effectué en janvier 2023.

1.5. Quartiers Fertiles : intervention en subvention (PIA, prog 414 et Plan France relance)

La sélection de tous les projets ayant été réalisée en 2021, la phase de contractualisation sous forme d'opérations pré-conventionnées s'est accélérée en 2022. Ainsi, 131 opérations sont contractualisées à la fin de l'année 2022 pour un montant total de 11 M€. fin 2022, 56 opérations sont engagées pour un montant total de 4,9 M€, soit 44 % du montant contractualisé. Enfin, 2,1 M€ ont été payés en 2022, soit 44 % du montant total engagé.

Si le programme avait fait l'objet d'un suivi sur tableau Excel en 2021, depuis le 1^{er} janvier 2022, l'ensemble de l'instruction des dossiers du programme, est réalisé sur les deux natures spécifiques créées dans le logiciel IODA, lui-même interfacé avec SSP. L'interface gère automatiquement l'affectation sur le budget général de l'ANRU pour la partie financée par le Plan de relance, et sur le budget annexe dédié, pour la partie financée par les reliquats du Programme « VDS Axe 1 (PIA) ».

1.5.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée au 31/12/2021

Dépenses d'intervention :

Actions	Dotations crédits inchangée (DC)	Sélection - décision Premier Ministre	Montant des projets sélectionnés / notifiés	Montant des projets contractualisés	Montant des opérations engagées	Paievements au 31/12/2022	Pourcentage paiements /DC
Projets QF - PIA	10 000 000,00	2020-VDS-08 du 21/12/20	9 739 426,54	3 062 150,97	468 250,00	340 276,92	3,40%
		2021-VDS-02 du 16/05/21					
		2022-VDS-01 du 25/01/22					
Projets QF - PR	13 000 000,00		12 898 788,92	8 027 459,32	4 423 543,85	1 821 570,04	14,01%
TOTAL QF	23 000 000,00		22 638 215,46	11 089 610,29	4 891 793,85	2 161 846,96	9,40%

Concernant les fonds Plan de relance Quartiers Fertiles, le montant initial de 7 M€ a été versés en 2021. Les deux autres tranches de 3 M€ seront débloquées, en fonction de l'avancement du programme, tel que prévu dans la convention liant l'ANRU et le ministère de l'Agriculture (montant prévisionnel total de 13 M€). Un avenant à cette convention a été signé le 22/12/2022, prolongeant la date limite de consommation des crédits de paiement au 30/06/2024 et l'échéance de la convention au 31/12/2024.

Concernant les fonds PIA, 3 décisions du Premier Ministre ont permis la sélection des projets.

1.5.2 Exécution annuelle du budget 2022

Compte de résultat au 31.12.2022

CHARGES				PRODUITS			
Comptes	Nature	2022	2021	Comptes	Nature	2022	2021
658 650	Subventions	248 757,36	91 519,56	781505	Reprise sur provisions	71 157,00	
681 505	Provisions pour charge		199 130,00 €	741200	Subvention Etat-équilibre	177 600,36 €	290 649,56 €
TOTAL	CHARGES	248 757,36 €	290 649,56 €	TOTAL	PRODUITS	248 757,36	290 649,56

Bilan au 31.12.2022

ACTIF				PASSIF			
Comptes	Nature	2022	2021	Comptes	Nature	2022	2021
				157 004	Provisions pour charges	127 973,00	199 130,00
515 200	Disponibilités	9 399 149,08 €	6 385 356,44	448 695	CAP IA	9 271 176,08 €	6 186 226,44 €
TOTAL	ACTIF	9 399 149,08	6 385 356,44	TOTAL	PASSIF	9 399 149,08	6 385 356,44

1.5.3 Description des comptes

1°) Le compte de résultat fait apparaître pour 2022 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 249 K€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) **Les charges** sont constituées des subventions attribuées pour les projets Quartiers Fertiles (248,8 K€ en 2022,) en augmentation par rapport à 2021 (91,5 K€) et d'une provision pour charge de 199,1 K€.

b) Les produits sont constitués d'une reprise de provisions d'un montant de 71,2K€ et de la subvention d'équilibre (177,6K€).

2°) Le bilan s'équilibre à 9,4 M€.

a) L'actif est constitué des **disponibilités (9,4 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 128 K€ M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (9,3 M€).

2. EXÉCUTION DU BUDGET 2022 – URBACT et ASTON

2.1. URBACT

1. Rappel du contexte

Conformément à la convention de décembre 2015 entre l'ACSé, l'ANRU et le CGET relative au programme URBACT, le CGET a délégué à l'ANRU la gestion administrative, financière et comptable des projets autorité de gestion, la gestion du personnel du secrétariat technique, la commande publique et les contrats avec les tiers.

URBACT III est un programme de coopération territoriale européenne, cofinancé par le FEDER, les Etats membres et deux Etats partenaires, qui permet aux villes européennes d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques en matière de développement urbain en créant des réseaux transnationaux, sur la période 2014-2020. Il a été adopté par la Commission Européenne le 12 décembre 2014. Dans les faits, les activités du programme URBACT III se poursuivront jusqu'en 2023 (les coûts sont éligibles jusqu'au 31 décembre 2023) se chevauchant avec les premières activités d'URBACT IV.

A compter du 1^{er} janvier 2023, l'ANCT exercera la gestion administrative, financière et comptable des projets sous autorité de gestion, la gestion du personnel du secrétariat technique, la commande publique et les contrats avec les tiers, du programme URBACT. Les missions transférées par l'ACSé à l'ANRU, elles-mêmes transférées à l'ANCT en 2023, s'inscrivent dans le budget du Programme Opérationnel URBACT III, pour lequel un montant global d'intervention prévisionnel a été fixé sur la durée du programme. L'exécution financière du programme opérationnel est soumise au Comité de suivi du programme.

Ci-dessous la maquette financière du programme URBACT III arrêtée au comité de suivi d'Amsterdam du 3 mai 2016, soit :

- 33 M€ sur la durée du programme pour l'axe 1, Développement Urbain Durable ;
- 8,1 M€ sur la durée du programme pour l'axe 2, assistance technique.

PROJETS AUTORITE DE GESTION	COUT TOTAL	FEDER	CONTRIBUTIONS NATIONALES
OPERATION 1 EXPERTISE	13 381 700,00 €	12 645 706,50 €	735 993,50 €
OPERATION 2 CAPACITY BUILDING	4 029 000,00 €	3 807 405,00 €	221 595,00 €
OPERATION 3 CAPITALISATION	1 455 411,00 €	1 375 363,50 €	80 047,50 €
OPERATION 4 COMMUNICATION	4 870 000,00 €	4 602 150,00 €	267 850,00 €
OPERATION 5 NATIONAL URBACT POINTS	9 287 000,00 €	8 776 215,00 €	510 785,00 €
TOTAL	33 023 111,00 €	31 206 840,00 €	1 816 271,00 €

ENSEMBLE ACTIVITE	FEDER	VILLES	ETATS	BUDGET TOTAL
Réseaux (52% du FEDER)	38 636 954 €	16 558 817 €	0,00 €	55 195 771 €
Assistance Technique (6% du FEDER)	4 458 114 €		3 647 553 €	8 105 667 €
Projets Autorité de Gestion (42% du FEDER)	31 206 840 €		1 816 271 €	33 023 111 €
TOTAL (77% FEDER)	74 301 909 €	16 558 817 €	5 463 824 €	96 324 550 €

2. Exécution budget 2022

AXE 1 Sustainable Urban Development	2021 REALISE	2022 BUDGET INITIAL	2022 REALISE	2023 BUDGET INITIAL
EXPERTISE	2 274 200	1 855 000	2 473 000	717 000
CAPACITY BUILDING	24 700	290 000	523 500	265 000
CAPITALISATION	41 600	215 000	180 000	205 000
COMMUNICATION & DISSEMINATION	584 300	1 155 000	563 700	945 000
NATIONAL URBACT POINTS	1 154 500	1 250 000	1 093 600	1 025 000
Total axe 1	4 079 300	4 765 000	4 833 800	3 157 000

AXE 2 Technical Assistance	2021 REALISE	2022 BUDGET INITIAL	2022 REALISE	2023 BUDGET INITIAL
Coordination costs	4 200	4 000	3 800	-
Staff costs	1 110 200	840 000	1 117 900	324 000
Meetings	4 500	22 000	2 900	-
Staff missions and travel	1 400	9 000	9 700	-
External Expertise & Services	143 700	170 500	152 200	60 000
Equipement		1 300		-
Total axe 2	1 264 000	1 046 800	1 286 500	384 000

TOTAL PROJETS AUTORITE DE GESTION	5 666 300	5 811 800	6 120 300	3 541 000
--------------------------------------	-----------	-----------	-----------	-----------

L'exécution du budget 2022 est globalement conforme aux prévisions. Les points suivants sont peuvent être mis en exergue :

- La consommation de la ligne d'expertise, au-delà des prévisions se justifie par la capacité du secrétariat à obtenir le retour des rapports d'activités des experts dont les réseaux se terminaient fin 2022 et, ainsi, réduire le niveau des charges à payer à transférer de l'ANRU à l'ANCT au 31 décembre 2022 ;
- Une hausse du budget de renforcement des compétences (Capacity Building) en raison de l'organisation, en plus de l'université budgétée, de plusieurs rencontres physiques organisées avec les partenaires des réseaux en cours ;
- Si le réalisé de la ligne budgétaire Communication-Dissémination affiche une sous-consommation, le bilan financier du festival de l'URBACT est en cours d'analyse et s'achèvera en 2023 ;
- L'important dépassement du budget relatif aux frais de personnel, se justifie par l'affectation d'une partie des frais de personnel sur le programme URBACT IV dès 2022. Ce dernier ayant connu un retard important dans sa mise en place, l'ensemble des frais de personnel ont ainsi été pris en charge sur le budget d'URBACT III, et a conduit à ce dépassement de budget. Cependant, la flexibilité offerte par les règlements européens a permis le transfert de crédit FEDER de l'Axe 1 (projets autorité de gestion) vers l'Axe 2 (Assistance Technique).

4. Données comptables de 2015 à 2022 (gestion ANRU)

en €											
Comptes	Libellés	Balance d'entrée (2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total	
Classe 1	Capitaux	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	-2 424 438,90	
Classe 4	Tiers	2 424 438,90	630 720,91	-468 605,02	1 378 616,46	450 862,42	1 222 094,60	1 915 541,29	2 077 979,55		
	4012 Fournisseurs		0,00								
	4081 FNP	-28 832,48	-13 518,00	-479 474,06	-972 386,47	-241 324,64	-305 590,82	-61 035,86			
	4093 Avances payées		82 176,08	138 656,43	17 394,92						
	4251 Avances personnel		250,00								
	4286 CAP Personnel	-53 202,60									
	4417 Subventions	2 506 473,98	2 506 473,98	5 096 284,54	7 552 420,49	6 131 778,59	6 524 705,92	6 974 401,65	7 073 155,55		
	4431 CGET		-5 000 000,00	-5 000 000,00	-5 000 000,00	-5 000 000,00	-5 000 000,00	-5 000 000,00	-5 000 000,00		
	4432 ANRU		-100 903,90	-315 368,62	-231 676,48	-439 216,53					
	4487 Produits à recevoir		3 156 242,75	86 846,69							
	4663 Virements à réimputer				-750,00	-375,00		-1 500,00			
	4670 Autres débiteurs / créditeurs			100,00							
	47211 DPAO menues dépenses										
	4726 Dépenses à régulariser			4 350,00	13 614,00		2 979,50	3 675,50	4 824,00		
Classe 5	Trésorerie		1 793 717,99	2 893 043,92	1 045 822,44	1 973 576,48	1 202 344,30	508 897,60	346 459,35		
Classe 6	Charges		3 209 833,41	4 070 694,73	5 767 743,05	4 578 484,12	4 181 817,28	5 343 408,79	6 120 230,45	33 272 211,83	
Classe 7	Produits		-3 209 833,41	-4 070 694,73	-5 767 743,05	-4 578 484,12	-4 181 817,28	-5 343 408,79	-6 120 230,45	-33 272 211,83	

Si le programme URBACT III se poursuit jusqu'au 31 décembre 2023, le transfert de l'ANRU à l'ANCT au 1^{er} janvier 2023, de la gestion administrative, financière et comptable des projets portés par l'autorité de gestion du programme URBACT, de la gestion du personnel du secrétariat technique, et de la commande publique et des contrats avec les tiers a entraîné le transfert du solde de trésorerie, à savoir 346 459,35 euros, le 6 janvier 2023 du compte bancaire ANRU-URBACT ouvert auprès de la DRFIP 75 sur le compte bancaire du compte bancaire de l'ANCT, et la clôture de celui-ci par l'ANRU. La comptabilité a également été transférée auprès de l'ANCT.

Le tableau ci-avant indique les soldes comptabilisés pour chaque année depuis le transfert par l'ACSé à l'ANRU en 2015.

Par ailleurs, afin d'assurer la clôture du programme URBACT III par l'ANCT, la synthèse analytique des données relatives aux avances et au solde de trésorerie a été menée et est présentée ci-après.

Données au 31.12.2022

1. Reconstitution des avances

	en €	Réf.		en €	Réf.
Dépenses	33 272 211,83	a	Excédent URBACT II (2015)	1 466 446,73	d
Produits hors TR	- 322 988,76	b	Créance ACSE URBACT III	957 992,17	e
			Avance Etat URBACT III	5 000 000,00	f
			Titres émis de 2016 à 2021	26 849 992,62	g
			Titre 2022 à émettre	6 099 230,45	h
	32 949 223,07	c		40 373 661,97	i

Avances reconstituées (i-c): **7 424 438,90**

Avances et recettes à rembourser (d+e+f): **7 424 438,90**

0,00 0,00

Références

(a) Somme des comptes de classe 6, dont écritures d'inventaire

(b) Somme des comptes #7583, #7588 et #771823 (hors titres de recettes)

(c) Avances reconstituées issues des excédents d'URBACT II et de l'avance de 5 M€ reçue

(d) Excédent d'URBACT II

(e) Créance ACSE URBACT III

(f) Avance de 5 M€ reçue

(g) Somme des titres émis de 2016 à 2021 (extrait des comptes #4417 et #4487)

(h) Titre à émettre en 2022 correspondant à la différence du total des charges de la classe #6 et des produits de la classe #7, avant émission du titre

(i) Somme de tous les encaissements de 2016 à 2022

2. Rapprochement avec la Trésorerie

A partir des données ci-avant, reconstitution du solde de trésorerie attendu en comparaison avec le réel

	en €	Réf.
Total des dépenses (corrigées des recettes propres)	-32 949 223,07	c
Total des Titres émis et recettes initiales (excdt URBACT II et avance Etat)	34 274 431,52	Σ = d,e,f
Montant à recouvrer sur Titres émis	-973 925,10	#4417
Montant des dépenses à régulariser	-4 824,00	#4726
Total attendu	346 459,35	
Solde de trésorerie au 31.12.22	346 459,35	

2.2. ASTON

1. Rappel du contexte

Le projet ASToN a pour objet de constituer et animer un réseau de 11 villes africaines sur la thématique de la gouvernance digitale sur le modèle des réseaux URBACT.

Ce projet est financé à 100% par l'Agence Française de Développement par l'intermédiaire d'une subvention de l'AFD à l'ANRU à hauteur de 3 M €. Prenant en compte une Date d'Achèvement Technique (date limite de fin du projet) fixée dans la convention ANRU-AFD au 31 décembre 2023 et les retards pris dans la conduite du projet en raison de la pandémie de Covid-19, en accord entre l'ANRU et l'AFD, la fin du projet avait été reportée au 31 décembre 2022 pour ce qui concerne les activités des villes du réseau et à fin avril 2023 pour la clôture administrative et financière.

Le projet est géré par une équipe composée aujourd'hui de 4 personnes (2,7 ETP), dont 2 en temps partagés avec le programme URBACT. L'équipe d'ASToN est située dans le même bâtiment que l'équipe d'URBACT à l'ANCT avenue de Ségur.

2. Exécution budget 2022

CATEGORIE	Budget initial du projet	Réalisé 2019 et 2020	Réalisé 2021	Budget initial 2022	Réalisé 2022	Budget 2023
1- COORDINATION (personnel, frais généraux, évaluation-audit, frais de mission équipe et experts, etc.)	801 222	261 900	214 200	333 400	288 100	105 600
2- ACTIVITES SUPPORT (expertise, formation, capitalisation, communication)	701 120	259 600	206 000	139 100	275 300	90 900
3- ACTIVITES NIVEAU RESEAU (rencontres et ateliers transnationaux)	451 420	31 900	80 300	105 000	101 300	32 000
4- ACTIVITES NIVEAU LOCAL (subventions aux villes, expérimentations, etc.)	1 041 084	415 800	143 000	363 300	270 000	168 600
TOTAL	2 994 846	969 200	643 500	939 800	934 700	397 100

L'exécution globale du budget du projet ASToN, est conforme aux prévisions. Cependant, l'analyse de la prévision au regard de l'exécution sur les quatre lignes budgétaires, appelle les commentaires suivants :

- Une augmentation importante des frais de personnel par rapport aux estimations initiales (200 K€ pour 112 K€ budgétés), qui étaient basées sur un départ progressif de l'équipe à partir de 2022 quand, en réalité, l'activité s'est prolongée sur toute l'année 2022 avec 2,7 ETPT et une stagiaire ;
- Un dépassement du budget d'expertise thématique lié au renforcement important du soutien apporté aux villes pour la mise en place de leurs expérimentations et l'élaboration de leurs plans d'actions locaux (130 K€ pour 52,5 K€ budgétés) ;
- Une augmentation importante des dépenses liées à la capitalisation sur les résultats du projet et leur dissémination (97 K€ pour 41 K€ budgétés) ;
- Moins de financements reversés aux villes sur 2022 que prévus (270 K€ pour 356 K€ budgétés). Une partie des rapports finaux est encore à recevoir et ces versements auront lieu en 2023 (155 K€ budgétés).

3. Fin du projet

Les activités locales des villes et les activités du réseau se sont achevées le 31 décembre 2022. Le Secrétariat du projet ASToN continue de fonctionner jusqu'à fin mars 2023 autour de 3 missions principales :

- Valorisation des projets des villes : mise en valeur des Plans d'Action Locaux élaborés dans le cadre du projet ASToN et accompagnement vers des financements ;
- Capitalisation : finalisation des publications de capitalisation, exploitation de l'enquête de fin de projet, finalisation et publication de l'évaluation externe, rédaction et publication d'articles ;
- Clôture administrative et financière : réception et traitement des rapports de clôture des villes, derniers règlements aux villes et aux prestataires, audit financier du projet, rapport final du projet à l'AFD et à l'ANRU.

Pour cela, un budget de 400 K€ environ est prévu en 2023. Il servira principalement pour les derniers remboursements aux villes (164 K€), aux travaux de capitalisation et de dissémination (96 K€), à la masse salariale (107 K€). Une ligne « imprévus » de 50 K€ a été budgétée pour faire face à toute éventualité.

* *

*